

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Etude portant sur la politique nationale de soutien
aux acquisitions de documentation recherche
destinée à accompagner la mise en place du dispositif documentaire
national « CollEx »**

Synthèse des rapports de mission 1, 2 et 3

Paris, le 28 juin 2016



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

Le présent document constitue une synthèse des rapports de mission 1, 2 et 3 de l'étude intitulée « Etude portant sur la politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche destinée à accompagner la mise en place du dispositif documentaire national CollEx » réalisée par le Bureau van Dijk Information Management (BvDIM) pour le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Sommaire

1	Introduction	5
	Synthèse du rapport de mission 1 : Réalisation d'un état des lieux et d'une évaluation portant sur l'actuel dispositif national des bibliothèques CADIST	9
2	Méthodologie de la mission 1	10
3	Bilan de l'existant	11
4	Conclusion du rapport de mission 1.....	31
	Synthèse du rapport de mission 2 : Evaluation des besoins actuels en matière de soutien documentaire des chercheurs et enseignants-chercheurs, dans le nouveau contexte de l'IST caractérisé par la révolution numérique et le nouveau cadre organisationnel de l'ESR.	32
5	Méthodologie de la mission 2	33
6	Analyse de la demande.....	34
7	Conclusion du rapport de mission 2.....	66
	Synthèse du rapport de mission 3 : Recommandations et perspectives	68
8	Méthodologie de la mission 3	69
9	Le positionnement des CADIST et la question du soutien financier au réseau	70
10	La Politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx.....	73



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

11 Conclusion101

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte et objectifs

Les CADIST

Les CADIST (Centre d'Acquisition et de Diffusion de l'Information Scientifique et Technique) ont été créés dans les années 1980 en vue de favoriser la mutualisation entre les différents fonds de documentation en établissant un réseau de bibliothèques de références gérées par les universités et destinées aux communautés de chercheurs.

Compte-tenu du contexte de l'époque, les CADIST s'appuyaient sur l'acquisition de documentation imprimée, de collecte de littérature grise rare et coûteuse (revues imprimées en langues étrangères, monographies spécialisées) et de leur diffusion par un mode de prêt entre bibliothèques.

Organisés en pôles d'expertise par discipline (sciences humaines, lettres, sciences exactes), les CADIST ont joué un rôle de référence en termes d'exhaustivité, de qualité et de pertinence des ressources documentaires offertes.

Les CADIST sont soutenus financièrement par l'Etat dans le cadre de la politique nationale d'acquisition de documentation imprimée pour la recherche. 33 disciplines de recherche (dont 24 en SHS et 9 en STM) sont représentées par 27 établissements CADIST.

SHS	SCD AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ	ORIENT MÉDITERRANÉEN ET HISTOIRE COLONIALE FRANÇAISE
SHS	BDIC	RELATIONS INTERNATIONALES ET MONDE CONTEMPORAIN
SHS	SCD UNIVERSITÉ BORDEAUX MONTAIGNE	LLC IBÉRIQUES - AMÉRIQUE LATINE ET AFRIQUE LUSOPHONE
SHS	SCD UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE	HISTOIRE DU XIX ^e SIÈCLE
SHS	BIU CUJAS	SCIENCES JURIDIQUES
SHS	SCIENCES PO	SCIENCES POLITIQUES
SHS	SID UNIVERSITÉ GRENOBLE - INPG	LLC ITALIENNES



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

SHS	INHA	ART ET ARCHÉOLOGIE
SHS	ENS Lyon – BIU DIDEROT	SCIENCES DE L'ÉDUCATION
SHS	MUSÉE DU QUAI BRANLY	ETHNOLOGIE
SHS	MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE	PRÉHISTOIRE-PALEONTOLOGIE
SHS	SCD UPEM	GÉOGRAPHIE - URBANISME
SHS	SCD UNIVERSITÉ PARIS 8	CADIST ASSOCIÉ RELATIONS INTERNATIONALES : RDA – NOUVEAUX LÄNDER
SHS	SCD UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE	GESTION ET SCIENCES ÉCONOMIQUES
SHS	SCD UNIVERSITÉ DE POITIERS	HISTOIRE MÉDIÉVALE (IXe-XIIe SIÈCLE)
SHS	BIU SORBONNE	GÉOGRAPHIE
SHS	BIU SORBONNE	HISTOIRE MÉDIÉVALE ET MODERNE
SHS	BNU STRASBOURG	LLC GERMANIQUES
SHS	BNU STRASBOURG	SCIENCES RELIGIEUSES
SHS	SCD UNIVERSITÉ TOULOUSE 2	LLC IBÉRIQUES - PÉNINSULE IBÉRIQUE
SHS	BIU SORBONNE	ANTIQUITE
SHS	SCD UNIVERSITÉ LILLE 3	LLC MONDES ANGLOPHONES – GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE
SHS	SCD UNIVERSITÉ PARIS 3	LLC MONDES ANGLOPHONES – AMÉRIQUE DU NORD, COMMONWEALTH
SHS	ÉCOLE FRANÇAISE D'ATHÈNES	ANTIQUITÉ
STM	SCD UPMC	GÉOSCIENCES ET ENVIRONNEMENT
STM	BIU SANTÉ	MÉDECINE ET ODONTOLOGIE
STM	BIU SANTÉ	COSMÉTOLOGIE
STM	SID UNIVERSITÉ GRENOBLE- INPG	PHYSIQUE
STM	SCD UNIVERSITÉ LYON 1	CHIMIE



STM	SCD UNIVERSITÉ LYON 1	PHARMACIE
STM	MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE	BOTANIQUE, ZOOLOGIE, BIOLOGIE ANIMALE ET VÉGÉTALE
STM	OBSERVATOIRE	ASTRONOMIE ET ASTROPHYSIQUE
STM	SCD UNIVERSITÉ PARIS SUD – BIBLIOTHÈQUE JACQUES HADAMARD	MATHÉMATIQUES

Note : Compte tenu de la dimension chronologique large des documents utilisés pour l'étude, il a été difficile dans le temps imparti d'aligner l'ensemble des tableaux, lesquels peuvent encore dans certains cas faire référence aux anciens intitulés des établissements ou des disciplines CADIST.

Des CADIST à Collex

L'environnement de l'information scientifique et technique a évolué à plusieurs titres depuis 30 ans, que ce soit sur un plan technologique (développement des ressources électroniques), structurel (passage aux RCE, regroupements...) ou économique.

Ce changement drastique de contexte, ainsi que le constat d'une réponse partielle du système des CADIST aux besoins actuels des chercheurs, ont amené le ministère à initier, à partir de la fin 2012, un nouveau dispositif documentaire aux **fonctions élargies** en vue d'une meilleure réponse aux enjeux actuels, et au **mode de financement repensé** : le dispositif Collex, mis en place de manière effective fin 2014.

Le nouveau dispositif mutualisé Collex vise à développer et améliorer la visibilité du patrimoine documentaire scientifique national par :

- la mise en place d'une politique concertée au niveau national de collecte, de conservation, et de numérisation autour d'une collection hybride ;
- la promotion et la valorisation des collections et services auprès des chercheurs ;
- le développement des services aux chercheurs en identifiant des publics cibles et en tenant compte de l'évolution de leurs pratiques ainsi que de leurs besoins en IST.

A cette fin, le périmètre de Collex comprendra de grandes bibliothèques mais aussi des opérateurs et des programmes structurants (tels que Persée, le CTLe, l'ABES, l'INIST/CNRS, Huma Num). Collex a également vocation à être le cadre global de partenariats entre les bibliothèques de l'ESR et la BnF, en respectant l'autonomie des établissements.

Il est également essentiel d'identifier quelles sont les disciplines ayant des besoins indispensables, auxquels seul un soutien au niveau national pourrait répondre. Il s'agira de préciser les critères d'un tel soutien (pour telle bibliothèque ou telle discipline, ou regroupement de disciplines proches) et de

garantir un dispositif mutualisé, illustré notamment par le plan de conservation partagée de collections et par la fourniture à distance de documents.

Un autre enjeu important est de parvenir à faire évoluer le mode de financement de ce dispositif en s'orientant sur des financements en mode projet en vue de se rapprocher au plus près des besoins de la recherche, à l'image des pratiques observées à l'étranger (notamment en Allemagne).

Les enjeux de l'étude sont donc de parvenir à déterminer les conditions d'efficacité d'un tel dispositif sur les plans techniques, organisationnels et économiques.

1.2 Déroulement général de l'étude

L'étude s'articule en 3 principales missions :

- **Mission 1** : Réalisation d'un état des lieux et d'une évaluation portant sur l'actuel dispositif national des bibliothèques CADIST (analyse de l'offre)
- **Mission 2** : Evaluation des besoins actuels en matière de soutien documentaire des chercheurs et des enseignants-chercheurs (analyse de la demande)
- **Mission 3** : Rapport final de l'étude (recommandations et perspectives)

Synthèse du rapport de mission 1 :
Réalisation d'un état des lieux et d'une
évaluation portant sur l'actuel dispositif
national des bibliothèques CADIST

2 MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION 1

La méthodologie du BvDIM a été essentiellement basée sur les éléments suivants :

- **exploitation et analyse de documents et de données** existantes :
 - transmis par le ministère,
 - fournies par l'ABES (données bibliographiques du catalogue SUDOC),
 - collectés par le BvDIM,
- **réalisation d'enquêtes** par entretiens ciblés, auprès des Directions des CADIST.

3 BILAN DE L'EXISTANT

3.1 Bilan quantitatif

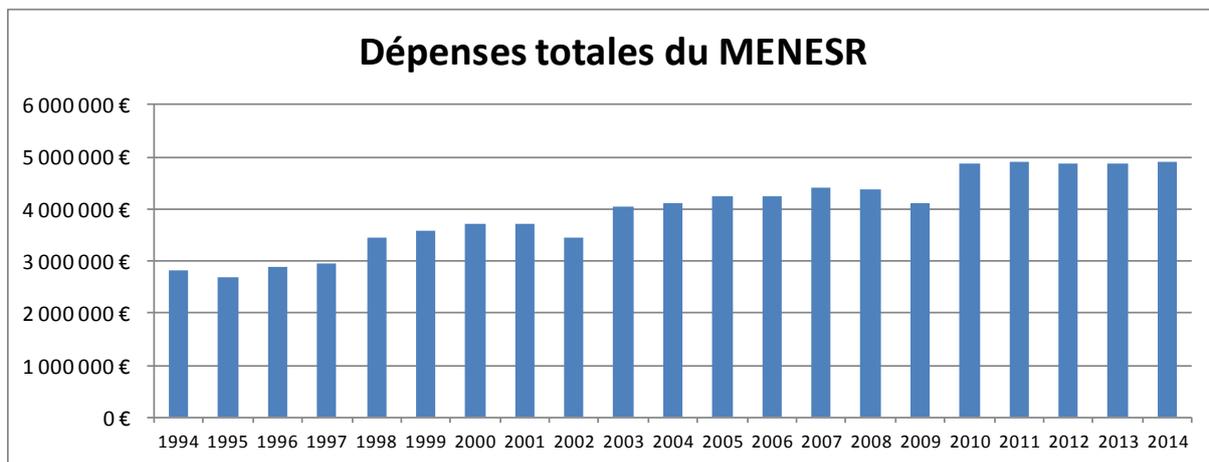
Ont été exploitées les données issues de l'enquête nationale portant de l'année 1994 à 2010 et les données issues des tableaux ESGBU CADIST pour 2011 à 2014.

3.1.1 Bilan global (période 1994-2014)

3.1.1.1. Evolution des financements

En 20 ans, de 1994 à 2014, plus de 83,2 millions d'euros ont été alloués sous la forme de dotations aux CADIST par le ministère. Les financements annuels ont connu une évolution croissante et régulière sur la période, passant de près de 3 millions dans les années 1990 à près de 5 millions dans les années 2010 (du fait de l'augmentation de certaines subventions mais aussi de la création de nouveaux CADIST).

En 2015, du fait de mise en œuvre de la première feuille de route CollEx, vers laquelle une part des crédits CADIST a été réorientée, la dotation globale attribuée a été de 4 M€, soit une baisse de 18,2% par rapport à l'année antérieure.



La répartition des dotations aux CADIST par ensemble disciplinaire est homogène sur la période, que ce soit au niveau des Langues et sciences humaines et sociales (LSHS) ou au niveau des sciences techniques et médicales (STM), même si une part légèrement plus importante est attribuée aux sciences exactes, passant d'une répartition relativement homogène en 1994 (52,2% des dotations en 1994) à 54,7% en 2014. Cette tendance à la hausse pour la part dédiée aux STM est confirmée pour 2015, 55,6% dotations étant affectées aux CADIST STM.

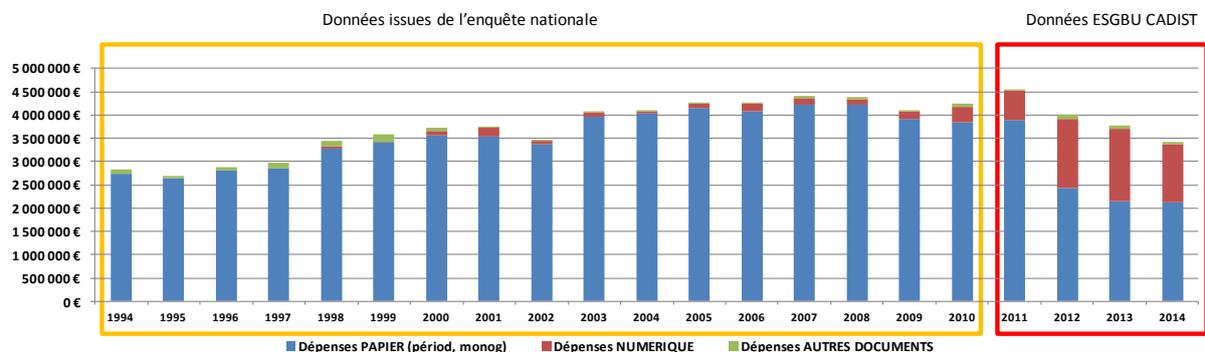
3.1.1.2. Evolution des acquisitions

De 1994 à 2014, les CADIST ont acquis :

- plus de 464 000 livres, (avec une moyenne de 22 000 monographies par an) ;
- 6 600 titres de périodiques par an ;
- 65 000 périodiques électroniques, 2 500 bases de données, ainsi que 18 000 documents numériques.

Les sommes concourant aux acquisitions effectuées au titre du CADIST peuvent avoir trois origines : la dotation CADIST, les crédits de fonctionnement que l'établissement support consacre au CADIST et, le cas échéant, des crédits pôles associés. Globalement, les crédits annuels CADIST déclarés correspondent le plus souvent aux crédits octroyés par le ministère, mais l'ensemble des données exploitables sur la période ne permet pas de distinguer avec précision le montant global des crédits et leur affectation en termes d'acquisition.

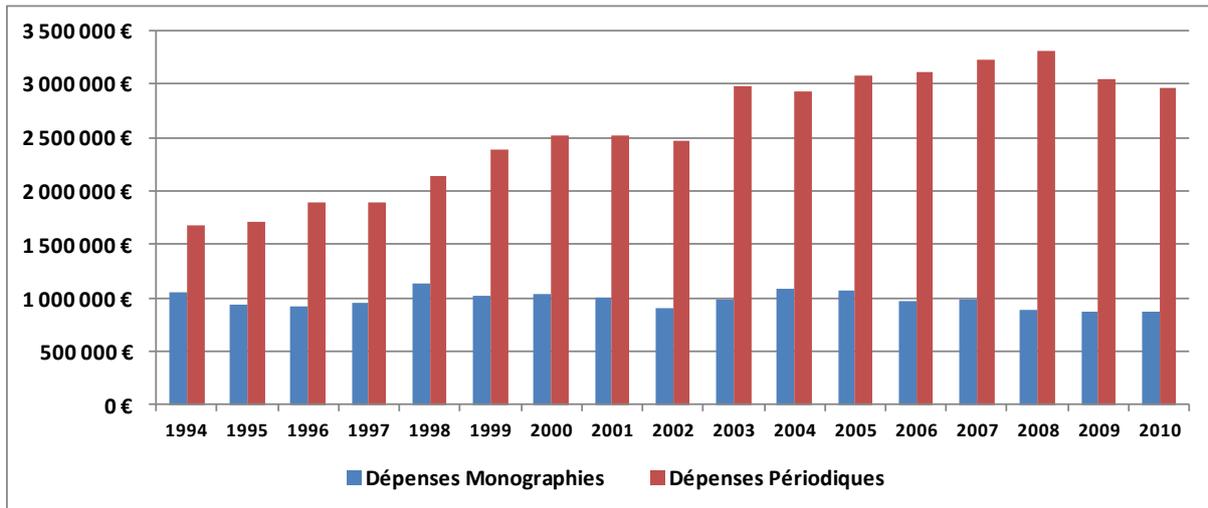
L'exploitation des données sur la période 1994-2014 a ainsi permis de dessiner les tendances en termes de répartition de budget pour les acquisitions imprimées et numériques effectuées par les CADIST :



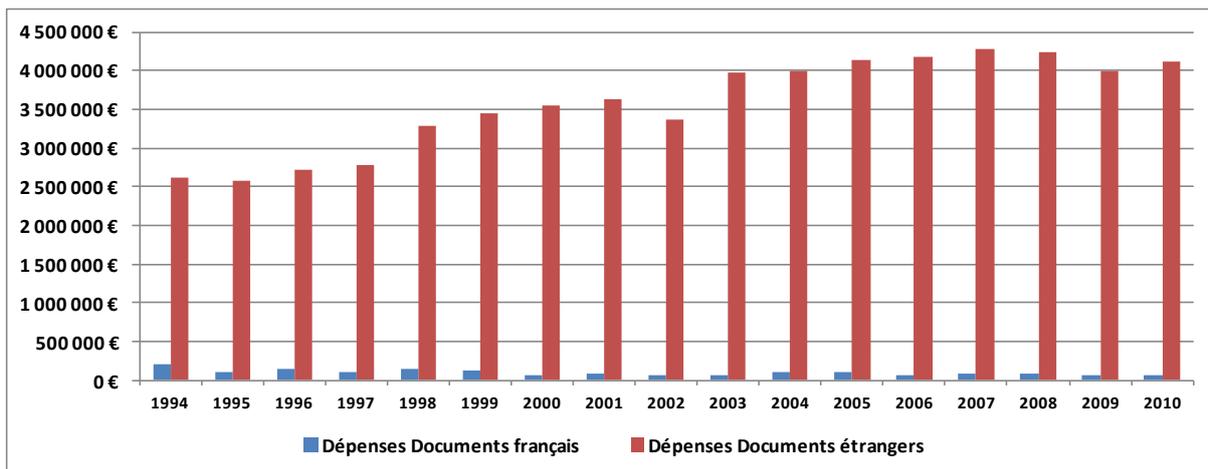
3.1.2 Zoom sur la période 1994-2010 à partir des données de l'enquête nationale

3.1.2.1. Synthèse CADIST toutes disciplines confondues

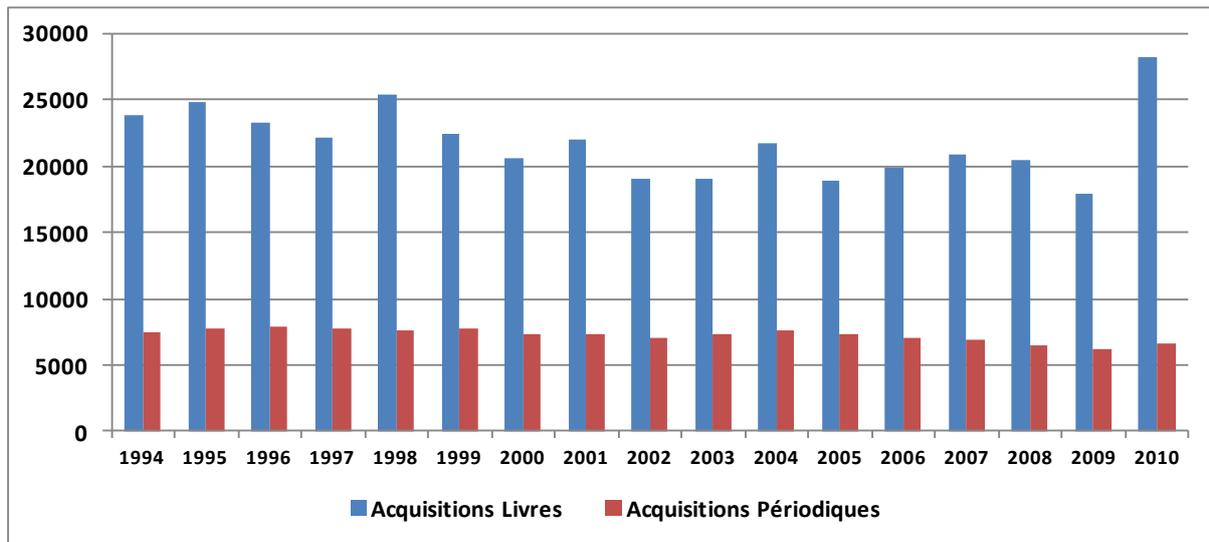
Durant la 1994-2010, les dépenses ont majoritairement concerné des acquisitions de périodiques :



Durant la 1994-2010, les dépenses ont majoritairement concerné des publications en langue étrangère :



En termes d'acquisition d'imprimés (volumes d'ouvrages, titres de périodiques), une certaine régularité est constatée pour les périodiques alors qu'il existe des variations significatives en ce qui concerne les ouvrages, probablement dues aux modes d'acquisition différents (abonnements vs. offre éditoriale plus fluctuante).



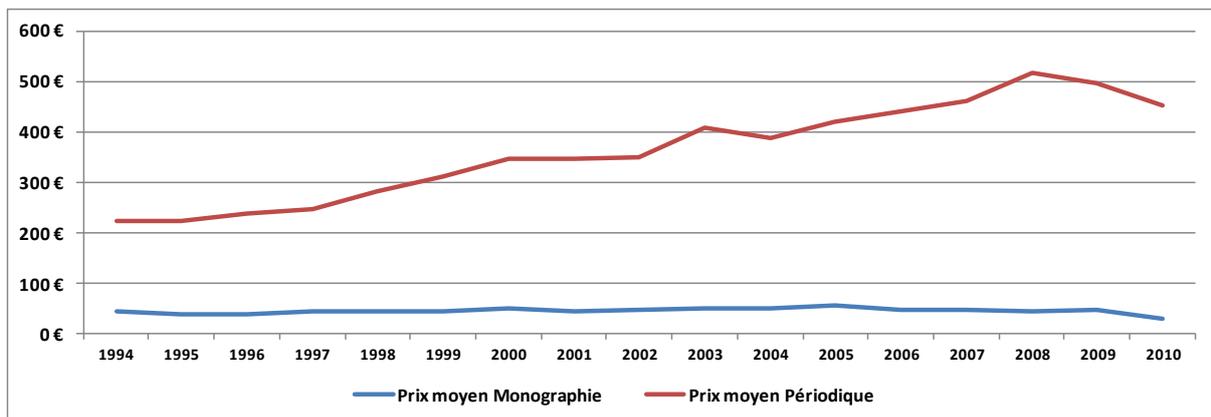
Concernant les acquisitions numériques, il faut noter une hausse significative des périodiques électroniques et des documents numériques sur les dernières années (de 2008 à 2010), en corrélation avec l'augmentation des dépenses associées au numérique.

Les acquisitions de ressources numériques ont principalement concernées des documents étrangers.

A partir de ces données il est possible de déterminer un prix unitaire moyen par type d'acquisition :

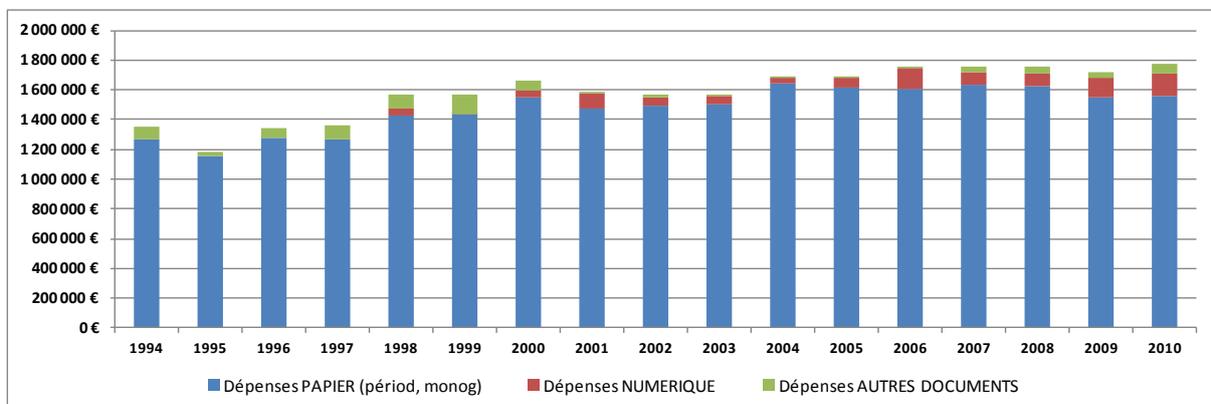
Prix moyen sur la période 1994-2010:	euros
Prix moyen Monographie	46 €
Prix moyen Monographie français	31 €
Prix moyen Monographie étranger	47 €
Prix moyen Périodique	361 €
Prix moyen Périodique français	63 €
Prix moyen Périodique étranger	391 €

Sur la période 1994-2010, une évolution linéaire stable du prix moyen est constatée pour les monographies, alors qu'on constate une tendance régulière à la hausse pour les périodiques imprimés. Le décrochage à partir de 2008 du prix moyen des abonnements de périodiques peut s'expliquer sans doute par le passage au numérique des titres les plus onéreux, acquis sur d'autres budgets :

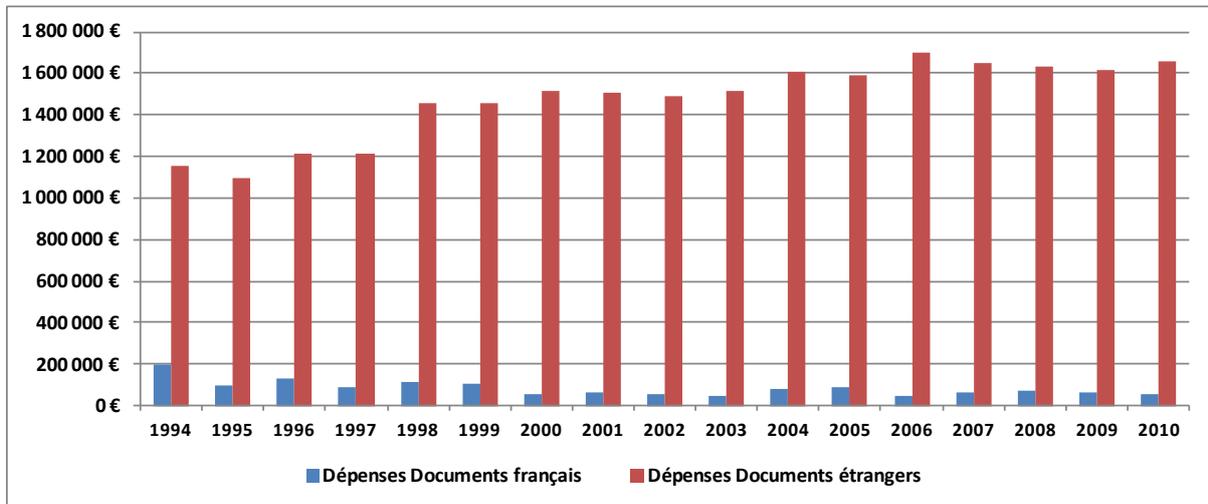


3 .1.2.2. Synthèse CADIST en SHS

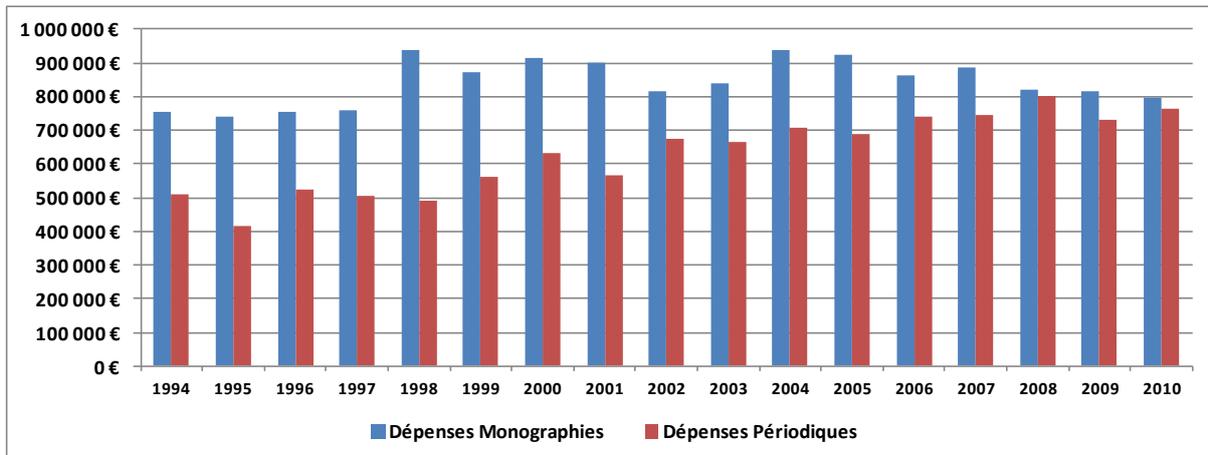
En ce qui concerne les SHS sur la période 1994-2010, les dépenses papier restent majoritaires et stables dans le temps :



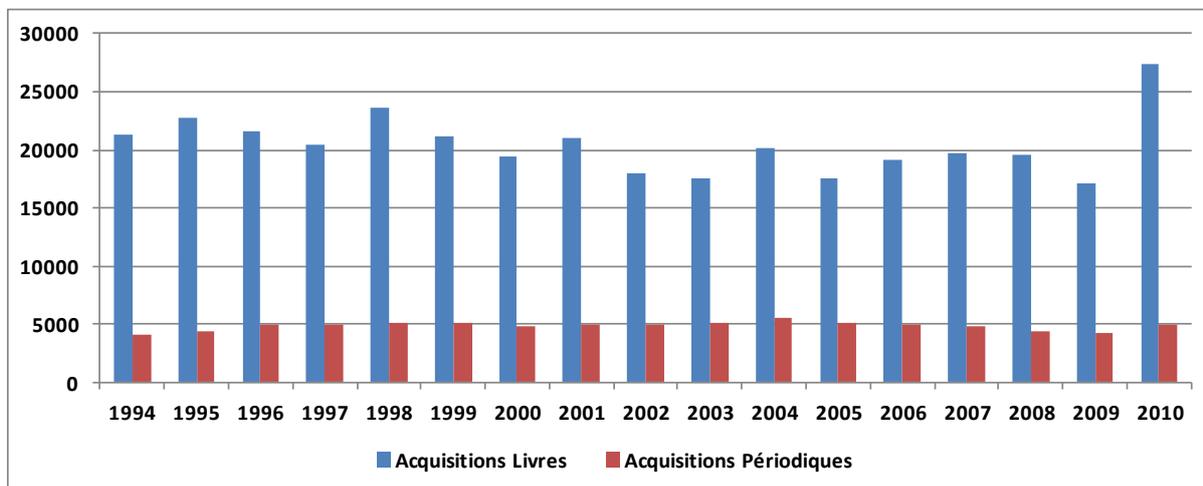
La quasi-totalité des acquisitions concernent des documents étrangers :



Il faut noter une remontée des dépenses pour les périodiques par rapport aux achats de monographies :



Parallèlement, en termes de volumes, les acquisitions de titres de périodiques restent stables sur la période (environ 5000 titres en moyenne), quand les acquisitions de monographies sont plus fluctuantes (de 18000 à 28000 exemplaires environ):

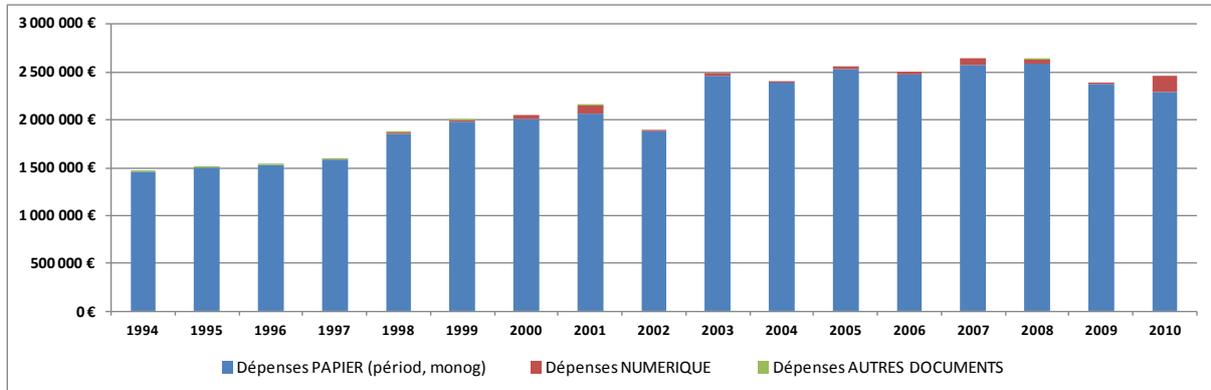


Enfin, le tableau ci-dessous liste les prix unitaires moyens des acquisitions en SHS (établis à partir des montants des dépenses et des volumes d'acquisitions) :

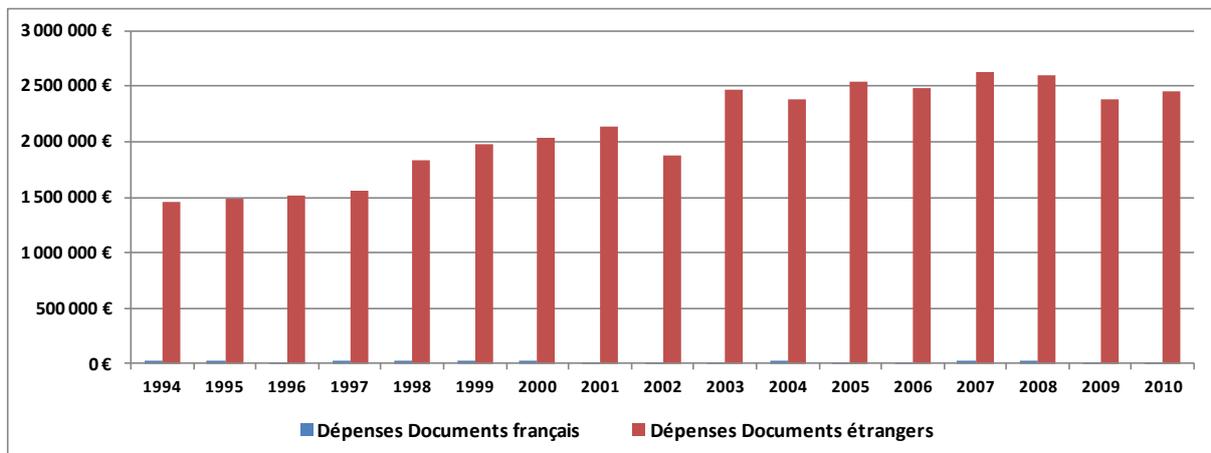
Prix moyen en SHS sur la période 1994-2010:	euros
Prix moyen Monographie	42 €
Prix moyen Monographie français	28 €
Prix moyen Monographie étranger	43 €
Prix moyen Périodique	130 €
Prix moyen Périodique français	54 €
Prix moyen Périodique étranger	140 €

3 .1.2.3. Synthèse CADIST en STM

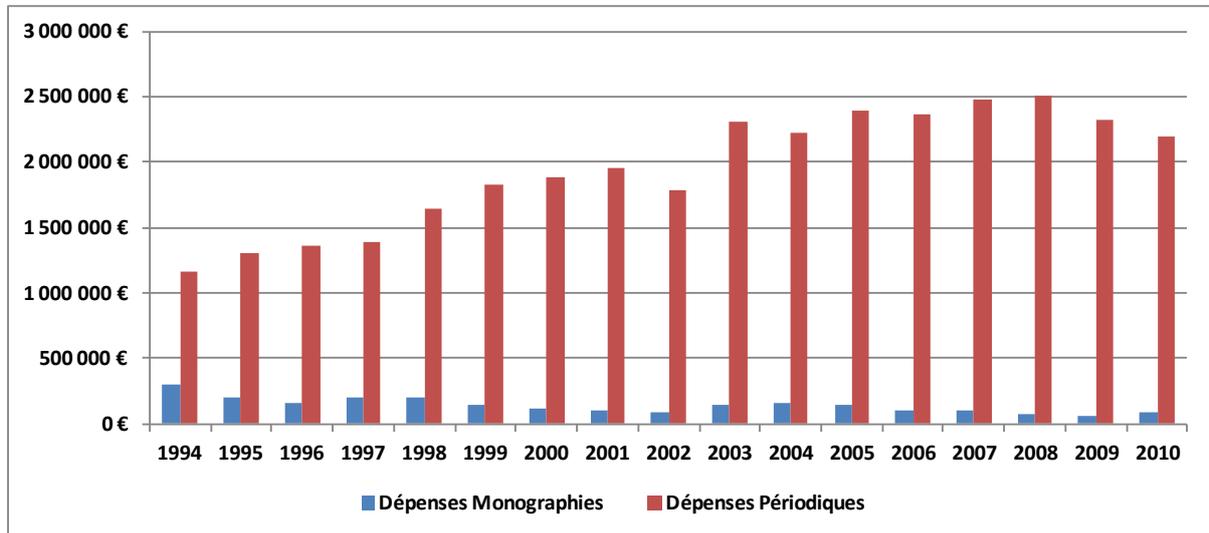
En ce qui concerne les STM sur la période 1994-2010, les dépenses papier restent majoritaires et stables dans le temps :



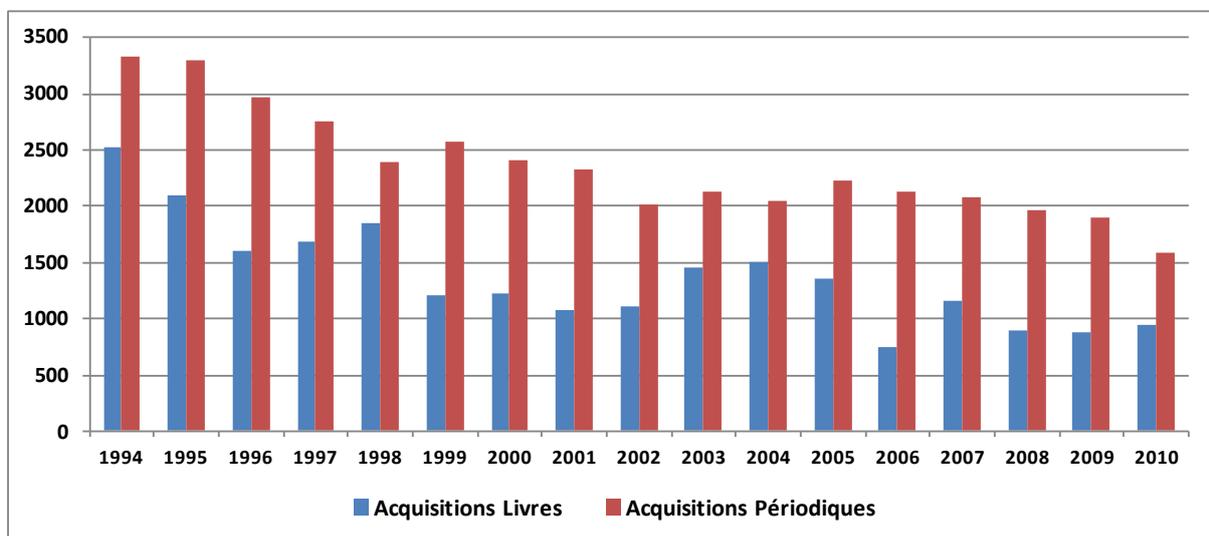
Les documents étrangers constituent la quasi-totalité des dépenses d'acquisitions :



Plus précisément, ce sont les périodiques qui constituent la quasi-totalité des dépenses d'acquisitions et notamment les périodiques étrangers, même s'il est noté une baisse sur les deux dernières années:



En termes de volumes d'acquisition, il existe une certaine érosion des acquisitions de périodiques sur la période, l'évolution des acquisitions de monographies étant elle plus disparate :



Enfin, le tableau ci-dessous liste les prix unitaires moyens des acquisitions en STM (établis à partir des montants des dépenses et des volumes d'acquisitions) :

Prix moyen en STM sur la période 1994-2010:	euros
Prix moyen Monographie	100 €
Prix moyen Monographie français	82 €
Prix moyen Monographie étranger	103 €
Prix moyen Périodique	886 €
Prix moyen Périodique français	161€
Prix moyen Périodique étranger	916 €

3.1.3 Bilan détaillé à partir des données ESGBU CADIST (2011 à 2014)

En analysant les données ESGBU CADIST, il est possible de dresser un bilan détaillé sur la période 2011 à 2014 à partir des données déclarées par certains établissements CADIST.

3 .1.3.1. Evolution de la répartition des financements

Financement CADIST	2011	2012	2013	2014
Subvention CADIST du MENESR	38%	42%	42%	46%
Crédits d'établissement	58%	58%	58%	54%
Subvention BnF des pôles associés	4%	0%	0%	0%
Financement assuré en grande partie par le ministère	9 CADIST SHS 5 CADIST STM	14 CADIST SHS 6 CADIST STM	14 CADIST SHS 5 CADIST STM	14 CADIST SHS 5 CADIST STM
Financements avec une certaine marge de manœuvre autonome (>60%)	10 CADIST (BDIC, CUJAS, INHA, INRP/ENS Lyon, MQB, POITIERS, SORBONNE (ANTIQUITE), BIUS, PARIS11)	8 CADIST (BDIC, CUJAS, INHA, INRP / ENS Lyon, MQB, SORBONNE (ANTIQUITE), BIUS)	9 CADIST (BDIC, CUJAS, INHA, PARIS8-MLV, SORBONNE (GEOGRAPHIE), SORBONNE (ANTIQUITE), BIUS, PARIS11)	8 CADIST (BDIC, CUJAS, INHA, SORBONNE (ANTIQUITE), EFA (ANTIQUITE), BIUS, PARIS11)

Lecture du tableau : pour l'année 2011, le financement est CADIST est assuré en moyenne à 38% par la subvention CADIST, à 58% par les crédits d'établissement et à 4% par la subvention des pôles associés. Seuls 10 CADIST présentent des financements avec une certaine marge de manœuvre autonome.

Les établissements avec budgets propres les plus importants dans les dépenses CADIST sont des bibliothèques spécialisées, des SCD ou des bibliothèques pluridisciplinaires.

1) L'année 2014

En 2014, le financement est CADIST est assuré en moyenne à 46% par la subvention CADIST et à 54% par les crédits d'établissement. La répartition des sources de financements s'avère disparate d'établissement à établissement :

CADIST	DETAIL DISCIPLINE	CAD2014	ETAB2014	PA2014	TOT2014
AIX-MARSEILLE 1	ORIENT MÉDITERRANÉEN ET HISTOIRE COLONIALE FRANÇAISE	64%	36%	0%	31050
BDIC	RELATIONS INTERNATIONALES ET MONDE CONTEMPORAIN	33%	67%	0%	472161
BORDEAUX 3	LLC IBÉRIQUES - AMÉRIQUE LATINE ET AFRIQUE LUSOPHONE	100%	0%	0%	41110
CAEN	HISTOIRE DU XIX ^e SIÈCLE				NC
CUJAS	SCIENCES JURIDIQUES	31%	69%	0%	1053157
FNSP	SCIENCES POLITIQUES	100%	0%	0%	115000
GRENOBLE 2 et 3	LLC ITALIENNES	79%	21%	0%	27572
INHA	ART ET ARCHÉOLOGIE	37%	63%	0%	472886
INRP / ENS Lyon	SCIENCES DE L'ÉDUCATION				NC
MQB	ETHNOLOGIE (à partir de 2006)	100%	0%	0%	120365
MNHN	PRÉHISTOIRE-PALEONTOLOGIE (ethnologie-préhistoire jusque 2006)	74%	26%	0%	37261
PARIS 8 puis Paris est MLV	GÉOGRAPHIE - URBANISME	68%	32%	0%	4624
PARIS 8	RELATIONS INTERNATIONALES - Allemagne orientale	88%	12%	0%	4986
PARIS-DAUPHINE	GESTION ET SCIENCES ÉCONOMIQUES	47%	53%	0%	529179
POITIERS	HISTOIRE MÉDIÉVALE (IX ^e -XII ^e SIÈCLE)	63%	27%	10%	59243
SORBONNE	GÉOGRAPHIE	39%	61%	0%	183094
SORBONNE	HISTOIRE MÉDIÉVALE ET MODERNE	52%	48%	0%	357659
STRASBOURG BNU	LLC GERMANIQUES	88%	12%	0%	124996
STRASBOURG BNU	SCIENCES RELIGIEUSES	84%	16%	0%	130779
TOULOUSE 2	LLC IBÉRIQUES - PÉNINSULE IBÉRIQUE	86%	14%	0%	60442
SORBONNE	ANTIQUITE	30%	70%	0%	263005
LILLE 3	LLC MONDES ANGLOPHONES	66%	34%	0%	97402
PARIS 3	LLC MONDES ANGLOPHONES	50%	50%	0%	124913
EFA	ANTIQUITE	39%	61%	0%	98846
BIU JUSSIEU / Paris 6	SCIENCES DE LA TERRE ET DES OCÉANS	65%	35%	0%	334191
BIU MÉDECINE / BIU Santé	MÉDECINE ET ODONTOLOGIE	30%	70%	0%	2329098
BIU PHARMACIE / BIU Santé	COSMÉTOLOGIE	24%	76%	0%	237299
GRENOBLE 1 - INPG	PHYSIQUE	48%	52%	0%	776094
LYON 1	CHIMIE-PHARMACIE puis CHIMIE (2010- >)	76%	24%	0%	721198
LYON 1	PHARMACIE (2010- >)	100%	0%	0%	235965
MUSÉUM	BOTANIQUE, ZOOLOGIE, BIOLOGIE ANIMALE ET VÉGÉTALE	51%	49%	0%	517049
OBSERVATOIRE	ASTRONOMIE ET ASTROPHYSIQUE	63%	37%	0%	176537
PARIS 11	MATHÉMATIQUES	24%	76%	0%	361109
		46%	54%	0%	10098270

Les subventions attribuées par le ministère se concentrent sur un petit nombre d'établissements : en 2014, les 10 budgets CADIST les plus importants, qui concernent 6 CADIST STM¹ et 4 CADIST SHS², représentent 67% du total des subventions CADIST.

¹ BIU MÉDECINE / BIU Santé MÉDECINE ET ODONTOLOGIE ; LYON 1 CHIMIE-PHARMACIE puis CHIMIE (2010- >) ; GRENOBLE 1 – INPG PHYSIQUE ; MUSÉUM BOTANIQUE, ZOOLOGIE, BIOLOGIE ANIMALE ET VÉGÉTALE ; LYON 1 PHARMACIE (2010- >) ; BIU JUSSIEU / Paris 6 SCIENCES DE LA TERRE ET DES OCÉANS.

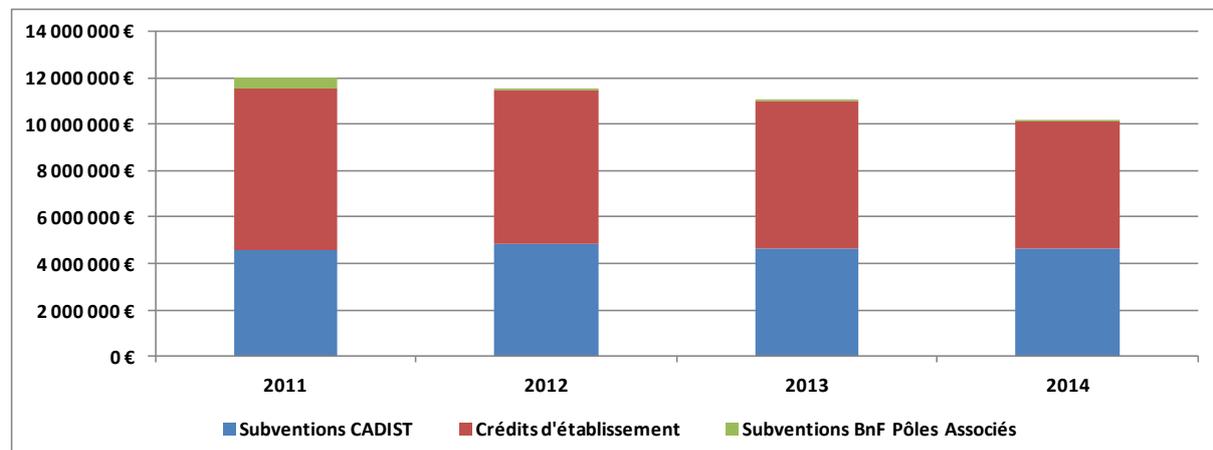
² CUJAS SCIENCES JURIDIQUES ; PARIS-DAUPHINE GESTION ET SCIENCES ÉCONOMIQUES ; BDIC RELATIONS INTERNATIONALES ET MONDE CONTEMPORAIN ; SORBONNE HISTOIRE MÉDIÉVALE ET MODERNE.

2) Synthèse de l'évolution des financements de 2011 à 2014

En termes d'évolution sur la période 2011 à 2014, il faut noter une baisse globale des budgets de 16%.

CADIST	DETAIL DISCIPLINE	TOTAL2011	TOTAL2014	EVOLUTION BUDGETAIRE 2011-2014
AIX-MARSEILLE 1	ORIENT MÉDITERRANÉEN ET HISTOIRE COLONIALE FRANÇAISE	50255	31050	-38%
BDIC	RELATIONS INTERNATIONALES ET MONDE CONTEMPORAIN	521965	472161	-10%
BORDEAUX 3	LLC IBERIQUES - AMÉRIQUE LATINE ET AFRIQUE LUSOPHONE	81041	41110	-49%
CAEN	HISTOIRE DU XIX ^e SIÈCLE	24250	NC	
CLJAS	SCIENCES JURIDIQUES	942058	1053157	12%
FNSP	SCIENCES POLITIQUES	231517	115000	-50%
GRENOBLE 2 et 3	LLC ITALIENNES	37720	27572	-27%
INHA	ART ET ARCHÉOLOGIE	595378	472886	-21%
INRP / ENS Lyon	SCIENCES DE L'ÉDUCATION	156752	NC	
MQB	ETHNOLOGIE (à partir de 2006)	498117	120365	-76%
MNHN	PRÉHISTOIRE-PALEONTOLOGIE (ethnologie-préhistoire jusque 2006)	66124	37261	-44%
PARIS 8 puis Paris est MLV	GÉOGRAPHIE - URBANISME	NC	4624	
PARIS 8	RELATIONS INTERNATIONALES - Allemagne orientale	16000	4986	-69%
PARIS-DAUPHINE	GESTION ET SCIENCES ÉCONOMIQUES	626373	529179	-16%
POITIERS	HISTOIRE MÉDIÉVALE (IX ^e -XII ^e SIÈCLE)	125497	59243	-53%
SORBONNE	GÉOGRAPHIE	39781	183094	360%
SORBONNE	HISTOIRE MÉDIÉVALE ET MODERNE	314076	357659	14%
STRASBOURG BNU	LLC GERMANIQUES	127608	124996	-2%
STRASBOURG BNU	SCIENCES RELIGIEUSES	119599	130779	9%
TOULOUSE 2	LLC IBERIQUES - PÉNINSULE IBERIQUE	76607	60442	-21%
SORBONNE	ANTIQUE	260775	263005	1%
LILLE 3	LLC MONDES ANGLOPHONES	135697	97402	-28%
PARIS 3	LLC MONDES ANGLOPHONES	138885	124913	-10%
EFA	ANTIQUE	NC	98846	
BIU JUSSIEU / Paris 6	SCIENCES DE LA TERRE ET DES OCÉANS	455163	334191	-27%
BIU MÉDECINE / BIU Santé	MÉDECINE ET ODONTOLOGIE	3133321	2329098	-26%
BIU PHARMACIE / BIU Santé	COSMÉTOLOGIE	349791	237299	-32%
GRENOBLE 1 - INPG	PHYSIQUE	738027	776094	5%
LYON 1	CHIMIE-PHARMACIE puis CHIMIE (2010- >)	730725	721198	-1%
LYON 1	PHARMACIE (2010- >)	255612	235965	-8%
MUSÉUM	BOTANIQUE, ZOOLOGIE, BIOLOGIE ANIMALE ET VÉGÉTALE	590257	517049	-12%
OBSERVATOIRE	ASTRONOMIE ET ASTROPHYSIQUE	170273	176537	4%
PARIS 11	MATHÉMATIQUES	371414	361109	-3%
		11980658	10098270	-16%

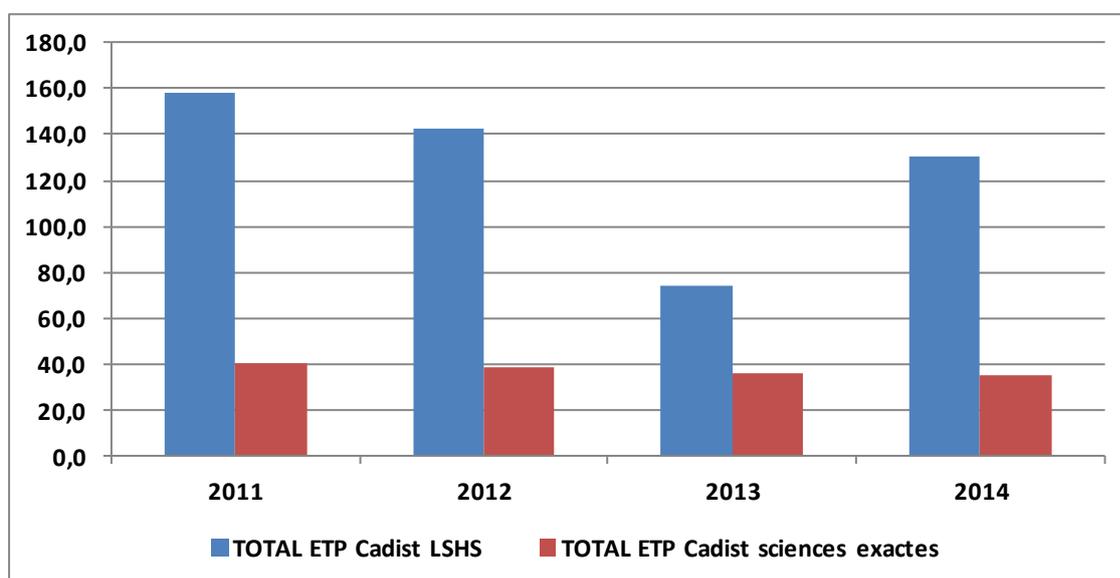
Concernant l'évolution des sources de financement (à partir des dépenses déclarées par les CADIST en fonction des sources de financements), il faut noter une stabilité de la contribution du ministère, la fin de la subvention des pôles associés et la baisse des crédits d'établissement à hauteur de 22%:



3.1.3.2. Evolution des ETP

En 2014, il existe en moyenne 5 ETP déclarés par CADIST, sachant que les profils sont divers (conservateurs, bibliothécaires, bibliothécaires adjoints spécialisés, assistants de bibliothèque, magasiniers et vacataires).

Sur la période 2011-2014, il faut noter une baisse de 18% des ETP déclarés dans les CADIST en sciences humaines et sociales et une baisse de 13% des ETP rattachés aux CADIST en sciences exactes:



Il faut également constater une baisse des ETP moyen des CADIST SHS et STM de 2011 à 2014, avec 5,4 ETP en moyenne par CADIST LSHS en 2014 et 3,9 ETP en moyenne par CADIST en sciences exactes:

EVOLUTION DES ETP AU SEIN DES CADIST	2011	2012	2013	2014
TOTAL ETP CADIST SHS	158,5	142,9	74,3	130,5
MOYENNE ETP CADIST SHS	6,6	6,0	3,1	5,4
TOTAL ETP CADIST STM	40,7	39,0	36,2	35,5
MOYENNE ETP CADIST STM	4,5	4,3	4,0	3,9

Ces chiffres sont à considérer en tant que tendance dans la mesure où les ETP de certains CADIST n'ont pas été renseignés, ou de manière partielle, dans les données ESGBU CADIST sur la période.

3.1.3.3. Evolution des dons

Concernant les dons, il faut noter une baisse d'environ 7% de 2011 à 2014, avec un peu plus de 27 700 dons en 2014, même si certains CADIST SHS ont pu avoir une hausse significative de dons. En moyenne, un CADIST a reçu 832 dons par an sur la période.

Par ailleurs, les dons s'avèrent plus conséquent en SHS qu'en sciences exactes en termes de volume global (74% du total en 2014), les dons étant comparables en moyenne pour les deux familles disciplinaires:

EVOLUTION DES DONS AU SEIN DES CADIST	2011	2012	2013	2014
TOTAL DONS CADIST SHS	21622	18001	22278	20537
MOYENNE DONS CADIST SHS	901	750	928	856
TOTAL DONS CADIST STM	8092	7855	4287	7177
MOYENNE DONS CADIST STM	899	873	476	797

3.1.3.4. Evolution du PEB

Le PEB au sein des CADIST connaît une baisse de 47% de 2011 à 2014, avec une baisse de 46% pour les CADIST SHS et de 50% pour les CADIST STM. Les prêts entre bibliothèque assurés par les CADIST sont ainsi passés de 36 331 en 2011 à 19 134 en 2014, avec un nombre moyen de PEB qui a diminué sur la période, passant de 1 101 à 580 PEB par CADIST, ce qui peut notamment illustrer la hausse de la consultation de périodiques électroniques par les utilisateurs. Les CADIST en SHS assurent 67,5% du PEB des CADIST en 2014 (près de 66% en 2011). Il faut toutefois constater que les CADIST en STM présentent un nombre moyen de PEB supérieur à celui des CADIST en SHS, avec 690 contre 539 en 2014 et 1 384 contre 995 en 2011.

3.1.4 Focus sur le soutien financier du ministère sur les années 2013-2014-2015 (transition vers CollEx)

L'année 2013 a été la dernière année "pleine" d'attribution des subventions aux CADIST, avec une part sur critères de performance qui a joué à la marge. La mise en place de CollEx en 2014 a vu les modalités de subvention CADIST évoluer, avec la diminution de la part fixe, indexée sur la subvention 2013 (70% en 2014, 50% en 2015), et l'introduction d'une part sur projets indexée elle aussi sur cette année de référence, soit 30% reversé sous cette forme aux CADIST en 2014 et en 2015. L'année 2015 a vu pour sa part aussi la mise en œuvre de la première feuille de route CollEx, financée à hauteur de 20% sur l'enveloppe CADIST.

3.1.4.1 Le soutien financier du ministère en SHS sur les trois dernières années

Plusieurs CADIST en SHS ont été régulièrement soutenus à un niveau significatif par le ministère sur ces dernières années. Les disciplines les plus soutenues en SHS sur les 3 dernières années [avec en gras et gras et italique, les évolutions] sont :

- en 2013: sciences juridiques, gestion et sciences économiques, histoire médiévale et moderne, art et archéologie, **relations internationales et monde contemporain** ;
- en 2014: sciences juridiques, gestion et sciences économiques, **relations internationales et monde contemporain**, histoire médiévale et moderne, art et archéologie ;
- en 2015: sciences juridiques, histoire médiévale et moderne, gestion et sciences économiques, art et archéologie, **sciences politiques**.

Les sciences juridiques, l'histoire médiévale et moderne, ainsi que la gestion et les sciences économiques, sont les trois disciplines en SHS qui ont été les plus régulièrement soutenues à un niveau significatif par le ministère sur la période 2013-2015.

3.1.4.2 Le soutien financier du ministère en STM sur les trois dernières années

Plusieurs CADIST en STM ont été régulièrement soutenus à un niveau significatif par le ministère sur ces dernières années. Les disciplines les plus soutenues en STM sur les 3 dernières années [avec en gras et gras et italique, les évolutions] sont :

- En 2013: médecine et odontologie, chimie, physique, **géosciences et environnement**, botanique, zoologie, biologie animale et végétale ;
- En 2014: médecine et odontologie, chimie, physique, botanique, zoologie, biologie animale et végétale, **pharmacie** ;
- En 2015: médecine et odontologie, **physique**, chimie, botanique, zoologie, biologie animale et végétale, pharmacie.

La médecine et l'odontologie, la chimie, et la physique sont les trois disciplines en STM qui ont été les plus régulièrement soutenues à un niveau significatif par le ministère sur la période 2013-2015.

3.1.5 Photographies des CADIST dans le SUDOC en 2016

Le Sudoc rassemblait, fin 2015, sur un total de **12 105 042** notices localisées, **6 924 336** unicas. Les CADIST et leurs bibliothèques électroniques en rassemblent à elles seules environ 40 %, soit 2,8 millions. Avec les pôles associés, le nombre passe à **3,7 millions** d'unica, soit environ 53 %.

Les types de documents composant les 2,8 millions d'unica conservés dans les CADIST sont à : 96 % des monographies (**2 696 276**), 2 % des titres de périodiques (**58 830**), 1 % des collections (**31 906**) et 0.8 % des parties composantes (**22 732**). Le 0.2 % restant est composé de recueils factices (**1107**) et de documents ayant des codes erronés (**317**).

Par type de supports, on obtient : 92.7 % de textes imprimés (**2 605 688**), 3.6 % de documents électroniques (**102 575**), 1.8 % de cartes imprimées (**51 796**), 0.9 % d'images fixes (**25 354**), 0.4 % de documents audiovisuels (**11 717**) et 0.2 % de musique (**7 651**).

Par langues : 31.7 % des documents sont en français, 23 % en anglais et 45.3 % en d'autres langues. Les bibliothèques CADIST en SHS représentent environ 73 % des unica du top 10 (sauf pour les cartes imprimées où la représentation est de 40 %) et 64 % des unica tous CADIST confondus (38 % pour les cartes)³.

Position des CADIST SHS :

Les CADIST SHS et leurs bibliothèques électroniques contiennent à 96 % des monographies, à 2.1 % des titres de périodiques et à 1.3 % des collections.

Sur l'ensemble des documents conservés au sein des CADIST et apparaissant comme unica au sein des notices SUDOC, les CADIST SHS et leurs bibliothèques électroniques détiennent 94 % des collections, 87 % des périodiques, 85 % des monographies, 71 % des recueils factices et 59 % des parties composantes.

Par type de supports les plus représentés, les CADIST SHS et leurs bibliothèques électroniques détiennent, au sein des unica conservés dans les CADIST, 100 % des images fixes, 86 % des textes imprimés, 82 % des documents audiovisuels, 81 % des documents électroniques, 47 % des cartes imprimées.

Pour les langues, les documents conservés au sein des CADIST SHS et apparaissant comme unica au sein des notices SUDOC sont à 39 % en français, 30 % en anglais et 31 % en autres langues.

Position des CADIST STM :

Les CADIST STM et leurs bibliothèques électroniques ont à 95.5 % des monographies, 2.2 % des parties composantes, 1.8 % de périodiques et 0.5 % de collections.

Sur l'ensemble des documents conservés au sein des CADIST et apparaissant comme unica au sein des notices SUDOC, les CADIST STM et leurs bibliothèques électroniques détiennent 41 % des parties composantes, 29 % des recueils factices, 15 % des monographies, 13 % des périodiques et 6 % des collections.

Par type de supports les plus représentés, les CADIST STM et leurs bibliothèques électroniques détiennent, au sein des unica conservés dans les CADIST, 59 % des cartes imprimées, 19 % des documents électroniques, 18 % des documents audiovisuels, et 14 % des textes imprimés.

³ La bibliothèque centrale du Museum d'histoire naturelle et sa bibliothèque électronique ainsi que la bibliothèque électronique de Grenoble n'ont pas été pris en compte car elles relèvent à la fois des SHS et des STM (il peut néanmoins être considéré que 80% des fonds du Museum sont associés à la préhistoire, discipline SHS). Elles possèdent, en tout, **105 369** unica.

Pour les langues, les documents conservés au sein des CADIST STM et apparaissant comme unica au sein des notices SUDOC sont à 54 % en français, 27 % en anglais et 19 % en autres langues.

Position des autres bibliothèques type pôles associés et/ou DLE 2^e exemplaire:

Il y a **844 342** unica répartis sur ces 22 bibliothèques (pôles associés et/ou DLE 2^e exemplaire). 93 % (**784 581**) sont détenus par le top 5.

98.7 % des unica sont des monographies imprimées, 0.8 % des périodiques, 0.2 % des collections et 0.1 % de parties composantes et de recueils factices.

Pour les langues, les documents sont à 43 % en français, 11 % en anglais et 46 % en autres langues.

Bibliothèques électroniques :

Sur les 33 disciplines de recherche (24 SHS, 9 STM) représentées par 27 établissements, 23 ont un CADIST avec une bibliothèque électronique au sein de l'établissement de rattachement (avec un RCR de BE au sein du SUDOC): 9 CADIST STM et 14 CADIST SHS.

Par conséquent, certaines ressources électroniques relevant totalement ou partiellement de la discipline CADIST sont achetées sur les crédits documentaires généraux de l'établissement, et non les crédits CADIST. Dans certains cas, les acquisitions peuvent aussi être réalisées de façon mutualisée (crédits CADIST et complément du SCD).

3.2 Bilan qualitatif

3.2.1 Politique documentaire et logique de constitution des collections des CADIST

La logique de constitution des collections menée par les CADIST est basée sur une double approche : la continuité d'acquisitions menées dans le cadre de la constitution de collections historiques, l'acquisition de documentation répondant aux besoins et aux attentes de la communauté des chercheurs. Plusieurs CADIST qui visaient l'exhaustivité des acquisitions dans leur périmètre ont réajusté cette approche compte tenu de la baisse des ressources financières dont ils disposent et de la croissance continue de la production éditoriale courante. Cependant, les tirages pouvant être faibles dans certaines disciplines suivies par les CADIST, cela peut engendrer des difficultés pour se procurer un exemplaire si l'achat est tardif par rapport à la parution.

Pour certains CADIST, la stratégie d'acquisition est principalement centrée sur le cœur de collection des périodiques, avec un volume d'abonnement électronique en augmentation.

Certains CADIST ont également établi des plans de développement de collections en faisant intervenir la communauté des chercheurs :

- création de comité ou de commission scientifiques pour la validation des axes thématiques d'acquisitions, des abonnements, des désabonnements ;
- intervention de chercheurs (doctorants, post doctorants) pour évaluer et expertiser des collections ou des fonds documentaires.

La politique documentaire des CADIST est parfois corrélée au schéma directeur de la documentation suivi par l'établissement universitaire de rattachement, ce qui permet notamment d'identifier les ressources électroniques spécialisées et d'établir des achats groupés avec l'Université pour des ressources électroniques destinés à un public large au sein de l'établissement.

Concernant les acquisitions courantes, certains CADIST ont également réalisé des études, notamment en ligne, auprès de leurs utilisateurs pour sonder les besoins, les usages et les attentes associés aux produits documentaires et aux services proposés. Une partie des CADIST complète ces approches pour valider leurs acquisitions à partir du suivi des bibliographies des enseignants.

3.2.2 Fréquentation des CADIST et consultation des ressources par les publics cibles

La fréquentation sur site dépend à la fois de la présence à proximité du CADIST d'une communauté de chercheurs importante dans la discipline concernée, de la rareté des collections proposées et de la politique de PEB de l'établissement.

Avec la montée de l'accès aux ressources électroniques, la fréquentation des CADIST a baissé, notamment pour les disciplines en STM où les besoins des chercheurs sont le plus souvent associés à la consultation d'articles et de périodiques électroniques, souhaitée la plus instantanée possible.

Pour l'ensemble des CADIST, même si une tendance à la baisse du PEB est constatée, il faut constater que la satisfaction des usagers est supérieure à 80%. Il faut également constater que pour certains d'entre eux le PEB augmente à nouveau, cette dynamique pouvant être liée au fait que les opérations de signalement, d'enrichissement et d'optimisation des catalogues ont permis un meilleur accès à l'information scientifique et technique et à sa localisation. Le PEB est parfois rendu impossible pour des raisons de conservation (exemplaire unique), ou en raison de freins budgétaires ou juridiques (prêt de documents électroniques).

3.2.3 Périmètre d'actions actuel des CADIST

Qu'il concerne la conservation, les acquisitions, ou la diffusion de l'information scientifique et technique, le périmètre d'actions actuel des CADIST s'inscrit dans une double dynamique avec l'évolution de ses services associés et leur optimisation en réseau. Par ailleurs, le périmètre d'actions des CADIST a également pu évoluer du fait de la diminution généralisée des budgets, qu'ils proviennent des subventions attribuées par le Ministère, des crédits d'établissements, des subventions de la BnF pour les pôles associés, ou d'autres subventions issues d'acteurs tiers telles que des associations, des conseils généraux ou des fondations privées.

Un arbitrage a ainsi dû être établi entre la politique d'acquisition et de conservation, sachant que les espaces dédiés des bibliothèques ne sont pas extensibles. Les choix ont pu parfois être optimisés avec le plan de conservation partagé et le service du PEB qui a permis de minimiser les contraintes (désabonnement à des revues possédées par un autre établissement, désherbage et dons de séries et d'ouvrages à un autre établissement partenaire du plan de conservation partagée, acquisition de documents en plusieurs exemplaires permettant de proposer le service de prêt). Par ailleurs, les opérations de numérisation et de rétroconversion menées notamment en collaboration avec la BnF

et l'ABES ont également pu être perçues comme des actions complémentaires pour assurer la conservation et la diffusion de ressources patrimoniales au niveau national.

Avec l'émergence des ressources électroniques, la marge de manœuvre des CADIST a également évolué en ce qui concerne les acquisitions et leurs modalités. Certains CADIST ont rejoint le consortium Couperin pour participer aux négociations et groupement d'achats de ressources documentaires numériques. Ainsi, même si historiquement les CADIST ont dédié leurs acquisitions aux documents imprimés notamment étrangers (monographies et périodiques), ils sont aussi actifs dans les acquisitions de ressources numériques, que celles-ci soient établies par abonnement (individuel ou collectif) ou par acquisition titre à titre. Les CADIST en STM sont particulièrement concernés par cette évolution du fait de la production éditoriale courante aujourd'hui principalement électronique.

La coopération en réseau et l'optimisation des espaces au sein des bibliothèques CADIST a permis d'étoffer l'offre de services des CADIST auprès de ses publics cibles dont la communauté des chercheurs. Des actions de valorisation des collections ont ainsi été mises en œuvre au travers de journées d'études et de conférences permettant de mettre en avant des axes de recherche en cours, des documents remarquables et des matériaux exploités par les chercheurs dans le cadre de leurs travaux. Plusieurs CADIST mènent également des actions de communication diverses en participant notamment aux journées du livre électronique organisée par Couperin ou en organisant des actions de valorisation du patrimoine avec le prêt d'ouvrage auprès de musées pour des expositions. Par ailleurs, les établissements CADIST qui disposent d'espaces scénographiques organisent également des expositions. Des actions de formation aux ressources documentaires en information scientifique et technique ainsi que les outils associés pour les exploiter ont également été réalisées (présentation de bases de données, de corpus documentaires, d'outils d'analyse bibliographique et bibliométrique...).

3.2.4 Facteurs d'impacts potentiels des changements de l'environnement des CADIST

Plusieurs facteurs agissent sur l'environnement des CADIST.

L'autonomie des universités et leur évolution en association ou en fusion

Pour certains CADIST, l'impact de la COMUE est un non sujet. L'optimisation des achats documentaires par la COMUE peut être constatée au niveau du CADIST ou pas (la COMUE peut intégrer des achats documentaires communs qui étaient avant assurés par le CADIST, même si les coûts finaux peuvent aussi augmenter pour la COMUE au regard du nombre d'utilisateurs finaux concernés) mais le plus souvent la COMUE soutient le SCD sans directement considérer le CADIST. Enfin, plusieurs CADIST qui possèdent des collections spécifiques n'ont pas forcément des recouvrements forts avec l'ensemble des disciplines couvertes par leur COMUE de rattachement et par l'ensemble des entités universitaires concernées.

L'intégration avec les COMUE pourrait permettre une hausse de l'accès physique aux ressources documentaires à un public élargi au sein de l'Université, ce qui pourra aussi amener à renégocier le

coût des abonnements électroniques (*a priori* à la hausse compte tenu du plus grand nombre d'utilisateurs potentiels). Cela pourrait également appuyer la valorisation de l'activité des CADIST auprès de l'ensemble des acteurs de la COMUE et ainsi renforcer le rôle du CADIST, voire permettre le cas échéant une augmentation des crédits.

La fusion en COMUE peut être perçue comme un avantage pour le CADIST (hausse de la visibilité) plutôt qu'un danger (équilibre entre les disciplines et sous représentativité des domaines du CADIST). Avec la COMUE, les petites équipes de recherche ont pu fusionner et engendrer des laboratoires plus grands, avec une meilleure visibilité et un interlocuteur unique pour renforcer la coopération sur les projets (mise en dynamique sur une thématique de recherche, création de projets de recherche en liens avec des laboratoires complémentaires, création de pôles éditoriaux pour la diffusion de l'information scientifique et technique avec le CADIST en tant que partenaire).

Par ailleurs, pour les COMUE dont les établissements membres portent des groupements de commande à un niveau national, il s'agit plutôt aujourd'hui d'optimiser la coordination des bonnes pratiques et le partage, sans porter forcément sur l'optimisation du portfolio documentaire (les COMUE le feront éventuellement à leur niveau si un gain financier est attendu). De manière générale, le mouvement de regroupement des établissements de l'ESR peut avoir un impact au niveau de la mutualisation des acquisitions, avec par exemple la récupération d'archives électroniques, la COMUE pouvant identifier des besoins globaux.

La valorisation des documents numériques en langue française par les pôles associés

L'action des CADIST en tant que dépositaire du 2^{ème} exemplaire du dépôt légal éditeur a été arrêtée suite à la modification de la loi sur le dépôt légal. Ceci a pu engendrer des arbitrages en termes d'acquisition. Il n'existe aujourd'hui plus vraiment de contact institutionnalisé entre les CADIST et la BnF dans la mesure où les partenariats se concentrent sur des opérations de numérisation de documents français pour enrichir Gallica.

Dans ce cadre, il convient de souligner que 14 CADIST ou leur établissement de rattachement ont des bibliothèques numériques moissonnées par Gallica, avec 69 892 notices (35801 en SHS et 34091 en STM, décembre 2015), ou y ont chargé des fichiers.

Les CADIST sont ainsi en attente des nouvelles actions complémentaires qui pourraient être menées conjointement avec la BnF dans le périmètre du CADIST.

L'impact du numérique sur les acquisitions, la conservation et la diffusion

L'émergence du numérique a eu un triple impact sur l'activité du CADIST :

- au niveau des acquisitions, avec des ressources devenues électroniques, parfois plus chères par abonnement ou par achat au titre à titre, parfois intégrées dans un bouquet où l'ensemble des ressources ne correspondait pas pleinement aux besoins documentaires visés par le CADIST. Cette évolution a obligé certains CADIST à procéder à des désabonnements, ou à renoncer à l'achat de monographies en raison du prix des bouquets. Les groupements de commande ont également un impact sur l'activité des CADIST, dans la mesure où les montants prélevés sur les budgets des

établissements sont utilisés pour l'acquisition de ressources qui ne concernent souvent pas le périmètre des CADIST.

- au niveau de la diffusion de l'information scientifique et technique, la diffusion sous forme numérique hors des murs du CADIST étant rendue impossible en raison de freins juridiques et techniques.
- en terme de conservation, l'archivage pérenne de la documentation électronique représentant un coût élevé.

Le plan de conservation partagée

La conservation avec les PCP, qui implique une notion de mise en réseau, est un bon exemple d'une approche au niveau national. Les CADIST jouent souvent un rôle de tête de réseaux dans ce cadre, avec une lisibilité de leur action parfois nécessaire pour valider un désherbage, proposer des documents et garantir une stabilité.

Les projets Labex

Le programme Investissements d'avenir a permis de rapprocher la communauté des chercheurs et les bibliothèques notamment dans le cadre des projets Labex.

Cependant, il faut constater que la démarche n'est pas encore pleinement mise en œuvre par les universités, les chercheurs n'ont pas le réflexe premier d'aller consulter les BU. De plus, les projets Labex ne financent pas les acquisitions documentaires non pérennes comme les abonnements à des bases de données. Pour pouvoir profiter de ces programmes, les bibliothèques sont donc invitées à privilégier la numérisation de documents ou de matériaux de recherche, ou par exemple les acquisitions de monographies imprimées.

4 CONCLUSION DU RAPPORT DE MISSION 1

Le bilan des CADIST montre que ceux-ci étaient bien adaptés au modèle papier. Ils ont essayé ou ont été incités à élaborer un autre modèle en évoluant d'une bibliothèque CADIST « classique » vers une bibliothèque de référence pour la coopération en réseau. Un rôle partiel mais important a ainsi pu être joué par rapport aux ressources électroniques (experts Couperin, portage de groupement de commande...), mais ce cadre présente des limites fortes (contraintes du périmètre d'accès aux ressources...). La question est aujourd'hui de savoir quelle valeur ajoutée ce modèle pourrait encore apporter, la réponse n'étant pas forcément la même selon les bibliothèques. C'est pourquoi il convient de repenser de façon globale l'offre de services autour de la documentation recherche.

**Synthèse du rapport de mission 2 : Evaluation
des besoins actuels en matière de soutien
documentaire des chercheurs et enseignants-
chercheurs, dans le nouveau contexte de l'IST
caractérisé par la révolution numérique et le
nouveau cadre organisationnel de l'ESR.**

5 MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION 2

La méthodologie du BvDIM a été essentiellement basée sur les éléments suivants :

- **L'exploitation et l'analyse de documents et de données** existantes :
 - transmis par le ministère,
 - collectés par le BvDIM,
- **La réalisation d'enquêtes** :
 - par questionnaire en ligne auprès des chercheurs,
 - par entretiens ciblés, auprès de responsables d'Universités, de COMUE, de l'INIST/CNRS, etc.

5.1 Enquête par questionnaire en ligne

Une enquête par questionnaire en ligne à destination des chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants à partir du niveau master a été réalisée du 21/04/2016 au 12/05/2016. A cette date, 5 530 répondants ont renseigné le questionnaire.

5.2 Enquête par entretiens ciblés

Une enquête auprès des chercheurs et des représentants de l'IST a été menée sous la forme d'entretiens, en face à face ou par téléphone, selon une liste élaborée en concertation avec le ministère.

Les entretiens ont été menés entre le 14/04/2016 et le 02/06/2016, de manière individuelle ou collective avec :

- 6 présidences ou vice-présidences d'universités ou de COMUE ou leurs représentants,
- 4 représentants d'autres organismes : INIST, IGB, ENSSIB, et BnF.

6 ANALYSE DE LA DEMANDE

6.1 Analyse détaillée des résultats de l'enquête en ligne

6.1.1 Profil des répondants

La majorité des répondants sont :

- Des enseignants-chercheurs à l'Université (36%),
- Des doctorants (23%),
- Des chercheurs titulaires dans le secteur public, autre qu'universitaire : CNRS, INSERM, INRIA, école d'ingénieur, etc. (dont 9% issus du CNRS et 6% autres que le CNRS).

Il est à noter que 55 chercheurs issus du secteur privé ont participé à l'enquête (1%). La majorité des répondants sont des « jeunes chercheurs » et doctorants de moins de 35 ans (43%). Il est constaté une proportion un peu plus importante de répondants dans le domaine STM que dans le domaine SHS (60% versus 40%).

Parmi les répondants du domaine SHS, les disciplines les plus représentées sont :

- Langues, littératures et civilisations (15%),
- Histoire (13%),
- Economie et gestion (13%),
- Antiquité et archéologie (10%).

5. Quelle est votre discipline de recherche en sciences humaines et sociales (discipline principale en cas de pluridisciplinarité) ?

Answer	Bar	Response	%
Langues, littératures et civilisations		327	15%
Histoire		276	13%
Economie, gestion		286	13%
Antiquité, archéologie		211	10%
Autres (précisez):		158	7%
Psychanalyse, psychologie		161	7%
Droit, sciences juridiques		137	6%
Sociologie		107	5%
Arts		87	4%
Ethnologie		85	4%
Sciences politiques		63	3%
Sciences de l'information et de la communication		63	3%
Géographie		60	3%
Sciences de l'éducation		57	3%
Philosophie		39	2%
Architecture		16	1%
Sciences religieuses		24	1%
Préhistoire, paléontologie		20	1%
Urbanisme		16	1%
Total		2,193	

Parmi les répondants du domaine STM, les disciplines les plus représentées sont :

- Sciences de la vie (23%),
- Mathématiques (10%),
- Sciences de l'ingénieur (10%).

6. Quelle est votre discipline de recherche en sciences exactes ou appliquées (discipline principale en cas de pluridisciplinarité) ?

STM

Answer	Bar	Response	%
Sciences de la vie		776	23%
Mathématiques		329	10%
Sciences de l'ingénieur		344	10%
Médecine, odontologie		314	9%
Chimie		298	9%
Physique		262	8%
Informatique		240	7%
Sciences de la Terre, des océans et de l'environnement terrestre		191	6%
Autres (précisez):		188	6%
Botanique, zoologie, biologie animale et végétale		161	5%
Astronomie, astrophysique		68	2%
Pharmacie		72	2%
STAPS		19	1%
Agronomie et sciences agro-alimentaires		34	1%
Energie		31	1%
Cosmétologie		2	0%
Sciences vétérinaires		8	0%
Total		3,337	

Les disciplines des répondants **ne possédant pas de CADIST** sont les suivantes (ne tient pas compte du champ « autres ») :

- En SHS :
 - Psychologie, psychanalyse (7%),
 - Sociologie (5%),
 - Sciences de l'information (3%),
 - Philosophie (2%),
 - Architecture (1%).
- En STM :
 - Sciences de la vie (23%) (non considéré en tant que CADIST),
 - Sciences de l'ingénieur (10%),

- Informatique (7%),
- STAPS (1%),
- Agronomie (1%).

6.1.2 Pratiques en recherche d'IST

6.1.2.1 Outils et services utilisés

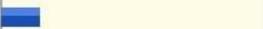
Les principaux outils utilisés par les répondants (SHS + STM) pour leurs recherches de références bibliographiques sont :

- Les moteurs de recherche généralistes sur internet, type Google,
- Les moteurs de recherche spécialisés sur internet, type Google Scholar,
- Les bases de données fournies par la bibliothèque ou l'institution,
- Les citations et recensions dans des publications.

Par ailleurs, 7% des répondants sollicitent directement un bibliothécaire, tandis que l'assistance d'un service d'information ou d'un département de veille n'est utilisée que par 3% des répondants.

7. Concernant vos pratiques en matière de recherche de références bibliographiques, quels outils ou services utilisez-vous le plus souvent ? (plusieurs réponses possibles, 6 maximum)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Moteurs de recherche généralistes sur Internet (type Google)		3,698	67%
Moteurs de recherche spécialisés sur Internet (type Google Scholar)		3,513	64%
Bases de données fournies par votre bibliothèque ou votre institution		3,366	61%
Citations, recensions dans des publications		3,332	60%
Catalogue collectif français (SUDOC) ou étranger		2,161	39%
Catalogues de bibliothèques particulières		1,789	32%
Newsletters, alertes emails		1,415	26%
Autres (précisez):		862	16%
Portail de vente de livres en ligne		569	10%
Intervention directe du bibliothécaire		389	7%
Plans de classement et fichiers papier de notices bibliographiques au sein des bibliothèques		207	4%
Assistance d'un service d'information ou département de veille		156	3%

En distinguant les réponses des profils SHS de celles des profils STM, il apparaît que les chercheurs en SHS ont des pratiques différentes de cette moyenne globale, à savoir une utilisation importante :

- De catalogues collectifs français (SUDOC) ou étrangers (69%),
- De catalogues de bibliothèques particulières (56%).

6.1.2.2 Sources de documents

Les principaux types de documents utilisés par les répondants sont des ressources électroniques. On remarque par ailleurs :

- Une sollicitation importante des réservoirs institutionnels et des portails d'archives ouvertes (type HAL, etc.) par les profils STM,
- L'importance de l'achat personnel d'ouvrages et de revues à l'unité, ainsi que le recours fréquent aux bibliothèques universitaires, par les profils SHS.

Les répondants fréquentent en moyenne 3,6 bibliothèques pour couvrir leurs besoins documentaires.

8. Concernant vos pratiques en matière d'accès à l'information et à la documentation, quelles sont vos sources de documents papier ou numérique les plus fréquentes ? (plusieurs réponses possibles, 10 maximum)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Ressources électroniques à distance proposées par votre bibliothèque ou votre laboratoire		3,633	66%
Réservoirs institutionnels et archives ouvertes (HAL, Pubmed Central...)		3,109	56%
Portails web spécialisés gratuits sur Internet		2,811	51%
Portails documentaires des éditeurs (bouquets de revues, articles, e-books...)		2,266	41%
Centres de documentation d'organismes de recherche ou bibliothèque de votre laboratoire de recherche		2,111	38%
Bibliothèques universitaires ou bibliothèques de grands établissements scientifiques (Museum national d'histoire naturelle, Observatoire, Musée du quai Branly...)		2,033	37%
Achat personnel d'ouvrages ou de revues à l'unité		1,872	34%
Demande directe de tirés à part à leurs auteurs (PDF ou imprimés)		1,877	34%
Bases de données textuelles, bibliothèques numériques		1,229	22%
Demande de documents par le service de prêt entre bibliothèques (envoi d'original ou de photocopies)		1,235	22%
Site de téléchargements "non officiels"		1,073	19%
Bibliothèque nationale de France (BnF)		764	14%
Autres bibliothèques françaises publiques ou privées (visite sur place)		726	13%
Bibliothèques à l'étranger (visite sur place)		585	11%
Abonnement personnel à des revues scientifiques		608	11%
Autres (précisez):		225	4%



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

8. Concernant vos pratiques en matière d'accès à l'information et à la documentation, quelles sont vos sources de documents papier ou numérique les plus fréquentes ? (plusieurs réponses possibles, 10 maximum)

SHS

Answer	Bar	Response	%
Ressources électroniques à distance proposées par votre bibliothèque ou votre laboratoire		1,471	67%
Achat personnel d'ouvrages ou de revues à l'unité		1,280	58%
Bibliothèques universitaires ou bibliothèques de grands établissements scientifiques (Museum national d'histoire naturelle, Observatoire, Musée du quai Branly...)		1,271	58%
Portails web spécialisés gratuits sur Internet		1,134	52%
Réservoirs institutionnels et archives ouvertes (HAL, Pubmed Central...)		953	43%
Centres de documentation d'organismes de recherche ou bibliothèque de votre laboratoire de recherche		920	42%
Portails documentaires des éditeurs (bouquets de revues, articles, e-books...)		823	38%
Bases de données textuelles, bibliothèques numériques		785	36%
Demande de documents par le service de prêt entre bibliothèques (envoi d'original ou de photocopies)		674	31%
Bibliothèque nationale de France (BnF)		667	30%
Demande directe de tirés à part à leurs auteurs (PDF ou imprimés)		650	30%
Autres bibliothèques françaises publiques ou privées (visite sur place)		596	27%
Bibliothèques à l'étranger (visite sur place)		505	23%
Site de téléchargements "non officiels"		410	19%
Abonnement personnel à des revues scientifiques		327	15%
Autres (précisez):		78	4%

8. Concernant vos pratiques en matière d'accès à l'information et à la documentation, quelles sont vos sources de documents papier ou numérique les plus fréquentes ? (plusieurs réponses possibles, 10 maximum)

STM

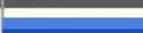
Answer	Bar	Response	%
Réservoirs institutionnels et archives ouvertes (HAL, Pubmed Central...)		2,156	65%
Ressources électroniques à distance proposées par votre bibliothèque ou votre laboratoire		2,162	65%
Portails web spécialisés gratuits sur Internet		1,677	50%
Portails documentaires des éditeurs (bouquets de revues, articles, e-books...)		1,443	43%
Demande directe de tirés à part à leurs auteurs (PDF ou imprimés)		1,227	37%
Centres de documentation d'organismes de recherche ou bibliothèque de votre laboratoire de recherche		1,191	36%
Bibliothèques universitaires ou bibliothèques de grands établissements scientifiques (Museum national d'histoire naturelle, Observatoire, Musée du quai Branly...)		762	23%
Site de téléchargements "non officiels"		663	20%
Achat personnel d'ouvrages ou de revues à l'unité		592	18%
Demande de documents par le service de prêt entre bibliothèques (envoi d'original ou de photocopies)		561	17%
Bases de données textuelles, bibliothèques numériques		444	13%
Abonnement personnel à des revues scientifiques		281	8%
Autres bibliothèques françaises publiques ou privées (visite sur place)		130	4%
Autres (précisez):		147	4%
Bibliothèque nationale de France (BnF)		97	3%
Bibliothèques à l'étranger (visite sur place)		80	2%

6.1.2.3 Services de prêt entre bibliothèques

Le service de prêt entre bibliothèques est utilisé :

- Par la moitié des répondants de profil SHS (48%),
- Par une minorité de répondants de profil STM (27%).

9. Utilisez-vous les services de prêt entre bibliothèques (prêt d'original ou envoi de photocopie) ?

Answer	Bar	Response	%
Oui		1,953	35%
Non		3,577	65%
Total		5,530	

Global (SHS + STM)

SHS

STM

Answer	Bar	Response	%
Oui		1,052	48%
Non		1,141	52%
Total		2,193	

Answer	Bar	Response	%
Oui		901	27%
Non		2,436	73%
Total		3,337	

Parmi les utilisateurs de prêt entre bibliothèques, la majorité le trouvent utile ponctuellement (56%). 28% des profils SHS le trouvent même indispensable, contre 13% des profils STM.

20% des répondants utiliseraient cependant ce moyen plus souvent s'il était plus rapide.

10. En tant qu'utilisateur des services de prêt entre bibliothèques (prêt d'original ou envoi de photocopie), les trouvez-vous : (plusieurs réponses possibles)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Utiles, ponctuellement		1,092	56%
Indispensables pour moi		406	21%
Je les utiliserais plus souvent s'ils étaient plus rapides		398	20%
Chers		363	19%
Trop chers et je ne les utilise que si le service est proposé gratuitement		278	14%
Tout à fait abordables		255	13%
Très chers		167	9%

10. En tant qu'utilisateur des services de prêt entre bibliothèques (prêt d'original ou envoi de photocopie), les trouvez-vous : (plusieurs réponses possibles)

SHS

Answer	Bar	Response	%
Utiles, ponctuellement		503	48%
Indispensables pour moi		290	28%
Chers		233	22%
Je les utiliserais plus souvent s'ils étaient plus rapides		235	22%
Trop chers et je ne les utilise que si le service est proposé gratuitement		179	17%
Tout à fait abordables		139	13%
Très chers		97	9%

10. En tant qu'utilisateur des services de prêt entre bibliothèques (prêt d'original ou envoi de photocopie), les trouvez-vous : (plusieurs réponses possibles)

STM

Answer	Bar	Response	%
Utiles, ponctuellement		589	65%
Je les utiliserais plus souvent s'ils étaient plus rapides		163	18%
Chers		130	14%
Indispensables pour moi		116	13%
Tout à fait abordables		116	13%
Trop chers et je ne les utilise que si le service est proposé gratuitement		99	11%
Très chers		70	8%

6.1.2.4 Pratiques de consultation des documents

Les répondants indiquent consulter en forte majorité des documents numériques (43% en moyenne).

La différence entre profils SHS et STM est notable :

- Seuls 6% des profils SHS indiquent utiliser exclusivement des ressources numériques, contre 29% des profils STM,
- 24% des profils SHS indiquent utiliser en forte majorité des ressources imprimées, contre 9% des profils STM.



11. Quelles sont vos pratiques pour la consultation des documents ?

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Les deux (mixte) avec forte majorité de documents numériques		2,394	43%
Les deux (mixte) à proportion égale ou presque		1,168	21%
Consultation exclusivement numérique		1,109	20%
Les deux (mixte) avec forte majorité d'imprimés		816	15%
Consultation exclusivement papier		43	1%
Total		5,530	

11. Quelles sont vos pratiques pour la consultation des documents ?

SHS

Answer	Bar	Response	%
Les deux (mixte) avec forte majorité de documents numériques		759	35%
Les deux (mixte) à proportion égale ou presque		737	34%
Les deux (mixte) avec forte majorité d'imprimés		528	24%
Consultation exclusivement numérique		136	6%
Consultation exclusivement papier		33	2%
Total		2,193	

11. Quelles sont vos pratiques pour la consultation des documents ?

STM

Answer	Bar	Response	%
Les deux (mixte) avec forte majorité de documents numériques		1,635	49%
Consultation exclusivement numérique		973	29%
Les deux (mixte) à proportion égale ou presque		431	13%
Les deux (mixte) avec forte majorité d'imprimés		288	9%
Consultation exclusivement papier		10	0%
Total		3,337	

18% des répondants indiquent avoir souvent renoncé à consulter un document car il n'était accessible que sous format imprimé (sans différence notable entre les profils SHS et STM).

6.1.2.5 Open Access

Une grande majorité des répondants indiquent consulter des documents disponibles en Open Access (87%) et considèrent cette démarche utile (40%) voire incontournable (34%).

Aucune différence notable de réponses entre les profils SHS et STM n'est observée dans cette question.

13. Consultez-vous des documents disponibles en Open Access (documents numériques disponibles gratuitement, soit en libre accès sur des portails de revues comme revues.org, soit dans des archives ouvertes ou des réservoirs institutionnels d'établissements de recherche, soit diffusés sur des sites de laboratoires ou des blogs de chercheurs) ?

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Oui		4,793	87%
Non, mais je connais ces ressources documentaires		319	6%
Non, car je ne connais pas ces ressources documentaires		375	7%
Total		5,487	

6.1.3 Besoins en IST

6.1.3.1 Types de documents ou matériaux pour la recherche

Les principaux types de documents ou matériaux recherchés par les répondants sont :

- Pour plus des 2/3 des répondants : les revues (81%), les articles isolés (74%) et les thèses (68%),
- Pour la moitié des répondants : les actes de congrès, mélanges et ouvrages collectifs (54%) et les monographies (48%).

Les profils SHS utilisent davantage les monographies que les profils STM (71% versus 33%) ainsi que les actes de congrès, mélanges et ouvrages collectifs (68% versus 45%).

Environ 20% des répondants utilisent des données brutes, aussi bien parmi les profils SHS que STM.



15. Selon les disciplines, les besoins de documents de travail et de matériaux pour la recherche varient. Dans le cadre de vos recherches, quels sont les types de documents dont vous avez le plus besoin ? (plusieurs réponses possibles, 8 maximum)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Reuves		4,466	81%
Articles isolés, tirés à part		4,095	74%
Thèses		3,786	68%
Actes de congrès, mélanges, ouvrages collectifs		2,999	54%
Monographies (ouvrages)		2,644	48%
Rapports et publications de laboratoires, littérature grise		1,621	29%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		1,115	20%
Logiciels		1,118	20%
Archives		770	14%
Dossiers documentaires, archives		597	11%
Brevets		539	10%
Manuscrits		546	10%
Imprimés anciens		484	9%
Objets pédagogiques ou d'apprentissage		436	8%
Iconographie		384	7%
Documents sonores, audio-vidéo, multimédia, 3D		389	7%
Atlas, cartes, plans		355	6%
Objets historiques ou d'art		153	3%
Autres (précisez):		99	2%



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

15. Selon les disciplines, les besoins de documents de travail et de matériaux pour la recherche varient. Dans le cadre de vos recherches, quels sont les types de documents dont vous avez le plus besoin ? (plusieurs réponses possibles, 8 maximum)

SHS

Answer	Bar	Response	%
Revue		1,859	85%
Monographies (ouvrages)		1,556	71%
Actes de congrès, mélanges, ouvrages collectifs		1,483	68%
Thèses		1,473	67%
Articles isolés, tirés à part		1,435	65%
Rapports et publications de laboratoires, littérature grise		649	30%
Archives		624	28%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		479	22%
Dossiers documentaires, archives		446	20%
Imprimés anciens		390	18%
Manuscrits		400	18%
Logiciels		277	13%
Iconographie		291	13%
Documents sonores, audio-vidéo, multimédia, 3D		231	11%
Atlas, cartes, plans		240	11%
Objets historiques ou d'art		148	7%
Objets pédagogiques ou d'apprentissage		118	5%
Autres (précisez):		65	3%
Brevets		14	1%

15. Selon les disciplines, les besoins de documents de travail et de matériaux pour la recherche varient. Dans le cadre de vos recherches, quels sont les types de documents dont vous avez le plus besoin ? (plusieurs réponses possibles, 8 maximum)

STM

Answer	Bar	Response	%
Articles isolés, tirés à part		2,660	80%
Revue		2,607	78%
Thèses		2,313	69%
Actes de congrès, mélanges, ouvrages collectifs		1,516	45%
Monographies (ouvrages)		1,088	33%
Rapports et publications de laboratoires, littérature grise		972	29%
Logiciels		841	25%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		636	19%
Brevets		525	16%
Objets pédagogiques ou d'apprentissage		318	10%
Dossiers documentaires, archives		151	5%
Documents sonores, audio-vidéo, multimédia, 3D		158	5%
Archives		146	4%
Manuscrits		146	4%
Iconographie		93	3%
Imprimés anciens		94	3%
Atlas, cartes, plans		115	3%
Autres (précisez):		34	1%
Objets historiques ou d'art		5	0%

6.1.3.2 Besoins spécifiques non couverts actuellement

La moitié des profils SHS indiquent l'existence de besoins spécifiques à leur discipline non couverts actuellement par les bibliothèques et services de documentation (46%). La proportion est un peu moins importante parmi les profils STM (30%).

Les principaux besoins non couverts actuellement concernent :

- des documents textuels numériques (67% des profils SHS et 82% des profils STM),
- des documents textuels imprimés (54% des profils SHS et 23% des profils STM),
- des données (24% des profils SHS et 21% des profils STM).

17. Quels sont vos besoins spécifiques en termes de documentation non couverts actuellement ? (plusieurs réponses possibles, 3 maximum)



17. Quels sont vos besoins spécifiques en termes de documentation non couverts actuellement ? (plusieurs réponses possibles, 3 maximum)



Concernant les langues des documents, les profils STM ont en grande majorité besoin de documents en anglais (93%) tandis que les profils SHS ont des besoins répartis entre français (66%), anglais (66%) et une proportion non négligeable d'autres langues (32%).

Parmi les autres langues, il s'agit surtout des langues européennes (allemand, espagnol, portugais, russe, grec moderne, etc.).

18. Les manques spécifiques que vous identifiez portent-ils sur des documents textuels... (plusieurs réponses possibles)

Answer	Bar	Response	%
En langue française		1,089	54%
En langue anglaise		1,603	80%
Dans d'autres langues (précisez:)		357	18%

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
En langue française		668	66%
En langue anglaise		666	66%
Dans d'autres langues (précisez:)		318	32%

SHS

Answer	Bar	Response	%
En langue française		421	42%
En langue anglaise		937	93%
Dans d'autres langues (précisez:)		39	4%

STM

6.1.4 Usages associés aux bibliothèques possédant des fonds spécialisés par discipline

6.1.4.1 Bibliothèque CADIST

Tandis que la moitié des profils SHS ont déclaré avoir eu recours à une bibliothèque CADIST dans leur domaine (50%), seuls 1/4 des profils STM l'affirment (24%).



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

20. Dans le cadre de vos recherches dans votre discipline principale, à quelle bibliothèque ci-dessous avez-vous eu recours le plus souvent ?

SHS

Answer	Bar	Response	%
Aucune de ces bibliothèques		1,095	50%
Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne (Antiquité ; Géographie ; Histoire médiévale et moderne)		124	6%
Bibliothèque Diderot de Lyon (Sciences de l'éducation)		116	5%
Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg (Langues, littératures et civilisations germaniques ; Sciences religieuses)		108	5%
Bibliothèque de l'Université Paris-Dauphine (Sciences économiques et de gestion)		92	4%
Bibliothèque de Sciences Po Paris (Sciences politiques)		94	4%
Bibliothèque de l'Université Toulouse 2 (Langues, littératures et civilisations ibériques - Péninsule ibérique)		94	4%
Bibliothèque du Muséum national d'Histoire naturelle (Préhistoire, paléontologie)		59	3%
Bibliothèque de l'Institut National d'Histoire de l'Art (INHA) (Histoire de l'art et archéologie)		67	3%
Bibliothèque de l'Ecole Française d'Athènes (Antiquité)		37	2%
Bibliothèque interuniversitaire Cujas (Sciences juridiques)		52	2%
Bibliothèque de l'Université Aix-Marseille (Orient méditerranéen à l'époque ottomane ; Histoire coloniale française jusqu'en 1918)		44	2%
Bibliothèque de l'Université Paris 8 (Relations internationales: Allemagne orientale, nouveaux Länder, RDA)		35	2%
Bibliothèque du Musée du quai Branly (Ethnologie)		39	2%
Bibliothèque de l'Université de Lille 3 (Langues, littératures et civilisations mondes anglophones - Iles britanniques)		13	1%
Bibliothèque de l'Université de Poitiers et/ou Bibliothèque du Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM) (Histoire médiévale IXe-XIIe siècles)		29	1%
Bibliothèque de Documentation internationale Contemporaine (BDIC) (Relations internationales et monde contemporain)		24	1%
Bibliothèque de l'Université Paris-Est-Marne-la-Vallée (Urbanisme)		12	1%
Bibliothèque de l'Université Paris 3 Sorbonne nouvelle (Langues, littératures et civilisations mondes anglophones - Etats-Unis et Commonwealth)		27	1%
Bibliothèque de l'Université Grenoble 3 (Langues, littératures et civilisations italiennes)		11	1%
Bibliothèque de l'Université Bordeaux 3 (Langues, littératures et civilisations ibériques - Amérique latine et Afrique lusophone)		19	1%
Bibliothèque de l'Université de Caen (Histoire du XIXe siècle)		2	0%
Total		2,193	

19. Dans le cadre de vos recherches dans votre discipline principale, à quelle bibliothèque ci-dessous avez-vous eu recours le plus souvent?

STM

Answer	Bar	Response	%
Aucune de ces bibliothèques		2,544	76%
Bibliothèque interuniversitaire de Santé (Médecine, odontologie, cosmétologie)		170	5%
Bibliothèque du Muséum national d'histoire naturelle (Botanique, zoologie, biologie animale et végétale)		128	4%
Bibliothèque de l'Université Lyon 1 (Chimie, pharmacie)		118	4%
Bibliothèque de l'Université Pierre et Marie Curie - Paris 6 (Sciences de la Terre et des océans, géosciences, environnement)		145	4%
Bibliothèque de l'Université Grenoble 1 Joseph Fourier (Physique)		93	3%
Bibliothèque de l'Université Paris-Sud et /ou Bibliothèque Hadamard (Mathématiques)		93	3%
Bibliothèque de l'Observatoire de Paris (Astronomie et astrophysique)		46	1%
Total		3,337	

Parmi les usagers de bibliothèques CADIST, seule une petite moitié connaît le statut spécifique de cette bibliothèque, les profils SHS étant davantage au courant que les profils STM (45% versus 32%).

La majorité des répondants ont connu leur bibliothèque CADIST pour une raison de proximité (48%). Les services de documentations exercent par ailleurs efficacement le relai pour informer les usagers sur l'existence des CADIST (20%).

Aucune différence notable de réponses entre les profils SHS et STM n'est observée dans cette question.

22. Comment avez-vous connu cette bibliothèque ?

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Par cette bibliothèque directement (c'est ma bibliothèque de proximité)		902	48%
Par le service d'information et de documentation de mon université ou de mon organisme / laboratoire de recherche		381	20%
Par une recherche personnelle		279	15%
Autres (précisez) :		162	9%
Par une recommandation de collègue		157	8%
Par une information de type newsletter		10	1%
Total		1,891	

88% des répondants confirment utiliser la bibliothèque pour ses fonds dans la discipline pour laquelle elle possède le statut de CADIST. Cela permet de déduire que les réponses aux questions suivantes seront bien représentatives d'une utilisation des fonds CADIST.

6.1.4.2 Offre documentaire

L'offre documentaire des CADIST est assez mal connue des répondants qui sont en moyenne seulement 34% à affirmer en avoir une très bonne connaissance.

Les profils STM semblent avoir une moins bonne connaissance de l'offre que les profils SHS.

24. Avez-vous une connaissance précise de l'offre documentaire de cette bibliothèque ?

Answer	Bar	Response	%
Oui tout à fait		642	34%
Oui, mais partiellement		698	37%
Oui, mais très partiellement		373	20%
Pas du tout		178	9%
Total		1,891	

Global (SHS + STM)

SHS

Answer	Bar	Response	%
Oui tout à fait		459	42%
Oui, mais partiellement		399	36%
Oui, mais très partiellement		179	16%
Pas du tout		61	6%
Total		1,098	

STM

Answer	Bar	Response	%
Oui tout à fait		183	23%
Oui, mais partiellement		299	38%
Oui, mais très partiellement		194	24%
Pas du tout		117	15%
Total		793	

L'accès aux documents eux-mêmes semble pouvoir être amélioré. En effet, 34% en moyenne des répondants ont affirmé ne pas réussir à accéder aux documents du CADIST ou alors en rencontrant des obstacles.

Aucune différence notable de réponses entre les profils SHS et STM n'est observée pour cette question.

25. Accédez-vous facilement aux documents eux-mêmes ?

Answer	Bar	Response	%
Oui très facilement		1,264	67%
Il m'arrive de ne pas aboutir		201	11%
Oui, mais avec difficulté ou lenteur (procédure complexe, délais longs)		426	23%
Total		1,891	

6.1.4.3 Pratiques de demandes et taux de satisfaction

Le nombre de demandes de documents en moyenne sur une année auprès de la bibliothèque est de 50, qui se répartissent ainsi :

- Pour les SHS, 61 demandes en moyenne,
- Pour les STM, 34 demandes en moyenne.

Les demandes de documentation auprès de la bibliothèque CADIST sont le plus souvent réalisées directement sur place et par internet via le portail de la bibliothèque.

27. Comment effectuez-vous vos demandes de documentation auprès de cette bibliothèque ? (plusieurs réponses possibles)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Directement sur place à la bibliothèque		1,145	64%
A distance par Internet sur le portail de la bibliothèque		983	55%
Via un intermédiaire (autre service d'information et de documentation)		164	9%
A distance par email auprès de la bibliothèque		156	9%
Autres (précisez):		48	3%
A distance par téléphone auprès de la bibliothèque		33	2%

SHS

Answer	Bar	Response	%
Directement sur place à la bibliothèque		776	73%
A distance par Internet sur le portail de la bibliothèque		602	56%
A distance par email auprès de la bibliothèque		74	7%
Via un intermédiaire (autre service d'information et de documentation)		60	6%
A distance par téléphone auprès de la bibliothèque		19	2%
Autres (précisez):		24	2%

STM

Answer	Bar	Response	%
A distance par Internet sur le portail de la bibliothèque		381	54%
Directement sur place à la bibliothèque		369	52%
Via un intermédiaire (autre service d'information et de documentation)		104	15%
A distance par email auprès de la bibliothèque		82	12%
Autres (précisez):		24	3%
A distance par téléphone auprès de la bibliothèque		14	2%

Le taux de satisfaction est élevé : 88% des répondants ont indiqué un taux de demandes satisfaites égal ou supérieur à 75% (similaire entre les profils SHS et STM).



30. Concernant vos demandes auprès de cette bibliothèque, pourriez-vous nous indiquer quelle proportion d'entre elles a été satisfaite ?

Answer	Bar	Response	%
100% de demandes satisfaites		833	47%
75% de demandes satisfaites		724	41%
50% de demandes satisfaites		155	9%
25% de demandes satisfaites		57	3%
0% de demandes satisfaites		11	1%
Total		1,780	

Global (SHS + STM)

6.1.4.4 Pratiques de consultation des documents

Tandis que les profils SHS consultent majoritairement des documents fournis par la bibliothèque sous forme physique, soit directement sur place (68%) soit en les empruntant (50%), les profils STM quant à eux consultent davantage des documents numériques à distance (54%). Le mode différé, par prêt entre bibliothèques ou envoi de photocopie, n'est pratiqué de manière régulière que de façon minoritaire (13% des profils SHS, 21% des profils STM).

29. Comment consultez-vous le plus souvent les documents fournis par cette bibliothèque suite à votre demande ? (plusieurs réponses possibles, 3 maximum)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Directement sur place à la bibliothèque		984	56%
A distance (par accès numérique)		776	44%
Hors les murs de la bibliothèque (emprunt des documents physiques)		744	43%
En différé (réception du document original par prêt entre bibliothèques, ou envoi de photocopies)		280	16%
Autres (précisez):		15	1%

SHS

Answer	Bar	Response	%
Directement sur place à la bibliothèque		716	68%
Hors les murs de la bibliothèque (emprunt des documents physiques)		527	50%
A distance (par accès numérique)		400	38%
En différé (réception du document original par prêt entre bibliothèques, ou envoi de photocopies)		136	13%
Autres (précisez):		6	1%

STM

Answer	Bar	Response	%
A distance (par accès numérique)		376	54%
Directement sur place à la bibliothèque		268	39%
Hors les murs de la bibliothèque (emprunt des documents physiques)		217	31%
En différé (réception du document original par prêt entre bibliothèques, ou envoi de photocopies)		144	21%
Autres (précisez):		9	1%

6.1.4.5 Demandes d'achat de documents

En moyenne, 23% des répondants indiquent réaliser des demandes d'achat de document auprès de leur CADIST, régulièrement ou ponctuellement.

Les profils SHS tendent à faire davantage de demandes d'achat que les profils STM (respectivement 27% versus 17%).

31. Faites-vous des demandes d'achat de documents auprès de cette bibliothèque ?

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Non, jamais le cas		1,085	61%
Non, sauf très rarement		288	16%
Oui, mais seulement ponctuellement (besoins en début ou en fin de travaux de recherche, etc.)		230	13%
Oui		177	10%
Total		1,780	

SHS

Answer	Bar	Response	%
Non, jamais le cas		601	56%
Non, sauf très rarement		177	17%
Oui, mais seulement ponctuellement (besoins en début ou en fin de travaux de recherche, etc.)		146	14%
Oui		144	13%
Total		1,068	

STM

Answer	Bar	Response	%
Non, jamais le cas		484	68%
Non, sauf très rarement		111	16%
Oui, mais seulement ponctuellement (besoins en début ou en fin de travaux de recherche, etc.)		84	12%
Oui		33	5%
Total		712	

86% des répondants indiquent que leurs demandes d'achat de document ont été le plus souvent satisfaites, dont 50% toujours. Seuls 14% des répondants indiquent qu'elles ne sont satisfaites que rarement voire jamais.



32. Vos demandes d'achat de documents à cette bibliothèque ont-elles été satisfaites ?

Answer	Bar	Response	%
Oui, souvent		253	36%
Oui, toujours, rapidement		223	32%
Oui, toujours, mais lentement		125	18%
Rarement		61	9%
Jamais		33	5%
Total		695	

Global (SHS + STM)

6.1.4.6 Satisfaction en termes de documents proposés par le CADIST

La grande majorité des répondants considère les documents proposés par le CADIST comme répondant bien à leurs besoins pour leur activité de recherche, à la fois :

- En termes de contenu (96%), même si pour certains il ne s'agit que de demandes ponctuelles pour des besoins précis (31%),
- En termes de types de documents et de supports (96%), même si cela ne répond que partiellement à leurs besoins (pour 41%), sans doute pour cause de spécificité des ressources proposées par le CADIST vis-à-vis d'autres sources de documentation plus généralistes ou complémentaires.

Les réponses sont similaires entre les profils SHS et STM.

33. En termes de contenu, considérez-vous les documents proposés par cette bibliothèque comme bien ciblés et utiles pour votre activité de recherche ?

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Oui		1,229	65%
Oui, mais ponctuellement (besoins en début ou en fin de travaux de recherche, etc.)		581	31%
Non, sauf très rarement		64	3%
Non, jamais le cas		17	1%
Total		1,891	

34. En termes de types (livres, revues, thèses...) et de supports (papier, numérique...), considérez-vous les documents proposés par cette bibliothèque comme adaptés à vos besoins de chercheur ?

Answer	Bar	Response	%
Oui tout à fait		1,032	55%
Oui, mais partiellement		776	41%
Non, sauf très rarement		59	3%
Non, jamais le cas		24	1%
Total		1,891	

Global (SHS + STM)

Toutes disciplines confondues, les ressources documentaires manquantes au sein de la bibliothèque CADIST qui seraient utiles pour leur activité de recherche concernent les collections spécifiques pour 36% des répondants, les collections « exhaustives » en périodiques ou monographies pour 28% des répondants, les documents numérisés tombés dans le domaine public pour 25% des répondants et des revues scientifiques courantes pour 24% des répondants. Pour les répondants en SHS, les archives de chercheurs sont également mentionnées par 19% d'entre eux.

35. Quelles sont selon vous les ressources documentaires manquantes au sein de cette bibliothèque qui seraient utiles pour votre activité de recherche ? (plusieurs réponses possibles)

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
Collections spécifiques (sous-disciplines ou thématiques spécifiques définies avec les chercheurs)		683	36%
Collection "exhaustive" (périodiques, monographies)		536	28%
Documents numérisés (tombés dans le domaine public)		480	25%
Revue scientifique courantes		447	24%
Archives de chercheurs		299	16%
Monographies		270	14%
Autres (précisez):		245	13%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		221	12%
Documents remarquables (livres rares, anciens, précieux)		210	11%
Littérature grise		184	10%
Logiciels		162	9%
Documents sonores, audio-vidéo ou multimédia		131	7%
Iconographie		117	6%

SHS

Answer	Bar	Response	%
Collections spécifiques (sous-disciplines ou thématiques spécifiques définies avec les chercheurs)		402	37%
Collection "exhaustive" (périodiques, monographies)		327	30%
Documents numérisés (tombés dans le domaine public)		294	27%
Archives de chercheurs		213	19%
Revue scientifique courantes		197	18%
Monographies		198	18%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		148	13%
Documents remarquables (livres rares, anciens, précieux)		143	13%
Autres (précisez):		129	12%
Littérature grise		119	11%
Iconographie		94	9%
Documents sonores, audio-vidéo ou multimédia		102	9%
Logiciels		93	8%

Answer	Bar	Response	%
Collections spécifiques (sous-disciplines ou thématiques spécifiques définies avec les chercheurs)		281	35%
Revue scientifique courantes		250	32%
Collection "exhaustive" (périodiques, monographies)		209	26%
Documents numérisés (tombés dans le domaine public)		186	23%
Autres (précisez):			
Archives de chercheurs		86	11%
Monographies		72	9%
Logiciels		69	9%
Données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées...)		73	9%
Documents remarquables (livres rares, anciens, précieux)		67	8%
Littérature grise		65	8%
Documents sonores, audio-vidéo ou multimédia		29	4%
Iconographie		23	3%

Pour la majorité des répondants, l'effort de développement de l'offre devrait être réalisé en faveur des documents numériques. Comme observé dans de précédentes réponses, ces documents sont plébiscités davantage par les profils STM (90%) que par les profils SHS (62%).

36. Préférez-vous un effort de développement de l'offre de cette bibliothèque ?

Answer	Bar	Response	%
En documents numériques		1,397	74%
En documents imprimés		494	26%
Total		1,891	

Global (SHS + STM)

Answer	Bar	Response	%
En documents numériques		685	62%
En documents imprimés		413	38%
Total		1,098	

SHS

Answer	Bar	Response	%
En documents numériques		712	90%
En documents imprimés		81	10%
Total		793	

STM

Ainsi, la demande d'une augmentation de l'offre numérique est majoritaire avec la spécificité de pouvoir accéder à des archives de chercheurs.

La moitié des répondants ont indiqué qu'ils seraient gênés dans leurs recherches d'information si le fonds CADIST n'existait pas (52%). 34% considèrent cependant qu'ils trouveraient des solutions alternatives.

Il est donc difficile de dégager une tendance à l'échelle globale, d'autant plus que les réponses sont similaires entre les profils SHS et STM (en moyenne globale).

37. Si le fonds CADIST n'existait pas dans cette bibliothèque, seriez-vous gêné(e) dans vos recherches d'information scientifique et technique ? (Rappel: les fonds CADIST portent sur les disciplines qui étaient indiquées entre parenthèses derrière le nom des bibliothèques listées)

Answer	Bar	Response	%
Oui		986	52%
Non, car même s'il m'est utile, j'ai des solutions alternatives		642	34%
Non, car il ne correspond pas à ma discipline de recherche		264	14%
Total		1,892	

Global (SHS + STM)

En affinant les résultats par CADIST, une tendance plus nette se dégage pour certains d'entre eux.

Les disciplines dans lesquelles une majorité de répondants, avec un panel significatif, indique qu'ils seraient gênés si le fonds CADIST n'existait pas sont :

- LLC Péninsule ibérique (SHS),
- Géographie et histoire médiévale et moderne (SHS),
- Sciences Politiques (SHS),
- Botanique, zoologie, biologie animale et végétale (STM).

Ce besoin de fonds CADIST peut s'expliquer par la grande spécificité des fonds dans ces disciplines, en comparaison des fonds d'autres bibliothèques du domaine.

Le tableau ci-après récapitule les réponses de chaque CADIST à cette question :

Profils SHS		Oui	Non*	Non**	Nombre de répondants
Toulouse 2	LLC Péninsule Ibérique	87%	6%	6%	94
EFA	Antiquité	76%	19%	5%	37
BIS	Géographie et Histoire médiévale et moderne	55%	34%	11%	124
Grenoble 3	LLC italiennes	64%	27%	9%	11
Bordeaux 3	LLC Ibériques – Amérique latine et Afrique lusophone	63%	16%	21%	19
MNHN	Préhistoire-Paléontologie	63%	27%	10%	59



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

SCPO	Sciences Politiques	63%	27%	11%	94
MQB	Ethnologie	62%	28%	10%	39
Poitiers	Histoire médiévale	59%	31%	10%	29
INHA	Histoire de l'Art et archéologie	57%	40%	3%	67
Cujas	Sciences juridiques	56%	35%	10%	52
Dauphine	Gestion et sciences économiques	56%	37%	7%	91
BDIC	Relations internationales et monde contemporain	50%	42%	8%	24
BNUS	LLC germaniques et sciences religieuses	50%	23%	27%	108
Paris 3	LLC mondes anglophones	48%	33%	19%	27
Aix Marseille	Orient Méditerranéen et histoire coloniale française	43%	32%	25%	44
Lille 3	LLC Mondes anglophones	31%	46%	23%	13
Paris 8	Relations internationales – Allemagne orientale	26%	37%	37%	35
Lyon	Sciences de l'éducation	23%	32%	45%	116
Paris est MLV	Urbanisme	8%	83%	8%	12
Caen	Histoire du XIXème siècle	0%	50%	50%	2
Profils STM		Oui	Non *	Non **	Nombre de répondants
Observatoire	Astronomie et astrophysique	74%	26%	0%	46
MNHN	Botanique, Zoologie, Biologie animale et végétale	60%	37%	3%	128
BIUS	Médecine et odontologie, cosmétologie	55%	39%	6%	170
UPMC	Sciences de la terre et des océans, géosciences, environnement	48%	42%	10%	145
Grenoble	Physique	41%	44%	15%	93
Paris sud Hadamard	Mathématiques	41%	42%	17%	93
Lyon 1	Chimie, Pharmacie	37%	42%	21%	118

Tableau 1 : Réponses par CADIST à la question « si le fond CADIST n'existait pas dans cette bibliothèque, seriez-vous gêné dans vos recherches d'information scientifique et technique »

* car même s'il m'est utile, j'ai des solutions alternatives

** car il ne correspond pas à ma discipline de recherche

En rouge : nombre de répondants non significatif

Cellules grisées : tendances les plus nettes, avec un nombre de répondants significatifs (les cellules en gris correspondent aux résultats les plus significatifs, à savoir une différence nette entre les réponses oui/non et un nombre de répondants suffisant, de l'ordre de 100).

6.1.5 Attentes pour CollEx

Pour les questions ci-dessous proposant au chercheur de donner un ordre de priorité aux différents items, seuls ont été retenus ceux ayant reçu les réponses de plus d'1/3 des répondants environ.

6.1.5.1 Ressources

Les répondants ont classé les 4 types de ressources ci-dessous comme prioritaires :

- Les articles et périodiques électroniques,
- Les livres numériques,
- Les bases de données bibliographiques et documentaires pluridisciplinaires,
- Les ressources thématiques très spécialisées dites « de niche » (en particulier les profils SHS).

Les profils STM et SHS se distinguent nettement dans certaines de leurs réponses, les premiers considérant comme beaucoup moins prioritaires que les profils SHS les ressources suivantes :

- Les matériaux pour la recherche,
- Les monographies imprimées,
- Les périodiques imprimés.

Ces réponses confortent les résultats précédemment obtenus sur les différences entre les besoins de ces deux profils.

38. Dans le cadre du nouveau dispositif CollEx, seriez-vous intéressé(e) par une offre documentaire qui proposerait les types de ressources suivantes dans votre discipline ? Veuillez indiquer votre degré de priorité pour chacun des types de ressources proposés.

Question	Global (SHS + STM)		
	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Articles et périodiques électroniques	4,973	394	163
Livres numériques (e-books)	3,797	1,319	414
Bases de données bibliographiques et documentaires pluridisciplinaires	2,565	1,916	1,049
Ressources thématiques très spécialisées (collections dites "de niche")	2,213	1,761	1,556
Monographies imprimées (livres papiers)	2,151	2,308	1,071
Données numériques (collecte de données statistiques, enquêtes, données brutes issues de recherche, jeux de données)	1,885	1,937	1,708
Périodiques imprimés (revues papiers)	1,838	2,986	706
Matériaux pour la recherche dont archives, images, documents sonores (numériques ou non)	1,112	2,289	2,129

SHS

Question	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Données numériques (collecte de données statistiques, enquêtes, données brutes issues de recherche, jeux de données)	873	765	555
Matériaux pour la recherche dont archives, images, documents sonores (numériques ou non)	709	872	612
Articles et périodiques électroniques	1,880	246	67
Livres numériques (e-books)	1,421	620	152
Monographies imprimées (livres papiers)	1,342	622	229
Périodiques imprimés (revues papiers)	1,112	934	147
Ressources thématiques très spécialisées (collections dites "de niche")	1,089	662	442
Bases de données bibliographiques et documentaires pluridisciplinaires	1,079	801	313

STM

Question	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Monographies imprimées (livres papiers)	809	1,686	842
Périodiques imprimés (revues papiers)	726	2,052	559
Matériaux pour la recherche dont archives, images, documents sonores (numériques ou non)	403	1,417	1,517
Articles et périodiques électroniques	3,093	148	96
Livres numériques (e-books)	2,376	699	262
Bases de données bibliographiques et documentaires pluridisciplinaires	1,486	1,115	736
Ressources thématiques très spécialisées (collections dites "de niche")	1,124	1,099	1,114
Données numériques (collecte de données statistiques, enquêtes, données brutes issues de recherche, jeux de données)	1,012	1,172	1,153

6.1.5.2 Services

Parmi les services proposés dans le questionnaire, ceux apparaissant nettement prioritaires aux répondants sont les suivants :

- **Numérisation de documents à la demande,**
- **Veille documentaire avec alerte,**
- **Achat d'articles hors abonnement régulier à la demande (« pay-per-view »).**

Certains services apparaissent davantage prioritaires pour les profils SHS que pour les profils STM :

- Achat de livres à la demande
- Prêt d'ouvrages pour une durée plus longue

Les formations à l'IST sont quant à elles jugées non prioritaires par les répondants, quel que soit leur profil. Ce résultat peut sembler surprenant et peut dénoter soit une très bonne connaissance de leur part des méthodes de recherche d'IST soit au contraire une méconnaissance des possibilités de réaliser des recherches de façon plus experte.



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

39. Dans le cadre du nouveau dispositif CollEx, seriez-vous intéressé(e) par une offre documentaire qui proposerait les services suivants dans votre discipline? Veuillez indiquer votre degré de priorité pour chacun des services proposés.

Global (SHS + STM)

Question	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Outils pédagogiques et formation à l'IST	900	2,531	2,099
Numérisation de documents à la demande	3,432	1,511	587
Veille documentaire avec alerte	2,919	1,838	773
Achat d'articles à la demande hors abonnement régulier ("pay-per-view")	2,597	1,899	1,034
Outils de gestion des références bibliographiques	2,569	2,122	839
Achat de livres à la demande ("patron-driven acquisition")	2,304	1,973	1,253
Elaboration de bibliographies à la demande	2,176	2,410	944
Prêt d'ouvrages avec une durée plus longue	1,765	2,431	1,334
Outils d'analyse bibliométrique	1,528	2,539	1,463
Réseau social de chercheurs par discipline	1,524	2,608	1,398

SHS

Question	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Elaboration de bibliographies à la demande	970	917	306
Réseau social de chercheurs par discipline	773	967	453
Outils d'analyse bibliométrique	445	1,033	715
Outils pédagogiques et formation à l'IST	399	950	844
Numérisation de documents à la demande	1,611	445	137
Veille documentaire avec alerte	1,213	709	271
Achat de livres à la demande ("patron-driven acquisition")	1,200	683	310
Achat d'articles à la demande hors abonnement régulier ("pay-per-view")	1,163	703	327
Prêt d'ouvrages avec une durée plus longue	1,072	843	278
Outils de gestion des références bibliographiques	1,008	861	324

STM

Question	Prioritaire	Moins prioritaire	Sans avis
Réseau social de chercheurs par discipline	751	1,641	945
Prêt d'ouvrages avec une durée plus longue	693	1,588	1,056
Outils pédagogiques et formation à l'IST	501	1,581	1,255
Numérisation de documents à la demande	1,821	1,066	450
Veille documentaire avec alerte	1,706	1,129	502
Outils de gestion des références bibliographiques	1,561	1,261	515
Achat d'articles à la demande hors abonnement régulier ("pay-per-view")	1,434	1,196	707
Elaboration de bibliographies à la demande	1,206	1,493	638
Achat de livres à la demande ("patron-driven acquisition")	1,104	1,290	943
Outils d'analyse bibliométrique	1,083	1,506	748

6.1.5.3 Verbatim

Concernant la vision d'un dispositif documentaire qui répondrait pleinement à leur besoins en recherche d'information scientifique et technique dans leur discipline, toutes disciplines confondues, les relations sémantiques entre les termes utilisés par les répondants font notamment ressortir les notions suivantes : accès à l'article, accès au texte, *open access*, accès à la ressource, accès en ligne, article et revue, dispositif et documentation, revue et accès, accès et bibliothèque, accès et information. Les adjectifs utilisés sont le plus souvent: numérique, scientifique, accessible, disponible, gratuit, libre, bibliographique, ancien.

6.2 Synthèse des résultats de l'enquête en ligne

5 530 personnes, avec 60% de profils STM et 40% de profils SHS, ont répondu à l'enquête en ligne. Il s'agit en majorité des enseignants-chercheurs à l'université et des doctorants.

Les besoins en imprimés (revues, ouvrages) sont exprimés davantage par les profils SHS que les profils STM.

En grande majorité, la langue des documents utilisés est l'anglais, avec une proportion importante de français pour les profils SHS.

Parmi les usagers de bibliothèques CADIST, seule la moitié connaissait le statut spécifique de cette bibliothèque, les profils SHS étant davantage au courant que les profils STM (45% versus 32%).

Par ailleurs, l'usage des services de prêt entre bibliothèques - PEB - (prêt d'original ou envoi de photocopie) est mitigé (35% des répondants) avec un usage plus prononcé en SHS (près d'un répondant sur deux) et plus faible en STM (27% des répondants). Plus d'un répondant sur deux (56%) déclare néanmoins que les services de prêt sont utiles ponctuellement, et indispensables pour 21% des répondants.

De plus, concernant les attentes en matière d'offre documentaire que pourrait proposer le nouveau dispositif CollEx, les répondants ont classé 4 types de ressources ci-dessous comme prioritaires : les articles et périodiques électroniques, les livres numériques, les bases de données bibliographiques et documentaires pluridisciplinaires, et les ressources thématiques très spécialisées dites « de niche » (en particulier les profils SHS). Les profils SHS et STM se distinguent nettement dans certaines de leurs réponses, les seconds considérant comme beaucoup moins prioritaires que les premiers les ressources suivantes : les matériaux pour la recherche, les monographies imprimées, les périodiques imprimés.

Enfin, concernant les attentes en matière de services que pourrait proposer le nouveau dispositif CollEx, les répondants ont pointé en tant que services prioritaires parmi les services proposés dans le questionnaire la numérisation de documents à la demande, la veille documentaire avec alerte, et l'achat d'articles hors abonnement régulier à la demande (« pay-per-view »). Certains services

apparaissent davantage prioritaires pour les profils SHS que pour les profils STM, dont notamment l'achat de livres à la demande, et le prêt d'ouvrages pour une durée plus longue.

6.3 Analyse des résultats des entretiens

Les attentes des acteurs et opérateurs de l'IST en rapport avec la transition des CADIST vers Collex concernent notamment les communautés de chercheurs en lien avec les universités, le CNRS et la BnF.

6.3.1 Universités

Si l'on compare la France aux pays anglo-saxons (Royaume-Uni, USA), l'organisation de la recherche est différente même s'il existe aussi des organismes nationaux de financement (mais pas d'organismes de gestion de la recherche, qui est menée directement dans les universités, celles-ci ayant un rôle plus clair et direct dans la recherche). Ainsi, d'un point de vue pragmatique, la préparation d'un dossier de recherche au Royaume-Uni ou aux USA est plus facilement associée au fait d'aller à la bibliothèque pour réaliser une étude bibliométrique permettant de valider le projet de recherche. En Allemagne, le système est plus mixte (entre le système français et le système anglo-saxon) et plus autonome avec des financements principaux issus des régions.

Il est désormais urgent de pointer en détail les ressources en fonction des utilisateurs et des usages associés, de manière à payer moins cher pour avoir la même offre en fonction des usages réels, ce qui permettra de pouvoir récupérer le solde budgétaire pour effectuer des acquisitions documentaires plus spécifiques. Au final, le système existant avec les licences nationales a permis de faire mieux circuler la documentation mais cela n'a pas été moins cher.

Il faut également aller plus loin dans la synergie avec le réseau et déterminer quel système peut être mis en œuvre pour constituer une communauté Université / Recherche au niveau national. Si les contrats de licence avec les éditeurs ne permettent pas aux bibliothèques universitaires de reproduire le document numérique et de ne transmettre que des imprimés, cela ne peut que continuer à poser des problèmes et freiner la dynamique du réseau.

Concernant la pluridisciplinarité, il s'agit avant tout de mettre en ligne des ressources issues de différentes disciplines. Il peut s'agir notamment de monter des services avec des moteurs de recherche et des bases de données (comme par exemple le montage d'un projet avec différents acteurs à relier). Les pluri/inter disciplinarités concernées pourraient être le climat ou la gestion des risques.

Par rapport à l'interdisciplinarité, il faut noter l'existence des Initiatives de Recherches Interdisciplinaires et Stratégiques (IRIS) qui font l'objet d'un projet « frontières du vivant » en cours d'élaboration au sein de PSL (sciences des données et données de la science, modélisation en chimie, sciences du vivant, SHS). Par ailleurs, il existe également une offre de recherche STM/SHS en lien avec les programmes de recherche interdisciplinaires, comment par exemple au sein de la COMUE Sorbonne Paris Cité (La personne en médecine, Les dynamiques du Vieillir, PRINCEPS : les crises et

protection sanitaires, Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène, Imageries du Vivant, Énergie, Territoire et Société, Identités numériques, Réseaux, Corps, Les sociétés plurielles, Numérisation du patrimoine).

Concernant les services associés (type analyse bibliométrique), il faut constater que les outils semi-automatiques des éditeurs ont peu de valeur ajoutée, quand l'accès à la donnée brute reste intéressante. Il faut privilégier la construction de requêtes ad hoc plutôt que d'utiliser des outils packagés.

6.3.2 CNRS

Les services IST ont fait l'objet d'une définition (cf. le COPIST).

Aujourd'hui, les besoins des chercheurs sont de deux natures : demandes individuelles et demandes collaboratives. Ces deux types de demande sont appelés à évoluer rapidement dans la mesure où le contexte de l'IST suit l'évolution de facteurs externes et internes dont notamment :

- des facteurs externes : développement d'un ensemble d'outils et de moyens pour la recherche documentaire, d'outils d'analyse de documents (par les grands éditeurs, par des entreprises de production de services d'analyse rhétorique, sémantique, et de vocabulaires par discipline), d'outils pour la recherche collaborative, la récupération de contenu généré par les utilisateurs (services collaboratifs, gestion et récupération des contenus générés type notices, pages Web ou réseaux sociaux, outils numériques de *parsing*, de travail sur requête...). Ces dispositifs permettent une gestion collaborative des documents qui aboutissent à des services sécurisés dotés d'éthique, de sécurité et de protection des données personnelles, etc.

- des facteurs internes avec l'évolution de la loi portant sur le numérique où un double changement est en train de s'opérer dans la documentation : la réduction des durées d'embargo (les échanges scientifiques et communautaires en seront facilités), le *data-mining* et *text-mining* (avec la fouille de données) vont venir enrichir les ressources documentaires. Les projets type ISTE (ou autres) vont devenir des sources d'enrichissement documentaire et du travail couvert dans les disciplines.

L'objectif est que l'INIST travaille de nouveau avec les BU, ce qui implique un cadre juridique avec des échanges gratuits (cf. le CFC) ou avec des contrats spécifiques pour la vente et l'harmonisation de la fourniture à distance de documents.

Les CADIST ont une vocation nationale, tandis que les BU en général sont plutôt dans une logique de territoires. Cependant, un rapport des directeurs de BU porteuses de CADIST il y a 10 ans avait montré que les CADIST n'avaient pas toujours une portée nationale, car l'accès était restreint à un public local (peu de numérisation). Ceci a enclenché un début de réflexion sur la pertinence de faire évoluer le système des CADIST. Il paraît plus simple de passer au PEB électronique mais cela est difficile au niveau légal (et pour contourner ces difficultés, en pratique les chercheurs se les prêtent entre eux). Il est donc urgent de moderniser le PEB électronique dans le respect des droits, en lien avec un maillage de bibliothèques de référence en ressources imprimées.

6.3.3 BnF

L'activité de la BnF s'inscrit dans un environnement historique profond en rassemblant le patrimoine documentaire national sous toutes les formes. La BnF s'adresse à la fois à un public académique et à un public plus large. Le dépôt légal, qui joue un rôle fondamental dans la constitution encyclopédique des collections de la BnF, est en cours de dématérialisation, car plus de 50 % des collections n'ont plus de supports physiques. L'offre documentaire de la BnF est encyclopédique et sur tous supports, avec une forte augmentation du numérique et de la numérisation rétrospective.

En ce qui concerne le développement des collections, la BnF a achevé la mise à jour de la charte documentaire, disponible sur Internet. De 2005 à 2016, l'évolution a été plus thématique avec le développement du numérique, une articulation et une mise en complémentarité avec les bibliothèques universitaires. Il existe ainsi une attente des départements de la BnF par rapport à CollEx, notamment pour optimiser la connaissance mutuelle relative aux acquisitions et à la politique documentaire des établissements. La BnF serait en outre intéressée à ce que CollEx constitue le cadre d'une politique de collections partagées hors dépôt légal. La BnF, qui possède beaucoup de collections de périodiques étrangers, aimerait participer à la réalisation d'un plan de conservation partagé interministériel des collections étrangères de périodiques patrimoniales scientifiques, ce qui impliquerait d'élaborer une cartographie.

Concernant le courant, c'est de la responsabilité de la BnF (et de la BNU) de le conserver. Par rapport à la littérature grise, il existe aussi des besoins de collecte de documents numériques (archivage du Web, matériaux de recherche, jeux de données). Cela implique de maintenir l'accessibilité aux archives électroniques (cf. l'action du CINES) avec un archivage électronique distant sur 2 ou 3 sites. Il pourrait être opportun d'y intégrer la BnF avec un site de conservation à Paris et un autre en Ile-de-France : la BnF pourrait jouer dans ce cadre un rôle de réciprocité avec le CINES. Il faut également noter que la BnF aidait certains des acteurs en SHS et qu'il serait opportun qu'elle réitère à nouveau son soutien. Il faut analyser le champ des possibles pour ce rapprochement, notamment en croisant les réseaux et en s'appuyant par exemple sur les Maisons des Sciences de l'Homme. De plus, il faut également noter que la baisse des crédits a provoqué la hausse des opportunités d'acquisitions partagées.

Concernant le PEB, celui-ci ne pourra porter que sur les acquisitions, pas le dépôt légal. Si les bibliothèques de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'Ile-de-France travaillent avec un outil partagé, la BnF pourrait y participer pour ses collections hors dépôt légal. Si un dispositif plus efficace se met en place avec une circulation dématérialisée, cette approche pourra également être envisagée par la BnF.

En ce qui concerne la numérisation, des conventions de coopération numérique ont été signées entre la BnF et différentes bibliothèques (dont plusieurs n'étaient pas des pôles associés) dont des bibliothèques universitaires, des établissements de recherche et des grands établissements. Il existe par ailleurs à la BnF une filière numérisation à la demande ; ce *process* pour communication au lecteur ou à la bibliothèque doit être délimité juridiquement. Cela implique également de définir si le

service est payant ou gratuit pour l'ensemble de la communauté, suite à la demande d'un usager (notamment pour les documents libres de droit).

Des documents de référence vont être publiés par la BnF pour asseoir sa visibilité en termes d'acquisitions, de numérisation et de stratégie numérique, dans la continuité de la charte documentaire de 2005 et de la charte Gallica de 2007. Par ailleurs, une liste des bibliothèques de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche partenaires de Gallica au 31 décembre 2015 (intégration ou participation à la bibliothèque Gallica) a été publiée.

Enfin, concernant plus spécifiquement les matériaux de recherche à la BnF, il faut prendre en compte le dépôt légal du Web qui est un support de recherche à part entière, pouvant également aboutir à un service particulier à offrir aux chercheurs. Les matériaux documentaires sont aujourd'hui sous-exploités et méconnus par la recherche mais cela constituera un réservoir considérable pour la recherche, d'autant plus que la nouvelle approche du dépôt légal se met en œuvre au niveau numérique. Ce type d'offre documentaire pourrait aussi être étendu au dépôt légal des e-books. Ce sont des chantiers cruciaux pour accéder aux ressources, la BnF et l'ABES ayant à fusionner des référentiels d'autorité unique (existence d'un groupe de transition bibliographique ministériel, qui travaille sur des outils avec une même interopérabilité). Ce constat peut également être l'occasion de repenser la collection de la BnF avec les acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Des actions bilatérales sont attendues pour permettre un positionnement par rapport à une vraie politique documentaire nationale.

7 CONCLUSION DU RAPPORT DE MISSION 2

7.1 Conclusion

Le nombre de répondants à l'enquête en ligne constitue en soi un indicateur positif de l'interaction existante et à valoriser entre la communauté des chercheurs et le monde des bibliothèques.

A l'heure des grandes évolutions dans l'écosystème CADIST (avec notamment l'autonomie des universités et leur évolution en association ou en fusion, l'impact du numérique sur les acquisitions, la conservation et la diffusion, la montée en réseau des acteurs via le plan de conservation partagée, les interactions entre les communautés de chercheurs et les professionnels de la documentation via les projets Labex), il s'agit de pouvoir dessiner les axes d'une nouvelle politique documentaire nationale qui puisse répondre aux enjeux de l'accès à l'information scientifique et technique, tout en répondant de la manière la plus efficace et réactive possible aux besoins et aux attentes des chercheurs dans leurs disciplines respectives.

L'articulation et l'animation d'un réseau national et local de la documentation scientifique de niveau recherche passera par la définition d'une offre documentaire et de services associés qui puisse valoriser des ressources imprimées et numériques, qu'il s'agisse de publications scientifiques, de matériaux de recherche, de bases de données ou encore de documents patrimoniaux, autrement dit des collections hybrides d'excellence.

Cet écosystème implique la coopération d'un ensemble d'acteurs reconnus et disposant d'une expertise, d'une envergure et de moyens d'actions pour mettre en œuvre un dispositif innovant qui vise à optimiser le signalement de collections de référence présentes sur le territoire et pas toujours connues des publics cibles. Il s'agit ainsi de monter une offre documentaire depuis les acquisitions et la conservation jusqu'à la diffusion avec une étape complémentaire d'enrichissement et de valorisation qui puisse être menée conjointement par différents acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (les professionnels de la documentation et les bibliothèques, les communautés de chercheurs et les laboratoires, les acteurs de la conservation, du signalement bibliographique et de l'archivage électronique, les éditeurs et les prestataires de services informatiques dédiés à la valorisation des contenus).

Cette mise en œuvre sera possible par la création d'un dispositif reposant sur une organisation et une gouvernance dont les modalités sont clairement établies. Cela nécessite de préciser des critères de candidature et de labellisation pour les acteurs qui souhaitent participer et animer le réseau, un cadre pour les financements (qu'ils soient fixes ou variables par appels à projet notamment), ainsi qu'un périmètre précis en matière d'actions attendues pour construire une offre documentaire et de services en réseau qui répondent aux besoins des chercheurs en matière d'information scientifique et technique.



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

Synthèse du rapport de mission 3 :

Recommandations et perspectives



8 MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION 3

La méthodologie du BvDIM pour le rapport final de la mission 3 a été la suivante :

- ✓ **Analyse SWOT** (forces, faiblesses, opportunités et menaces) associée aux CADIST et au réseau CollEx.
- ✓ **Elaboration de recommandations relatives à l'opportunité de la poursuite d'un soutien national spécifique aux acquisitions pour la recherche porté par le dispositif CollEx, avec le cas échéant :**
 - les critères de cette spécificité et des recommandations sur le mode d'action à mettre en œuvre,
 - les modalités et le niveau de financement,
 - la mise en perspective de l'existant et de l'analyse prospective des besoins.

Les recommandations (en termes de service hybride de collections, services innovants, marketing de l'offre) intègrent également des propositions de nouveaux services aux chercheurs, identifiés à partir d'un benchmark de ce qui se fait déjà à l'étranger, plus particulièrement en Angleterre et en Allemagne.

9 LE POSITIONNEMENT DES CADIST ET LA QUESTION DU SOUTIEN FINANCIER AU RESEAU

9.1 L'analyse SWOT des CADIST

L'évolution des CADIST et leur positionnement peuvent être appréciés au regard d'une analyse SWOT présentant l'ensemble de leurs forces, faiblesses, opportunités et menaces, résumées dans ce tableau de synthèse :

FORCES

Visibilité du « label CADIST » au sein du réseau avec une expertise documentaire reconnue
Continuité des acquisitions et des collections avec le soutien du ministère
Capacité d'animation du réseau documentaire national
Capacité de négociations collectives pour les groupements de commandes

FAIBLESSES

Rôle partiel joué par rapport aux ressources électroniques
Prêt à distance de documents électroniques aujourd'hui impossible
Evolution partielle vers une bibliothèque de référence en réseau perçue sans réelle coordination du MENESR
Certaines fragilités des CADIST avec des budgets et des ETP souvent limités au regard des missions effectuées

OPPORTUNITES

Mener des chantiers documentaires élargis en réseau (acquisition, conservation, diffusion, prêt)
Renforcer les liens existants avec la recherche avec une offre de service adaptée
Valoriser des collections remarquables méconnues
Négocier avec les éditeurs des licences par communauté et renégocier les contrats de licence des CADIST (fin de l'étalon mètre linéaire)

MENACES

Fin de l'action des CADIST avec des silos documentaires restreints à une communauté locale de chercheurs
Renchérissement du coût des acquisitions voire manque de ressources financières au niveau local et national annonçant la baisse des acquisitions
Pérennité non garantie de l'accès à la documentation
Disparité de l'accès à l'IST sur le territoire
Perte d'attractivité des universités françaises

Au compte des opportunités, les CADIST auraient un bénéfice à s'inspirer du dispositif ISTE pour le développement de leur offre numérique (acquisitions pérennes avec archivage et facilités pour TDM), mais aussi à être associés plus étroitement, pour leur expertise, au projet ISTE 2 lui-même.

9.2 Le positionnement des CADIST au regard de l'évolution de l'accès à l'IST

Les missions historiques assurées par les CADIST ont principalement concerné l'acquisition et la diffusion de l'information scientifique et technique caractérisée par les périodiques et les monographies imprimées en langues étrangères. Avec l'émergence de l'offre documentaire numérique, le positionnement des CADIST sur ce nouveau secteur a été variable et s'est principalement constatée dans les STM, ainsi qu'en droit et en économie, parmi les disciplines SHS.

9.3 La question du soutien financier au réseau des CADIST dans un nombre circonscrit de disciplines

La question du soutien financier au réseau des CADIST dans un nombre circonscrit de disciplines invite à considérer une variété de facteurs qui les différencient fortement les uns des autres et influent sur leur périmètre d'action : typologie des établissements de rattachement, montant des subventions allouées par le ministère, nombre de chercheurs concernés. Il faut également rappeler que de nombreuses disciplines ne sont pas représentées par un CADIST (informatique, philosophie, psychologie, psychanalyse, sciences de l'ingénieur, linguistique). La notion d'interdisciplinarité n'est pas non plus directement couverte par les CADIST.

9.3.1 Des CADIST aux dimensions hétérogènes et aux disciplines disparates

Si certains CADIST disposent de ressources importantes (personnels, budgets), d'autres sont beaucoup plus petits (avec des écarts de subvention allant de quelques milliers d'euros à plusieurs centaines de milliers d'euros).

De par ces dimensionnements disciplinaires disparates, les CADIST peuvent avoir des rôles plus ou moins forts au sein du réseau des bibliothèques, avec un rôle local et/ou national plus ou moins affirmé en fonction notamment de la communauté des chercheurs associés (variable de quelques centaines à plusieurs milliers), des fonds documentaires à disposition, des acquisitions numériques consultables ou non hors site, de l'offre de services en PEB, de l'importance du CADIST dans les COMUE...

Les disciplines pour lesquelles la poursuite d'un soutien financier se pose particulièrement sont les disciplines avec une faible communauté de chercheurs, avec un champ d'investigation jugé trop limité, ou dont l'établissement de rattachement s'est recentré sur une stratégie de politique documentaire locale ne visant plus son public potentiel national.

Une suppression du soutien financier aurait un impact direct sur les acquisitions (abonnements notamment) et les services associés (arrêt du PEB le cas échéant) pour la quasi totalité des CADIST, même si certains pourront s'appuyer sur les crédits locaux (établissement ou COMUE).

9.3.2 Points d'aide à la décision

Plusieurs points d'aide à la décision pour l'avenir des CADIST, dans le contexte de transition vers le dispositif CollEx, ont été identifiés.

9.3.2.1 Des CADIST aux dimensions hétérogènes et aux disciplines disparates nécessitant une redéfinition collective des disciplines et des collections associées

13 CADIST ont bénéficié de subventions supérieures à 100.000 euros pour l'année 2015 dont 7 en STM et 6 en SHS, pour un total de 78% de l'enveloppe CADIST attribuée. Les 22% restants ont été alloués aux 20 autres CADIST. Cette situation disparate est expliquée par le fait que les CADIST peuvent représenter soit des disciplines clairement identifiées, soit des disciplines aux contours « limités » ou « flous », soit encore des disciplines potentiellement « trop larges » voire pluridisciplinaires.

Au regard de ces éléments, une redéfinition collective des collections vivantes à soutenir nationalement est souhaitable (pour notamment assurer le suivi dans les disciplines incontournables, ou rares, avec la prise en compte du fait que plusieurs disciplines ne sont pas représentées par un CADIST (informatique, philosophie, psychologie, psychanalyse, sciences de l'ingénieur, linguistique) et que la notion d'interdisciplinarité n'est pas non plus couverte par les CADIST.

9.3.2.2 La question du soutien financier des CADIST pour les acquisitions et la constitution de collections au sein des établissements

Le tableau suivant met en lumière les principaux arguments « pour » ou « contre » le soutien financier par le ministère des CADIST pour les acquisitions et la constitution de collections au sein des établissements :

LES POUR	LES CONTRE
<p>Favoriser l'accès à la connaissance pour la communauté des chercheurs avec une dimension pérenne</p> <p>Contribuer à l'attractivité nationale et internationale des établissements de l'ESR sur le territoire par leur richesse documentaire</p> <p>Capacité à soutenir des établissements avec des moyens pour des acquisitions de revues et de monographies utiles pour les chercheurs</p> <p>Existence d'opportunités pour soutenir la documentation recherche par une nouvelle voie (la fin du cycle de l'imprimé et l'émergence du cycle de l'hybride avec des services associés, la corrélation entre l'offre des bibliothèques et les besoins de recherche d'information des chercheurs, la prise en compte d'une nouvelle génération de chercheurs avec de nouveaux usages et pratiques)</p>	<p>Circulation trop faible des documents imprimés via le PEB ne justifiant plus de favoriser une politique documentaire nationale sur la documentation imprimée et électronique orientée recherche</p> <p>Existence de dimensionnements disciplinaires disparates avec parfois des communautés de chercheurs trop faibles au sein de certaines disciplines (sciences de l'éducation par exemple) n'impliquant pas un besoin de soutien</p> <p>Rôle faible joué par certains CADIST au sein du réseau avec des bibliothèques parfois refermées sur elles-mêmes, parfois corrélé au mouvement actuel vers l'autonomie des universités et les regroupements d'établissements</p> <p>Asynchronisme entre l'identification des champs de la recherche à soutenir à moyen terme et les besoins documentaires des chercheurs à court terme (inadéquation de l'offre à la demande), avec une relativité en fonction des disciplines (temps d'achat, de signalement, de mise à disposition versus travaux de recherche)</p>

10 LA POLITIQUE NATIONALE DE SOUTIEN AUX ACQUISITIONS DE DOCUMENTATION RECHERCHE DANS LE DISPOSITIF COLLEX

Les CADIST ont joué un rôle majeur dans la fourniture documentaire aux chercheurs, marqué par la mutualisation avec un niveau de PEB important, jusqu'au milieu des années 1990. Par la suite, l'apparition des ressources électroniques, acquises au niveau des établissements, par les SCD, a renforcé le rôle de ces derniers vis-à-vis du public « Recherche », et relativisé l'importance de certains CADIST dans la diffusion de l'IST, d'autant plus que d'autres accès à la documentation se sont également ouverts (via internet avec notamment la diffusion *Open access*, ou via d'autres acteurs comme l'INIST..).

Le bilan des CADIST montre que ceux-ci sont bien adaptés au modèle papier, mais qu'ils ont aussi su trouver leur place comme référents, pour leurs disciplines, dans le nouvel environnement numérique. Ils sont détenteurs au niveau national d'une part importante de la documentation « Recherche », mais il est nécessaire à présent de développer des services autour de celle-ci, qui la valorise, en se mettant plus à l'écoute des besoins des chercheurs.

10.1 Analyse des opportunités de poursuivre ou non une politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx

10.1.1 La politique documentaire nationale, une continuité historique

Historiquement, la mise en place des CADIST a été décidée pour répondre à la situation d'urgence dans laquelle s'étaient retrouvées les bibliothèques universitaires dans les années 1980. Dans les années 2000, le paradigme numérique a suscité de nouvelles modalités de soutien national, par l'appui aux groupements d'achat, qui ont permis de faire entrer des établissements plus petits dans le champ de la négociation collective. L'expertise des bibliothèques s'est également renforcée à cette occasion.

La volonté de poursuivre une politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx implique de déterminer les axes stratégiques pour la valorisation de collections d'excellence érigées par des bibliothèques de référence et reconnues sur le territoire par les communautés de chercheurs, tout en tenant compte du paradoxe que cela peut constituer dans le mouvement actuel vers l'autonomie des universités et les regroupements d'établissements en cours.

Point d'aide à la décision :

La volonté de poursuivre une politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx implique de **déterminer les axes stratégiques pour la constitution et la valorisation de collections d'excellence** érigées par des bibliothèques de références et reconnues sur le territoire par les communautés de chercheurs.

La fin du système ancien des CADIST et la définition des piliers du nouveau système CollEx comprend plusieurs volets fondamentaux : la **caractérisation des collections de référence** avec évaluation des résultats des dispositifs associés, la **création de services d'information spécialisés**, un **développement continu** prenant en compte les perspectives d'évolution des technologies et des usages associés des communautés de chercheurs en termes d'accès à l'information.

→ **Présence de chantiers documentaires innovants et partagés à mettre en œuvre au niveau local et national en termes d'acquisition, de conservation, de diffusion, et d'archivage pérenne, avec des services associés.**

10.1.2 La question de la pertinence et de la nécessité d'une action répondant aux besoins documentaires des chercheurs

La pertinence de la continuité d'une politique documentaire nationale se définit en fonction des cibles concernées : le soutien aux bibliothèques de recherche qu'elle assure est, par l'accès ainsi facilité à la connaissance, avant tout un soutien aux chercheurs eux-mêmes et aux étudiants futurs chercheurs.

Le choix de poursuivre une politique documentaire nationale peut ainsi s'inscrire dans une action volontariste : favoriser la dissémination de l'information scientifique et technique sur le territoire, afin de permettre aux communautés d'étudiants et de chercheurs *d'accéder de manière équitable et homogène* à des gisements documentaires et des collections de référence dites d'excellence dans leurs domaines.

Ce choix politique pourrait également conforter l'attractivité des universités françaises, que ce soit auprès du corps professoral, des chercheurs et des étudiants, français ou étrangers. Sans être prédominante dans les critères de choix, il faut néanmoins constater que l'attractivité de la bibliothèque est un atout indéniable pour favoriser un meilleur positionnement des universités.

Dans un paysage riche en ressources numériques, la question du champ d'action d'une telle politique documentaire - au niveau régional et/ou national - se pose de manière aiguë. Il s'agit de déterminer le bon niveau de mutualisation, qui peut être mixte avec des mises en œuvre par les regroupements de site, en complément d'actions de l'Etat menées au niveau national - sachant que les coûts d'acquisitions de ressources établis avec des groupements d'universités n'auront pas forcément d'impact en termes d'économie budgétaires, dans la mesure où le ratio « prix par utilisateur » de la ressource restera *in fine* le même, voire augmentera si les tranches d'utilisateurs sont défavorables

en volume. Une approche nationale / locale pourrait également être abordée par le biais des communautés de chercheurs, certaines d'entre elles présentant en France un faible nombre (500 chercheurs en sciences de l'éducation) et d'autres étant plus importantes (5000 chercheurs en mathématiques par exemple).

Point d'aide à la décision :

Mener une action volontariste :

- **favoriser la dissémination de l'IST** sur le territoire afin de permettre aux communautés d'étudiants et de chercheurs **d'accéder de manière équitable et homogène** à des gisements documentaires et des collections de référence dites d'excellence dans leurs domaines,
- **conforter par la même occasion l'attractivité des universités sur le territoire** français que ce soit auprès du corps professoral, des chercheurs et des étudiants français ou étrangers,
- **corriger les disparités des modèles économiques de licence existants** en menant une politique documentaire au niveau national avec des acquisitions et une valorisation de collections de niches pour des communautés spécifiques de chercheurs, que ce soit par discipline ou dans le cadre de projets de recherche transdisciplinaire,
- **mettre en œuvre une réelle coordination au niveau national avec un dispositif structurant** pour assurer l'orchestration, le suivi et l'animation du réseau en amont permettant d'irriguer, par un complément d'offre documentaire hybride (selon l'amplitude de l'offre éditoriale numérique, variable selon les disciplines), répondant aux besoins des chercheurs, les ressources qui existent déjà dans les établissements (mise à disposition des ressources documentaires spécifiques, rares et spécialisées nécessaires pour une discipline).

[10.1.3 Les modèles de licences d'acquisition en mouvement, une opportunité pour CollEx](#)

Le contexte d'évolution des CADIST vers CollEx est notamment influencé par les marqueurs suivants :

- l'immédiateté et l'universalité potentielle du numérique,
- la hausse des inégalités de l'accès des chercheurs à l'IST en fonction de la politique et des moyens des établissements,
- la constitution de bases de données numériques permettant de capitaliser la connaissance autour des réseaux avec une évolution interactive des sciences et des TIC,
- l'évolution des aspects juridiques à l'heure du numérique.

Ces éléments mettent aujourd'hui en lumière la dualité qui existe au sein des établissements entre les ressources imprimées et les ressources numériques. Les ressources imprimées qui restent pérennes impliquent un coût en termes d'espace de stockage, de conservation voire de restauration, ainsi qu'un accès moins rapide et parfois limité dans le temps et l'espace (limite du prêt à distance ou

du PEB). Les ressources numériques qui renvoient à une notion de réversibilité et d'approche aléatoire, quand elles ne sont pas acquises et archivées de manière pérenne, sont également parfois circonscrites à un seul établissement et pour une durée donnée (limite des conditions d'accès et d'usage de la ressource numérique).

Point d'aide à la décision :

Le contexte d'évolution des CADIST vers CollEx annonce le **passage d'un modèle d'acquisitions de collections accumulées sur plusieurs décennies vers un modèle varié et mouvant**, dans un marché constitué avec un « oligopole à franges » depuis la fin des années 90. Il faut recréer un mouvement pour retrouver des conditions d'équité entre les établissements, en faisant passer le coût très imposant des abonnements basé sur la répartition des abonnements papier ou le nombre global d'effectifs d'un établissement à un coût basé sur le potentiel de recherche et d'intérêt pour les ressources documentaires associées à partir du nombre d'utilisateurs réels, voire simultanés (**calcul du coût basé sur le potentiel des chercheurs utilisateurs finaux par discipline et non plus sur le nombre total d'effectifs ou sur les mètres linéaires des CADIST liés au nombre important et à la continuité des périodiques acquis**).

Ce mouvement doit être amplifié avec une équité également rétablie en faveur des auteurs scientifiques pour la diffusion en Libre accès des résultats scientifiques (faculté pour l'auteur de déposer son article scientifique dans une plateforme d'Open Access 6 mois après la parution dans une revue en STM, et après 12 mois dans une revue SHS).

Il s'agit de **pouvoir proposer une politique d'achat responsable en visant l'extension des licences nationales aux éditeurs francophones en STM et en SHS pour des ressources concernant des petites communautés et en lien avec une approche plurilingue** (langues spécifiques, collections de niche, communauté restreinte de chercheurs...). C'est dans ce cadre que pourrait notamment intervenir CollEx avec la négociation de licences pour l'acquisition au niveau national de collections spécifiques, imprimées, numériques ou hybrides, avec des ressources rares, précieuses et considérées de niche pour une discipline donnée, pour une communauté de chercheurs donnée ou pour un ensemble d'établissement répartis sur le territoire.

Il s'agit également de distinguer les disciplines SHS où ce mouvement est balbutiant et a priori plus ouvert, des disciplines STM où les positions des éditeurs sont plus serrées car déjà installées avec des offres matures.

10.1.4 L'existence de besoins documentaires non couverts exprimés par la communauté des chercheurs

Toutes disciplines confondues, les ressources documentaires qu'il serait utile de développer selon l'avis des chercheurs interrogés pour leur activité de recherche⁴ concernent:

- des **collections spécifiques** (sous-disciplines ou thématiques spécifiques définies avec les chercheurs),
- des **collections « exhaustives » en périodiques ou monographies,**
- des **documents numérisés tombés dans le domaine public,**
- des **revues scientifiques courantes.**

Les lacunes documentaires spécifiées par les chercheurs en SHS portent sur:

- les monographies,
- les données brutes (jeux de données statistiques, enquêtes, données de recherche, métadonnées) en sciences économiques et gestion et en sciences politiques,
- les documents remarquables (livres rares, anciens, précieux), dont l'offre déjà riche, et déjà largement accessible dans leurs bibliothèques numériques, stimule la demande.
- l'iconographie (comme ci-dessus, l'offre déjà riche stimule particulièrement la demande des usagers).

Des services sont attendus avec des spécificités en fonction des disciplines:

- en SHS : numérisation de documents à la demande, prêts d'ouvrages avec une durée plus longue, outils de gestion des références bibliographiques, veille documentaire avec alerte, élaboration de bibliographies à la demande, achat de livres à la demande,
- en STM : veille documentaire avec alertes, gestion des références bibliographiques, numérisation de documents à la demande, achat d'articles à la demande, élaboration de bibliographie à la demande.

10.1.5 Synthèse des opportunités pour la mise en œuvre de CollEx

Il faut souligner l'opportunité de mettre en œuvre des chantiers documentaires innovants et partagés au niveau local et national en termes d'acquisition, de conservation, de diffusion, et d'archivage pérenne, avec des services associés.

Acquisition : identifier et valoriser des collections hybrides d'excellence pas assez reconnues, garantir l'exhaustivité de la documentation au niveau national plutôt que local, renégocier les contrats de licence de périodiques électroniques des bibliothèques porteuses de CADIST, négocier de nouveaux contrats hybrides jumelant imprimé et numérique ;

⁴ Voir les conclusions de la « Mission 2 » du présent rapport..

Conservation : développer les PCP, la reliure et la restauration, la numérisation et l'archivage numérique partagés ;

Diffusion avec un signalement transverse depuis des catalogues interopérables (SUDOC, REFDON, CCFr, Calames, theses.fr, HAL, Pascal, Francis...) couplé à l'enrichissement et au moissonnage des métadonnées, optimisation des signalements et du référencement web des ressources numériques et imprimées ;

Services associés dont un service de prêt performant, la numérisation à la demande, des services bibliographiques et bibliométriques, des systèmes d'alerte, des actions de valorisation en lien avec la communauté des chercheurs, des actions de formation aux pratiques de recherche et d'exploitation de l'IST, notamment en lien avec l'Open Access et la gestion des métadonnées.

10.2 Priorisation des enjeux portés par CollEx

10.2.1 La quête d'une symbiose retrouvée entre la bibliothèque et le chercheur

Les nouvelles approches en termes d'offres documentaires et de services associés, au plus proche des besoins, impliquent la consultation des communautés de chercheurs par site d'établissements ou plus spécifiquement par champs disciplinaires.

L'interaction entre les professionnels de la documentation et les scientifiques suppose également une meilleure correspondance entre les bibliothèques et les laboratoires, telle que l'initiative des Labex peut l'orchestrer avec des projets associant les compétences en recherche et développement des laboratoires d'universités et l'expertise bibliographique et documentaire des bibliothèques, sachant que le champ de la connaissance couvre des corpus d'une extrême variété typologique et de supports.

L'enjeu d'ériger une offre documentaire utile et précieuse avec des services efficaces, reste complexe à mettre en place dans la mesure où l'exhaustivité documentaire est aujourd'hui quasi impossible à garantir. Ainsi, l'identification ou la mise en place de collections d'excellence implique de corréliser l'offre documentaire et les besoins des chercheurs utilisateurs. La constitution de comités d'experts scientifiques est à titre d'exemple une des initiatives possibles.

Point d'aide à la décision :

La quête d'une symbiose retrouvée entre la bibliothèque et le chercheur appelle plusieurs actions partagées :

- **Consultation des communautés de chercheurs** par site d'établissement ou plus spécifiquement par champs disciplinaires pour la qualification des ressources.
- Interaction entre les professionnels de la documentation et les scientifiques avec une meilleure **correspondance entre les bibliothèques et les laboratoires** (cf. l'initiative Labex avec la mise à profit des compétences en recherche et développement des laboratoires d'universités, et de l'expertise bibliographique et documentaire des bibliothèques).
- **Identification et mise en place de collections d'excellence** (offre documentaire utile et précieuse avec des services efficaces corrélés aux besoins des chercheurs utilisateurs).

Ces actions impliquent :

- La constitution de **comités d'experts avec des scientifiques**,
- La **sollicitation de chercheurs** intervenant au sein des bibliothèques pour la caractérisation et la valorisation des fonds existants,
- L'établissement de **plans de développement de collections avec la consultation de comités scientifiques et / ou l'analyse des besoins réels des utilisateurs finaux** (remontée de besoins documentaires suite à des enquêtes quantitatives ou qualitatives par questionnaire, entretiens, analyse de données d'usages...).

10.2.2 La mise en place de services innovants en adéquation avec les besoins des chercheurs

Les besoins en ressources numériques concernent l'ensemble de la communauté des chercheurs, en SHS et en STM. Cependant il faut garder à l'esprit le fait qu'il existe des spécificités intrinsèques à ces deux familles avec un besoin encore prononcé d'accéder à des ressources documentaires imprimées dans le domaine des SHS.

Dans tous les cas la notion d'exhaustivité est aujourd'hui relative avec un recentrage vers la notion de mise en valeur de collections de référence. Aussi, concernant les services d'information spécialisés, il s'agit avant tout de proposer un dispositif efficace qui permette au chercheur de pouvoir accéder idéalement aux ressources (ou a minima à leur signalement avec la possibilité d'emprunter le document) de manière simple, rapide et efficace avec la mise à profit des technologies numériques.

Un ensemble d'autres services numériques favorisant l'exploitation des collections, devraient également être développés.

Point d'aide à la décision :

La mise en place de services innovants en adéquation avec les besoins des chercheurs implique de pouvoir :

- **Evoluer vers la notion de mise en valeur de collections de référence** avec des services associés plutôt que rester sur la notion d'exhaustivité documentaire,
- **Pouvoir accéder rapidement et simplement aux ressources (ou a minima à leur signalement avec la possibilité d'emprunter le document)** avec la mise à profit des technologies numériques (système de navigation et de recherche pouvant être utilisé par l'ensemble de la communauté des chercheurs),
- **Valoriser des services de publication numérique** en lien avec des projets de **rétroconversion** et de **numérisation**, avec la **gestion et l'enrichissement de (meta)données pour la recherche** notamment exprimés par le biais de certaines bibliothèques spécialisées,
- **Elaborer une offre documentaire hybride** électronique / imprimée **avec services associés adaptés par discipline, plébiscités dans l'enquête auprès des chercheurs:**
 - en SHS : numérisation de documents à la demande, prêts d'ouvrages avec une durée plus longue, outils de gestion des références bibliographiques, veille documentaire avec alerte, élaboration de bibliographies à la demande, achat de livres à la demande ;
 - en STM : veille documentaire avec alertes, gestion des références bibliographiques, numérisation de documents à la demande, achat d'articles à la demande, élaboration de bibliographie à la demande ;

[10.2.3 Le nécessaire renouvelé contractuel pour l'acquisition et l'accès aux ressources documentaires](#)

L'acquisition, le signalement et l'accès à des collections d'excellence posent la question de la faisabilité technico-économique en ce qui concerne les modèles de licence. L'accès et la diffusion de collections de références disciplinaires ou même transdisciplinaires doit permettre qu'un groupe ou une communauté de chercheurs disséminée sur un territoire ait accès à un ensemble de documents qui pouvaient être non accessibles en dehors d'un seul et même site localisé.

Les licences nationales ou les groupements de commande devraient ainsi s'ouvrir à la notion de lecteur utilisateur basé sur des usages réels (les inscrits à une bibliothèque, les chercheurs d'une discipline donnée, les utilisateurs enregistrés avec un identifiant et un mot de passe) et non en termes de possible utilisateur avec des usages potentiels (le nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs d'une université).

Par ailleurs, il s'agira également de revoir la modélisation des coûts affectés aux bibliothèques porteuses de CADIST, qui est historiquement basée sur une indexation à partir des mètres linéaires

(en relation avec le nombre d'abonnement, renouvelés depuis de longues années) et non des usagers réels, cette situation pénalisant fortement les CADIST par rapport à d'autres bibliothèques dans la mesure où elles peuvent posséder d'importants fonds historiques ou patrimoniaux qui viennent ainsi charger le coût d'acquisition des ressources par le CADIST.

L'évolution des collections d'excellence devra ainsi être corrélée à un saut d'innovation au niveau tarifaire avec des licences établies pour des communautés prédéfinies et donnant droit à des accès à des bouquets de revues et à des bases de données. Cette démarche devrait logiquement s'élargir au niveau européen pour une couverture plus grande des communautés par champs disciplinaires.

Parallèlement, l'optimisation des budgets fait qu'il est aujourd'hui important de rationaliser l'offre documentaire des établissements en minimisant l'acquisition de références en « x exemplaires » et en visant à avoir au moins un exemplaire disponible sur le territoire au sein du réseau, notamment par le prêt à distance⁵ ou le prêt entre bibliothèques (PEB).

Point d'aide à la décision :

Le nécessaire renouveau contractuel pour l'acquisition et l'accès aux ressources documentaires implique :

- de permettre à un groupe ou une communauté de chercheurs disséminés sur le territoire d'avoir accès à un même ensemble de documents,
- d'ouvrir les licences à la notion de lecteur utilisateur basé sur des usages réels,
- de revoir la modélisation des coûts affectée aux CADIST,
- de rationaliser l'offre documentaire des établissements.

[10.2.4 L'émergence de collections hybrides de documents de référence utiles pour la recherche](#)

Il ne s'agit pas de prime abord de remplacer l'ensemble des ressources imprimées par leur équivalent numérique mais d'aboutir à une offre documentaire hybride. Elle vise à renforcer la diffusion de l'offre existante numérique mais aussi à permettre des acquisitions imprimées spécifiques afin de pérenniser une collection particulière dans le respect des droits d'accès et de reproduction. Dans tous les cas, la priorisation des enjeux portés par CollEx est déterminée en lien avec les besoins exprimés par les chercheurs en matière d'IST.

⁵ Certaines bibliothèques proposent un envoi postal de livres directement aux usagers, sans passer par l'intermédiaire d'une autre bibliothèque comme dans le PEB (exemple : Bibliothèque cantonale universitaire de Lausanne : <http://www.bcu-lausanne.ch/services/prest/prest-a-distance/>)

Par ailleurs, il ne faut pas appuyer de manière significative la notion de « retard » possible entre les SHS et les STM par rapport aux ressources numériques dans la mesure où la nature accumulative des ressources en SHS a été menée avec une profondeur chronologique importante. La question des échanges de données, la place du multilinguisme, les échanges de corpus au niveau mondial, les offres mixtes papiers/numériques, et les traitements spécifiques sur des données ou des documents particuliers (cartes, images, sons, audio-vidéos) sont autant de possibilités d'enrichissement des gisements documentaires. Il n'existe pas de course au numérique entre les SHS et les STM. Il s'agit avant tout de répondre aux besoins des communautés de chercheurs discipline par discipline au regard des opportunités offertes par les technologies pour proposer des collections hybrides de référence et d'excellence avec des services associés.

Point d'aide à la décision :

L'émergence de collections hybrides de documents de référence utiles pour la recherche implique de pouvoir :

- **Aboutir à une offre documentaire hybride visant à renforcer la diffusion de l'offre numérique existante et permettre des acquisitions imprimées spécifiques afin de pérenniser une collection particulière dans le respect des droits d'accès et de reproduction associés,**
- **Ne pas appuyer de manière significative la dichotomie et la notion de retard possible entre les SHS et les STM, moins profonds qu'on ne le croit,**
- **Répondre aux besoins des communautés de chercheurs discipline par discipline,**
- **Rationaliser les chantiers documentaires en fonction des disciplines et des opportunités, en sollicitant directement les chercheurs lorsque cela est possible (communautés bien identifiables),**
- **Viser une situation associant mieux les communautés de chercheurs en tant que producteurs (notamment d'articles en *Open Access*) et utilisateurs finaux, et des responsables de documentation en tant que fournisseurs et révélateurs de contenus.**

10.2.5 La mise en œuvre d'un cadre structurant clair, simple et compris par l'ensemble des acteurs et opérateurs

Il faut un cadre politique structurant pour renforcer les liens entre les chercheurs et les professionnels des bibliothèques, car même si le mouvement de l'Open Access permet d'avoir accès de manière dématérialisée et instantanée à une pléiade de documents, il s'agira toujours de pouvoir s'appuyer sur les bibliothèques pour l'accès à des ressources spécifiques, rares ou coûteuses. Ce repositionnement passe par le travail sur les infrastructures de recherche lancé au niveau national qui peuvent être déployées en fonction des spécificités et des besoins de certaines disciplines : nécessité d'importants instruments pour la recherche dans le domaine de la physique par exemple, nécessité de mettre en place des infrastructures numériques notamment dans le domaine des

mathématiques, opportunité de valoriser des archives de chercheurs et des matériaux de recherche dans une infrastructure numérique pour les sciences humaines et sociales.

Cette dynamique a été lancée en 2009 avec la création de la Bibliothèque Scientifique numérique (BSN), instrument pour l'accès et la valorisation de l'information scientifique et technique, qui vise à agréger le paysage de l'information documentaire au service de la recherche avec 10 segments couvrant les problématiques essentielles : acquisition des archives scientifiques et abonnement aux revues, services associés (dispositif, accès, hébergement), bases de données bibliographiques, actions de valorisation des archives ouvertes (Open Access avec plateforme nationale d'archive ouverte), numérisation du patrimoine scientifique (dont plateforme Persée), archivage pérenne, édition scientifique publique, fourniture de documents et PEB, formation, données de la recherche.

Le cadre de la politique générale de la BSN a permis l'émergence d'infrastructures de recherche en IST avec notamment 4 plateformes inscrites sur la feuille de route 2016 (plateforme *OpenEdition* pour l'édition libre, portant notamment revues.org, plateforme HAL pour les archives ouvertes, plateforme NUMEDIF pour la diffusion de l'édition scientifique publiée sous forme de monographies, et plateforme de coopération CollEx-Persée).

La BSN évoluant vers un dispositif de pilotage et de décisions politiques, au sein du CODORNUM (comité d'orientation numérique), plusieurs segments opérationnels seront assurés par CollEx-Persée.

Il s'agit de pouvoir déterminer les conditions de mise en œuvre d'une infrastructure d'information avec un consortium d'acteurs pour définir la feuille de route des collections hybrides d'excellence à valoriser ou à constituer avec des services associés, permettant un repérage clair, rapide et efficace pour un accès pérenne à des ressources documentaires imprimées ou numériques. Pour ce faire, il faut que les missions visées par l'infrastructure d'information répondent à des exigences de collecte, de sauvegarde et de diffusion à l'instar des principes érigés par l'initiative du Center for Research Libraries américain (« Collect, Preserve, Connect »).

Point d'aide à la décision :

La mise en œuvre d'un cadre structurant clair, simple et compris par l'ensemble des acteurs et opérateurs est corrélée aux actions suivantes :

- **Disposer d'un cadre politique structurant pour renforcer les liens entre le monde de la recherche et le monde de la documentation**, car même si le mouvement de *Open Access* permet d'avoir accès de manière dématérialisée et instantanée à une pléiade de documents, il s'agira toujours de pouvoir s'appuyer sur les bibliothèques pour la valorisation et l'accès à des ressources spécifiques, rares ou coûteuses, notamment imprimées.
- **Soutenir les infrastructures de recherche lancées au niveau national** qui peuvent être déployées en fonction des spécificités et des besoins de certaines disciplines, mais y compris aussi désormais de manière transversale en IST ;

- **Déterminer les conditions de mise en œuvre d'une infrastructure d'information avec un consortium d'acteurs volontaires** pour définir la feuille de route des collections hybrides d'excellence à valoriser ou à constituer avec des services associés, permettant un repérage clair, rapide et efficace pour un accès pérenne à des ressources documentaires imprimées ou numériques.
- **S'assurer que les missions visées par l'infrastructure d'information répondent à des exigences de collecte, de sauvegarde et de diffusion** pour le signalement, la valorisation et l'accès à des collections hybrides répondant aux besoins de la communauté des chercheurs.
- **Etablir le maillage du réseau CollEx dans la galaxie d'une IST partagée et rationalisée** avec notamment une articulation entre les dispositifs nationaux BSN, CollEx-Persée, ISTEEX ; la prise en compte des IDEX et Labex ; l'amélioration constante des services : PCP, rétroconversions, qualités des catalogues et des référentiels, PEB type SUBITO avec une fourniture de documents à distance « PREMIUM » ou innovante avec des logiciels type Visiodoc ou ARIEL, numérisations à la demande, services bibliographiques et bibliométriques, solutions type « Pay-per-view » ou « Patron Driven Acquisition » pour l'achat à la carte par l'utilisateur final.

10.3 Mode de financement

La définition de la part du budget d'acquisitions pour CollEx peut être approchée au regard de différentes initiatives menées dans d'autres pays, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis, et au Royaume-Uni, permettant d'illustrer les exemples de projets documentaires ainsi que les pratiques, certains services associés et leurs tarifications.

10.3.1 L'exemple allemand avec le financement par appel à projets des FID

En Allemagne, depuis la suppression des SSG (Sondersammelgebiete : collections spéciales, un modèle qu'on peut rapprocher de celui des CADIST), les actions documentaires visant à favoriser la diffusion de l'information scientifique et technique sont soutenues financièrement par la DFG (Deutsche Forschungsgemeinschaft - Fondation allemande pour la recherche), sur appel à projets, s'ils répondent aux besoins de l'ensemble d'une communauté de chercheurs. Les projets doivent porter sur la constitution de services d'information scientifiques spécialisés (Fachinformationsdienste für die Wissenschaft – FID), dont les objectifs peuvent varier en fonction des besoins des communautés scientifiques. Les dispositifs doivent également s'appuyer sur des normes (pouvant évoluer, ce qui implique de conduire une véritable veille technologique), et des usages numériques associés à la diffusion, au traitement et à l'archivage électronique notamment. Ces projets ne sont financés que s'il existe une application certaine.

En parallèle, des programmes spécifiques de numérisation, de licences spéciales, de rétroconversion et de signalement ont également pu être portés par la DFG, de même que des achats d'archives avec archivage, numérisation et usages associés élargis et plus vastes que ceux permis par les accords

standards. Cette dernière initiative peut coûter cher la première année mais ouvre un accès pérenne à tous les citoyens et la disponibilité est vérifiée pour l'ensemble du territoire.

Sur le plan financier, des clés de répartition sur les contributions budgétaires aux projets ont été établies entre l'État central et les Länder pour l'enveloppe globale, la répartition des dépenses par rapport aux projets étant décidée en interne au niveau local. Des moyens humains permettant de développer des projets avec des chercheurs peuvent être demandés dans le cadre des appels à projets (des scientifiques ont pu rejoindre des équipes de bibliothécaires). Les montants octroyés sur 5 ans pour le financement des projets concourent à hauteur de 10 millions d'euros par an, soit un budget de 50 millions sur 5 ans, le financement des rétroconversions étant compris dans l'enveloppe ; sur la période 2013-2015, 50 demandes de création de services d'information scientifiques spécialisés (FID) ont été évaluées par un comité d'expert composé de scientifiques, et 33 FID ont été financées avec un budget de 33 millions d'euros sur 3 ans, la somme étant variable et adaptable en fonction des demandes suivantes.

La problématique du Libre Accès se pose par ailleurs également en Allemagne, et notamment la question de l'impact de la contribution des auteurs sur les collections, lesquels feront évoluer plus ou moins vite l'équilibre entre Libre Accès (notamment en Gold) et accès sur abonnement. En Allemagne, des plafonds ont été fixés : la stratégie de développement de l'*Open Access* est menée, pour son versant « Gold », avec une limitation des coûts conditionnés par la limite des financements de la DFG (2000 euros maximum par article). Un effort de maîtrise est demandé, mais le problème reste complexe, notamment pour l'évaluation des besoins, car les coûts sont définis par les éditeurs.

Parmi les actions encouragées, la coopération avec d'autres établissements partenaires au sein d'une discipline peut être mise à profit pour constituer des collections d'excellence avec des services d'information spécialisés et pour favoriser des contrats de licence (revues et e-books) au niveau de la communauté des chercheurs de la discipline (et non pas seulement au niveau local), ainsi que pour permettre l'acquisition de documents imprimés si la numérisation n'est pas possible ou limitée à certains droits. Ces initiatives en réseau peuvent également favoriser la numérisation à la demande de documents libre de droits, ainsi que la mise en place d'archives ouvertes spécialisées pouvant aller jusqu'à la publication de littérature grise avec un DOI associé (lien persistant), la fourniture de métadonnées aux outils de référencement (type GeoRef ou Refdoc), et des liens entre les publications et les données de la recherche correspondante.

[10.3.2 L'exemple nord-américain avec le consortium international Center for Research Libraries \(CRL\)](#)

Le CRL (Center for Research Libraries) est un consortium de coopération nord-américain entre des universités et bibliothèques indépendantes de recherche, créé par 10 bibliothèques en 1949 et élargi depuis cette date à 200 membres y compris à l'international, et qui a pour but de répondre de manière mutualisée aux problématiques d'acquisition, de conservation et de diffusion de certaines ressources documentaires.

Si l'on le compare à différents opérateurs français de l'IST, c'est à la fois une sorte de CTLe (silo de conservation de collections matérielles), de Persée (numérisation de ressources : thèses, périodiques, documents spécifiques - exemples : "Pamphlets and Periodicals of the French Revolution of 1848") et de consortium d'acquisitions électroniques comme Couperin (spécialement pour la négociation de ressources ciblées, disciplinaires : francophone par exemple).

L'adhésion au consortium est payante (« voting member cost share ») avec un montant annuel minimum de 1 200 \$ et maximum de 73 000 \$, selon le mode de calcul suivant: dépenses annuelles d'acquisition (moyenne sur les 5 dernières années) X 0,52% avec déduction les deux premières années (1/3 du prix total puis 2/3 du prix total à payer).

Des membres étrangers peuvent y adhérer (« global membership ») avec un montant annuel minimum de 2 000 \$ et maximum de 13 000 \$, avec un engagement minimum de trois ans pour bénéficier des avantages suivants:

- diffusion numérique de documents scannés en réponse aux demandes de prêt, des collections numérisées par CRL pour la recherche et l'enseignement, et des articles et chapitres envoyés par la fourniture de documents ARIEL ;
- accès de prêt interbibliothèques à une collection de 3,5 millions de ressources de microformes (période de prêt de 90 jours, périodes de prêt renouvelables sur demande, livraison au 4e jour sur la plupart des demandes, possibilité de charger des notices et des jeux de données sans frais avec mises à jour périodiques, accès en ligne à la base de données LLMC – digital en texte intégral avec plus de 73 000 volumes de publications juridiques primaires, accès en ligne à The Charleston Advisor, accès aux webinars, ateliers et forums, recherches personnalisées via le service aux utilisateurs).

Le CRL est organisé en plusieurs sections thématiques, notamment un groupe collaboratif pour les acquisitions de ressources francophones, le CIFNAL (Collaborative Initiative for French Language Collections). Le CRL-CIFNAL négocie pour ses 50 membres des conditions d'achat ou d'abonnement à des ressources électroniques pour ses bibliothèques membres et facilite les échanges coopératifs d'idées et de ressources entre les bibliothèques de recherches francophones et nord-américaines.

Une des plus récentes initiatives du CRL est la conclusion d'un accord d'abonnement à l'offre OpenEdition Freemium for Journals qui concerne potentiellement ses 200 membres et plus spécialement les membres du CIFNAL. La possibilité d'élargir le partenariat à l'offre de livres d'OpenEdition a également été envisagé.

10.3.3 Les perspectives d'évolution des services et les exemples de progrès réalisés à l'étranger en termes de services associés de fourniture de document (modèles au Royaume-Uni et en Allemagne)

10.3.3.1 Le service British Library on Demand

La British library qui a arrêté l'envoi de PEB sans « copyright fee » a lancé **un seul service standard de fourniture à distance de document payant avec le coût de l'envoi** ("service cost" de la British Library) **et le coût du copyright** ("service cost" de la British Library), de 12 £ à 70 £ en moyenne en fonction des options avec la **possibilité de confirmer la disponibilité pour chaque référence recherchée dans le catalogue**, de **choisir son format** de réception (téléchargement crypté, envoi d'un document imprimé, envoi d'un CD ou DVD), de **sélectionner le délai de livraison** (2 heures, 24 heures, 4 jours), et la **qualité de la numérisation** (standard ou haute) avec la **transparence des prix** (en moyenne de 10£ à 70£).

Pour lire les documents fournis en téléchargement crypté il est **nécessaire d'utiliser le logiciel FileOpen, un logiciel de gestion des droits numériques simple**, installé sur son ordinateur.

10.3.3.2 Du prêt entre bibliothèques (Fernleihe) pour les livres en Allemagne au prêt SUBITO pour les utilisateurs en Allemagne, en Autriche et en Suisse⁶

Le prêt entre bibliothèques pour les livres en Allemagne (Fernleihe) est un **service payant pour l'enseignement, la recherche et la formation** avec des conditions variables en fonction des bibliothèques mais la plupart des bibliothèques se sont mises d'accord pour une réglementation commune : la «Leihverkehrsordnung des Leihverkehrs in Deutschland (LVO)».

Ce service implique de faire venir un livre scientifique lorsqu'il n'est disponible dans aucune bibliothèque de la ville du demandeur, et qu'il ne peut être acquis à un prix « modeste ». Sont exclus du prêt entre bibliothèques :

- les œuvres rares, anciennes (surtout avant 1800),
- les documents abimés et en mauvais état de conservation,
- les ouvrages ayant un format hors-norme (trop grand ou très petit),
- les œuvres publiées par fascicules,
- les documents classés dans les salles de lecture.

⁶ Données issues du site de Annette Schläfer, mise à jour au 04/05/2012

Pour des raisons juridiques, les bibliothèques n'ont pas le droit de fournir par un service de fourniture un article qui est par ailleurs en vente via pay-per-view.

Parallèlement, le service de **prêt innovant SUBITO** a été lancé pour les utilisateurs en **Allemagne, en Autriche et en Suisse**. **SUBITO, service électronique de fourniture de documents** (elektronische Lieferdienste) permet l'envoi **électronique de documents par email avec une interface** via laquelle l'utilisateur peut effectuer ses commandes lui-même, sans passer par une bibliothèque. Les articles scannés peuvent être envoyés par email au format PDF, fax ou par la poste.

Après une suspension assez longue pour des problèmes de droits, SUBITO livre à nouveau des articles et extraits de livres au format PDF à des **utilisateurs habitant en Allemagne et de façon plus restreinte des articles de revues sous contrat avec SUBITO aux utilisateurs à l'étranger**.

Une fois enregistré, on reçoit immédiatement un numéro de client et un mot de passe pour se connecter à l'interface de recherche de SUBITO. Or, le compte ne sera actif pour les commandes de documents que lorsqu'on aura rempli et renvoyé par fax ou courrier postal un formulaire avec les coordonnées de sa carte bancaire.

SUBITO permet non seulement de commander des articles de revues scientifiques, mais aussi des articles d'ouvrages collectifs ou des extraits de livres (maximum 15% d'un livre). La livraison coûte entre 5 € et 6,50 € pour un article (tarif étudiant) et se fait dans les 72 heures (livraison normale) ou sous 24 heures (livraison rapide).

10.3.3 Comparatif de tarifs de prêts et de fourniture de documents à distance issus de bibliothèques françaises ou des deux services cités (British Library et Subito) – exemple de la tarification pratiquée par le SCD de Perpignan

Ainsi pour le prêt entre bibliothèques, on peut distinguer : **l'envoi classique d'un document par la poste pour un livre entier ou une photocopie d'un article, l'envoi par fax (photocopie d'un article), l'envoi par mail d'un article scanné.**

Photocopies

France : prix moyen de 7 € par tranche de 50 pages (gratuit si réciprocité entre établissements)

Etranger : SUBITO (11,50 €), British Library (16 €), autres : répercussion du coût

Prêt d'ouvrages

France : 13,50 € ou 6 € de frais de port si réciprocité entre établissements

Etranger : SUBITO (25,50 €), British Library (39 €), autres : répercussion du coût jusqu'à 39 €

Prêt de thèses

France : 16 € ou 8,5 € si réciprocité entre établissements

Etranger : répercussion du coût

(Données issues de l'Université de Perpignan, mars 2016)

10.3.4 Le mode de financement le plus approprié (financement régional ou national)

L'illustration des différents exemples de projets et de pratiques dans des pays étrangers appuie l'idée que le mode de financement le plus approprié pour CollEx est un financement mixte avec :

- **une enveloppe au niveau national pour les bibliothèques référentes** dans leur domaine et enclines à assurer l'animation et le suivi opérationnel du maillage sur le territoire ;
- **le financement par appels à projets spécifiques** par des acteurs locaux et pour des disciplines données, en lien avec un corpus donné, une communauté de chercheurs et des services associés répondants à leurs besoins.

Dans tous les cas, ce financement mixte appelle l'objectif d'avoir un **signalement national des ressources** et des **archives pérennes**.

Il s'agit ainsi pour le financement de CollEx de:

- **Formaliser une action de financement récurrente et cohérente au niveau national** au regard de la politique documentaire définie par rapport à des objectifs stratégiques et territoriaux notamment en fonction des disciplines et des établissements acteurs historiques ou non.
- Définir la part du budget, consacrée actuellement aux acquisitions de documentation recherche, pouvant éventuellement être redéployée sur les autres actions dans le dispositif CollEx dans le cadre d'**appels à projets visant une communauté ou un territoire spécifique** (avec une partie financée par le demandeur).

10.3.5 Recommandations sur le mode d'action à mettre en œuvre, avec modalités et niveau de financement

Concernant les recommandations sur le mode d'action à mettre en œuvre, avec modalités et niveau de financement, il est important de considérer deux niveaux distincts avec :

- **des missions nationales (acquisitions de niche, numérisation, conservation partagée, signalement, référencement web):**

- acquisitions de ressources électroniques pérennes et de monographies orientées « niche »,
- acquisitions en licence nationale « communauté de chercheurs »,
- actions de conservation (restauration et reliure),
- conservation partagée,
- fourniture de documents (PEB),
- information cartographique,
- diffusion et accès à l'IST via un portail documentaire à guichet unique.

- des missions spécifiques (projets spécifiques ou complémentaires):

- acquisitions ou restauration de ressources spécifiques,
- actions de valorisation (bibliographies de conférences et de colloques, formations, traduction),
- valorisation scientifique (expositions, présentations, conférences, enrichissement du site internet de la bibliothèque etc.,
- édition scientifique de texte (catalogue d'exposition, articles, aide à la publication numérique),
- enrichissement de contenu et signalement à valeur ajoutée (indexation, métadonnées).

Point d'aide à la décision :

- **Financer une politique documentaire sur une période minimale de 4 à 5 ans avec évaluation et reconduction possible à terme (clause de révision)** pour offrir une visibilité de développement,
- Pouvoir **soutenir des projets complémentaires sur une période plus courte** (projets hors acquisitions par exemple),
- **Avoir le soutien ou le retour de besoins de la cible des utilisateurs chercheurs** visés par le projet documentaire,
- **Mettre en place une offre de prêt amélioré avec un service Express à la demande** type SUBITO en Allemagne ou selon les caractéristiques de services de celui proposé par la British Library par mise en correspondance avec les catalogues des acteurs et opérateurs de l'IST:
 - « Réseau Refdoc-Sudoc » pour le PEB ou l'accès à la ressource numérique (notamment pour les périodiques des CADIST),
 - « Réseau Sudoc-CCFr-BnF-BM » pour un prêt opérationnel de document sur le territoire,
 - « Réseau CollEx-Persée-CTLES-BnF » pour la cartographie des ressources conservées via le PCP, numérisées via CollEx et la BnF,
 - « Réseau CollEx-Persée-BSN-ISTEX-Labex/IDEX » pour les champs disciplinaires et transdisciplinaires émergents.

Une action en réseau « CollEx-Persée-CINES-BNF » est également opportune pour proposer un service mutualisé d'archivage pérenne de ressources documentaires électroniques.

10.3.6 Modalités opérationnelles de la mise en œuvre du GIS

Les modalités opérationnelles, avec la mise en œuvre du GIS préconisée par le ministère, impliquent d'organiser la coopération entre de grandes bibliothèques patrimoniales et scientifiques, associées aux opérateurs IST nationaux, et de développer des services au plus près des chercheurs en s'appuyant sur un GIS créé pour un certain nombre d'années, dont les premières missions seront :

- d'identifier les collections d'intérêt national pouvant bénéficier en priorité aux chercheurs,
- de définir des services associés.

Cette mise en œuvre peut se concrétiser par le maillage du dispositif avec :

- un réseau documentaire national qui répond notamment à des appels projets portés par la structure administrative du GIS,
- des collections labellisées par le GIS,
- un financement par le MENESR du GIS CollEx-Persée et éventuellement, via ce dernier, de certaines collections labellisées. Des financements complémentaires seront également recherchés.

Les membres du GIS sont des établissements partenaires, comprenant notamment les opérateurs IST de l'Etat et des établissements délégataires de missions et de moyens. Parmi les partenaires un établissement porteur est gestionnaire du GIS.

- Les établissements partenaires: ce sont les opérateurs ayant un rôle structurant au niveau national pour le positionnement du GIS et des ressources associées.

- Les bibliothèques délégataires : elles amènent la qualification et la qualité des collections de leur établissement, des matériaux de recherche, une capacité d'agir en réseau, des moyens affectés au développement des collections (capacité à animer un réseau, à assurer la responsabilité de projets avec plusieurs établissements, à proposer des services à la recherche avec des programmes d'actions, à mettre en œuvre les objectifs de CollEx dont un meilleur signalement et référencement des collections pas assez visibles, et à assurer une cartographie documentaire de référence pour la communauté des chercheurs avec le développement de services via des plateformes et les dispositifs des opérateurs).

- L'établissement porteur : il apporte des compétences et une capacité pour gérer le budget et les moyens du GIS. Le GIS dispose à sa création d'un unique établissement porteur pour assurer sa gestion, mais rien n'exclut, le cas échéant et selon les besoins de gestion, d'évoluer par exemple vers un dispositif constitué de « plateaux techniques » gérés chacun par un établissement porteur propre (exemple d'autres GIS).

Le choix de la labellisation de CollEx est lié à la qualité et à la richesse des collections, à la recherche d'une complétude documentaire d'excellence avec des collections spécifiques et originales.

Les critères de sélection des partenaires du GIS et des collections labellisées peuvent être complémentaires.

L'organisation du GIS est également orchestrée avec un directeur, un comité opérationnel, un conseil de partenaires et un conseil scientifique.

La constitution du GIS implique également de programmer la rupture de convention avec les CADIST et par ailleurs, compte tenu du fait qu'il est créé sur une base de volontariat, de lancer deux appels à manifestation d'intérêt portant sur :

- la constitution du GIS lui-même,
- l'obtention du label CollEx (dans un second temps).

Point d'aide à la décision :

La mise en œuvre du GIS doit anticiper plusieurs impacts organisationnels et financiers dont notamment les points clés suivants :

- **La prise compte de l'impact des modalités d'achats publics pour la documentation sur plusieurs années,**
- **Le lancement des appels à projet avec un financement du demandeur à hauteur de 50% pour une responsabilisation et un investissement pour la mise en œuvre et la réalisation.**
- **La possibilité de permettre la « double éligibilité » d'un établissement (sélection d'un établissement pour plusieurs disciplines), le rapprochement éventuel de CADIST et/ou d'établissements amenés à collaborer sur un même champ disciplinaire (comme par exemple l'École française d'Athènes, l'École française de Rome et la Sorbonne), ainsi que la sélection de groupements dans le cadre des appels à projets.**

10.3.7 Critères de sélection des acteurs de l'écosystème CollEx

Plusieurs critères de sélection doivent être retenus pour l'éligibilité des acteurs dans l'écosystème CollEx. Il s'agit notamment de pouvoir apprécier les capacités et expertises des acteurs concernés en termes de gestion et de valorisation de collections documentaires, d'animation et de négociation en réseau illustrés par les critères suivants :

- Richesse des collections notamment avec des fonds rares et anciens dont des unica,
- Visibilité des collections avec présence de collections de niches remarquables,
- Services PEB performant,
- Facilité d'accès et d'ouverture de la bibliothèque aux chercheurs (à distance ou sur site),
- Compétences et moyens humains associés avec capacité de négociation et d'actions dans le réseau Couperin notamment et pour animer un réseau (communauté disciplinaire ou projet transdisciplinaire),
- Activité internationale avec participation à des projets consortiaux ou du PEB international,
- Politique d'évaluation des usages (enquêtes, entretiens, indicateurs d'usage, tableaux de bord),

- Sollicitation d'une expertise « recherche » pour caractériser les collections (comités scientifique, doctorant en mission documentaire),
- Acquisition ou possession d'infrastructure matérielle professionnelle de numérisation,
- Services de valorisation,
- Référence nationale ou internationale en documentation dans une discipline,
- Présence d'un conseil ou d'un comité scientifique, plan de développement des collections, charge documentaire, schéma directeur de la documentation ou de la numérisation ou du numérique,
- Projets de constitution de bibliothèque numérique notamment patrimoniale,
- Collaboration avec la BnF,
- Fourniture innovante de documents à distance,
- Interaction avec un réseau disciplinaire identifié ou au sein d'une COMUE.

Cette liste fournie à titre indicatif pourrait être enrichie par des coefficients de pondération afin de prioriser certains critères par rapport à d'autres. Cependant cette approche complémentaire devrait le cas échéant être établie avec précaution afin de prendre en compte les spécificités inhérentes aux disciplines en SHS et en STM.

10.3.8 Les différentes approches possibles pour la cartographie documentaire

Point d'aide à la décision :

Différentes approches sont possibles et complémentaires pour établir une cartographie documentaire des disciplines, des établissements associés, des territoires et des ressources documentaires associés susceptibles d'être valorisées dans le cadre de CollEx-Persée. Il s'agit notamment d'identifier :

- les **programmes interdisciplinaires** financés ou à venir via les Initiatives d'Excellence (IDEX) des Universités labellisées ;

Exemples de champs de recherche interdisciplinaire : La personne en médecine ; Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène ; Imageries du Vivant ; Énergie, Territoire et Société ; Identités numériques, Réseaux, Corps ; Les sociétés plurielles

- les **thématiques de recherche en plein développement** et soutenues via les laboratoires d'Excellence (Labex) au sein des établissements labellisés ;

Les disciplines les plus représentées par les Labex concernent principalement des disciplines en STM (biologie-santé, énergie, environnement-sciences de l'Univers, nanotechnologie, sciences du numérique) mais il existe également des projets Labex orientés en SHS.

- les **technologies clés** avec les secteurs de Recherche et Développement identifiés dans le cadre de travaux prospectifs (Rapport des technologies clés 2020) ;



Les neufs secteurs clés, qui couvrent 47 technologies, sont : Alimentation, Environnement, Habitat, Sécurité, Santé et bien-être, Mobilité, Énergie, Numérique, Loisirs et culture.

- les gisements actifs sur le territoire avec une **forte présence des corps d'enseignants- chercheurs et étudiants** ;

Les effectifs d'enseignants et chercheurs les plus importants sont notamment présents en Ile-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon et Grenoble). On peut noter que l'espace géographique Bretagne/Pays de Loire, riche également en enseignants et chercheurs, n'a jamais vu la création de CADIST.

- les **regroupements d'établissements** effectués, en cours ou à venir sur le territoire ;

La dynamique de regroupement d'établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche présente une incidence particulière en Ile-de-France où, du fait du nombre élevé d'universités et d'établissements, se concentre un grand nombre de COMUE.

- la **position territoriale des bibliothèques de référence (actuelles bibliothèques CADIST ou autres)** ;

La carte nationale des CADIST montre que ceux-ci sont majoritairement positionnés en Ile-de-France, avec néanmoins une répartition de quelques disciplines sur le territoire (12 sur 33).

- les **grands établissements** rattachés au MENESR ou à d'autres ministères, et susceptibles de pouvoir rejoindre l'initiative CollEx.

Il existe un ensemble de grands établissements qui sont rattachés au MENESR (dont certains sont déjà CADIST : INHA, MQB, MNHN...), ou à d'autres ministères, ainsi que des établissements publics de coopération (Agreenium) ou des réseaux (RnMSH...), susceptibles, par leur richesse documentaire et par la diversité des disciplines couvertes, de pouvoir rejoindre l'initiative CollEx.



BUREAU VAN DIJK

INFORMATION MANAGEMENT

Schémas et cartes :

➤ LABEX :

Biologie - Santé : [AGRO](#), [BRAIN](#), [DEVWECAN](#), [EGID](#), [EpiGenMed](#), [GENMED](#), [GRAL](#), [HEPSYS](#), [IBEID](#), [ImmunoOnco](#), [INFLAMEX](#), [INRT](#), [LERMIT](#), [LIFESENSES](#), [MAbImprove](#), [MEDALIS](#), [MemoLife](#), [MILIEU INTERIEUR](#), [NetRNA](#), [REVIVE](#), [SPS](#), [TRAIL](#), [TULIP](#), [VRI](#)

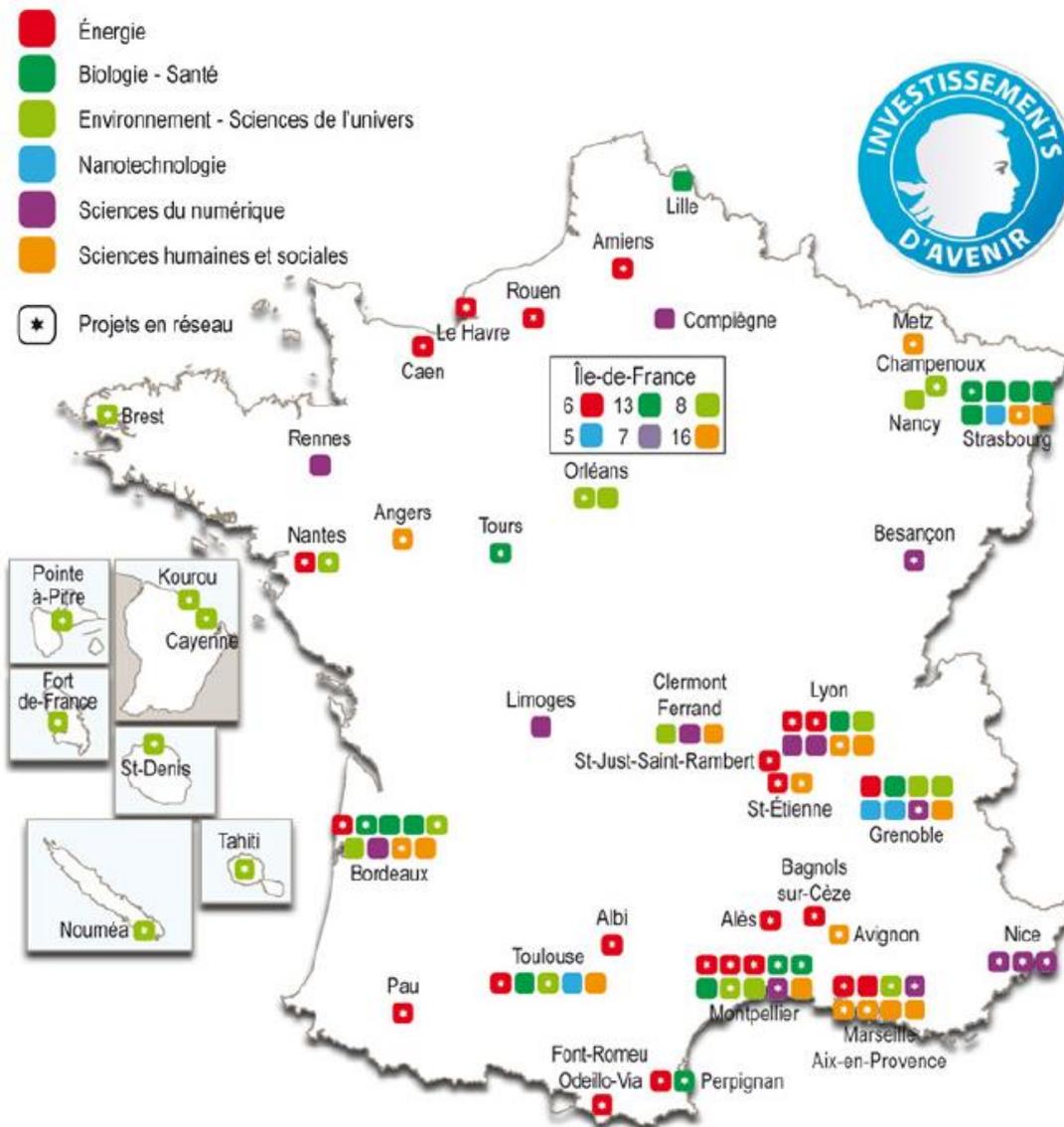
Energie : [CEMAM](#), [CheMISyst](#), [EMC3](#), [Imust](#), [MATISSE](#), [MEC](#), [PALM](#), [SISE-MANUTECH](#), [SOLSTICE](#), [STORE-EX](#)

Environnement - Sciences de l'Univers : [AECC](#), [BCDIV](#), [CEBA](#), [CeMEB](#), [CLERVOLC](#), [CORAIL](#), [COTE](#), [ESEP](#), [ILP](#), [LIO](#), [L-IPSL](#), [MER](#), [OSUG@2020](#), [P2IO](#), [RESSOURCES21](#), [UnivEarthS](#), [VOLTAIRE](#)

Nanotechnologie : [CSC](#), [FNS-ICFP](#), [IPGG](#), [LANEF](#), [MiChem](#), [MINOS](#), [Nano-Saclay](#), [NEXT](#), [SEAM](#)

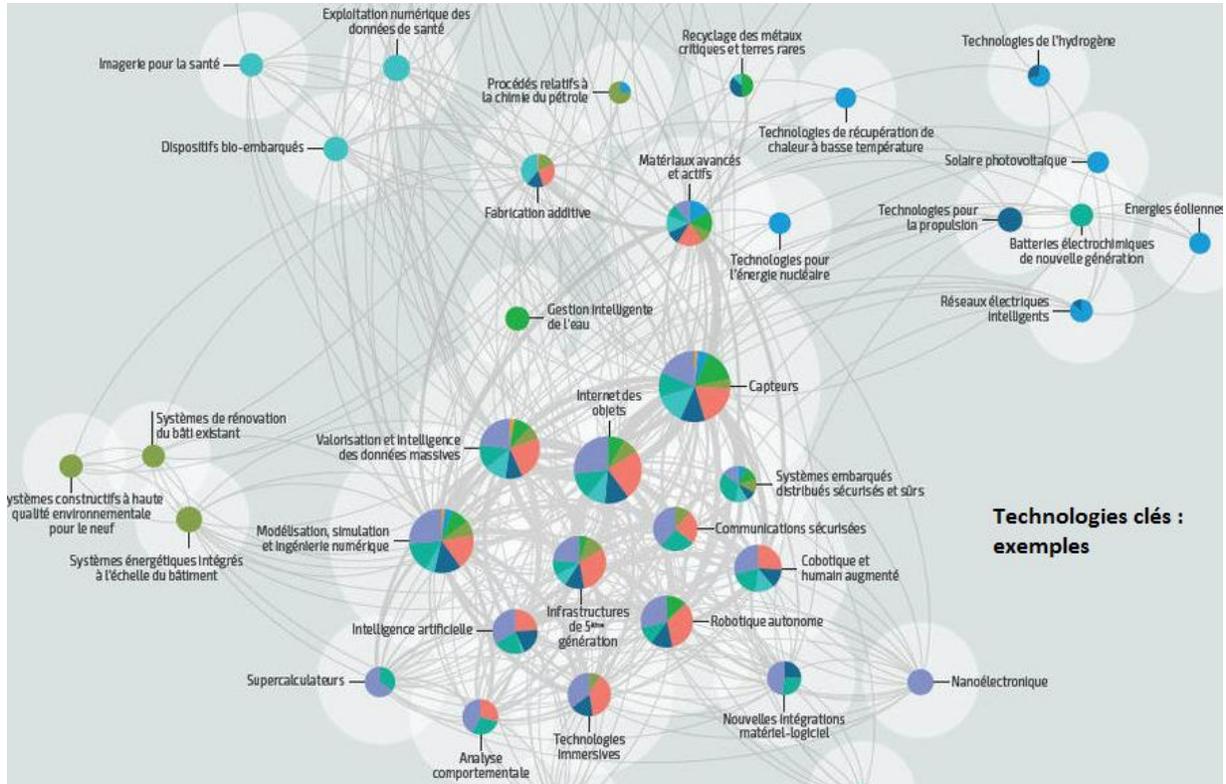
Sciences du numérique : [AMADEus](#), [AMIES](#), [Bézout](#), [CARMIN](#), [CELvA](#), [COMIN Labs](#), [FIRST-TF](#), [IMoBS3](#), [LaSIPS](#), [MILYON](#), [MS2T](#), [NUMEV](#), [Sigma-LIM](#), [SMP](#), [WIFI](#)

Sciences humaines et sociales : [AMSE](#), [ARTS-H2H](#), [ASLAN](#), [CAP](#), [EFL](#), [Entreprendre](#), [FUTURBAINS](#), [GREAM](#), [HASTECC](#), [IAST](#), [ICCA](#), [IDGM](#), [IEC](#), [IMU](#), [iPOPs](#), [ITEM](#), [LABEXMED](#), [LaScArBx](#), [LIEPP](#), [OSE](#), [PATRIMA](#), [ReFi](#), [RESMED](#), [SITES](#), [Transfers](#)



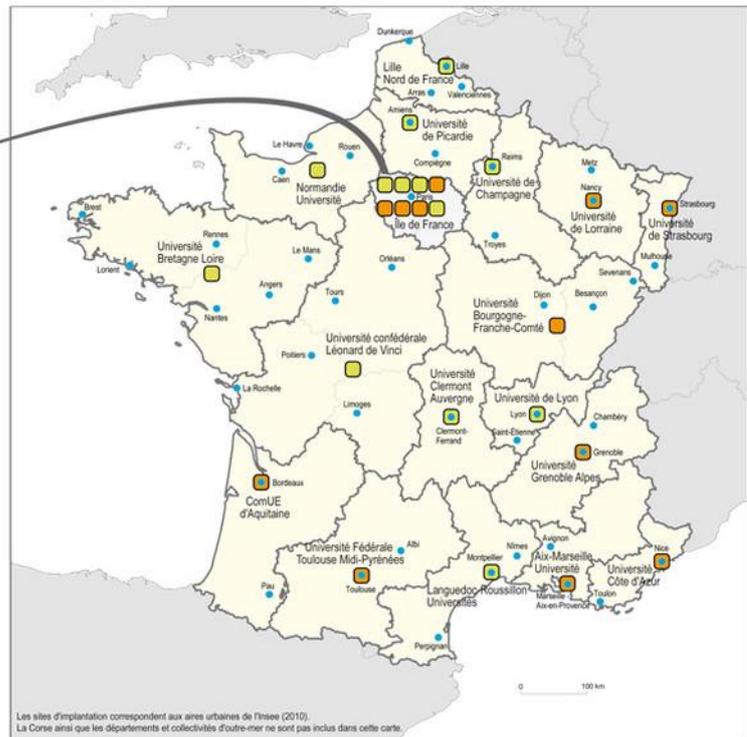
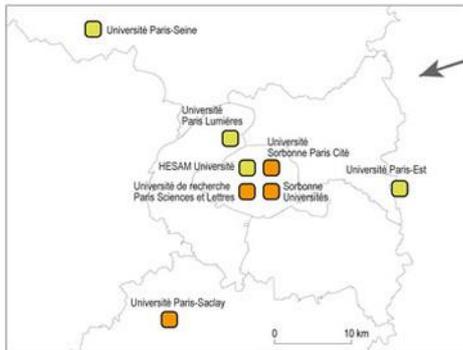


➤ **Technologies clés : exemples de relations interdisciplinaires :**





Les regroupements d'établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche



- Périmètres des regroupements
- Principales implantations universitaires
- Fusions, COMUE, associations
- Fusions, COMUE, associations adossées à un IDEX sélectionné en 2012 ou un IDEX-ISITE sélectionné en 2016 (programme des investissements d'avenir)

Les sites d'implantation correspondent aux aires urbaines de l'Insee (2010). La Corse ainsi que les départements et collectivités d'outre-mer ne sont pas inclus dans cette carte.



Source : MENER - DGRI - SPFCO
Production : MENER - DGESIP / DGRI - SIES

février 2016

➤ Capitalisation des CADIST



10.3.9 Cartographie documentaire à partir des CADIST

10.3.9.1 L'approche d'une cartographie documentaire des disciplines CADIST croisée avec la classification Dewey

La cartographie documentaire établie ci-après à partir des disciplines CADIST et de la classification Dewey permet de dresser un panorama large et structuré des disciplines actuellement représentées par les CADIST (cases roses : CADIST SHS ; cases bleues : CADIST STM) et de celles qui ne le sont pas (cases grises). On peut noter, pour les disciplines LLC (langues, littérature et civilisation), que s'il existe des CADIST dédiés à cinq grandes langues européennes (anglais, allemand, espagnol, portugais et italien), il n'y a pas de CADIST pour la langue française, domaine d'excellence de la BnF.

0	Informatique, information, ouvrages généraux	Informatique	Sciences de l'information				
1	Philosophie, Parapsychologie et Occultisme, Psychologie	Philosophie	Psychologie	Psychanalyse			
2	Religion	Religions	Histoire des religions				
3	Sciences sociales	Economie	Gestion	Relations internationales	Sciences politiques	Education	Ethnologie
4	Langues	Langues					
5	Sciences de la nature et Mathématiques	Mathématiques	Sciences de la Terre	Botanique et zoologie	Chimie	Physique	Préhistoire-Paléontologie Astronomie-Astrophysique
6	Technologie (Sciences appliquées)	Médecine et odontologie	Pharmacie	Cosmétologie	Chimie	Sciences de l'ingénieur	
7	Arts, Loisirs et Sports	Art - Archéologie	Antiquité				
8	Littérature (Belles-Lettres) et techniques d'écriture	Littérature	Civilisations				
9	Géographie, Histoire et disciplines auxiliaires	Géographie	Histoire	Préhistoire	Urbanisme		

Il est à noter que la préhistoire peut aujourd'hui s'apprécier comme une discipline mixte SHS/STM, de même que l'archéologie, du fait de leur haute technicité.

Sur les 10 pôles disciplinaires ainsi circonscrits, certains secteurs (en gras) n'ont jamais été couverts par des CADIST, même partiellement :

- **pôle Informatique et Sciences de l'information (0),**
- **pôle Psychologie et Philosophie (1) ;**
- pôle Religion (2),
- **pôle Sociologie** et Sciences sociales (3),
- pôle LLC (4 et 8),
- pôle Sciences de la nature et mathématique (5),
- pôle Technologie (6),
- pôle Art (7),
- pôle Histoire-Géographie (9),

avec rapprochement possible des pôles 7 et 9.

10.3.9.2 Cartographie documentaire / critères de sélection appliqués aux CADIST pour CollEx

De manière plus fine, il peut être appliqué des critères de sélection aux CADIST existant afin de sélectionner un panel d'établissements susceptibles de pouvoir rejoindre CollEx en tant que bibliothèques délégataires.

Cette liste fournie à titre indicatif pourrait également être enrichie par des coefficients de pondération afin de prioriser certains critères par rapport à d'autres, approche à appliquer le cas échéant avec précaution afin de prendre en compte les spécificités inhérentes aux disciplines en SHS et en STM. Elle pourrait aussi s'appliquer à des bibliothèques non CADIST.

Liste de critère d'inclusion :

- CADIST assurant un PEB au niveau international,
- CADIST partenaire de Gallica,
- CADIST avec une bibliothèque électronique rattachée présente dans le Sudoc (à nuancer en fonction du périmètre d'accès des ressources proposées : universel (documents libres de droits), élargi à un public « hors établissement », ou restreint à un public local),
- CADIST présent au sein d'un réseau international,
- CADIST assurant un service de fourniture de documents à distance performant, et cherchant à la rester à la pointe des améliorations possibles du service (tests d'outils associés..),
- CADIST signalant des fonds anciens présents au sein de ses collections,
- CADIST disposant de matériel professionnel de reproduction ou ayant volonté de les acquérir à court terme,
- CADIST engagé dans des négociations de groupements d'achat,
- CADIST avec une représentativité au sein de Couperin via l'intervention de ses responsables,
- CADIST avec une action indirecte de négociation au sein de Couperin via l'intervention de négociateurs rattachés à l'établissement de rattachement,
- CADIST avec des collections hybrides importantes,
- CADIST engagé dans le plan de conservation partagée via l'AAP CollEx PCP 2016,
- CADIST menant des plans de conservation partagés hors subventions CollEx,
- CADIST présentant une forte représentativité en unica dans le Sudoc,
- CADIST proposant des services dédiés répondant notamment aux besoins des chercheurs (préparation d'ouvrage, service de livraison « pick & delivery », numérisation à la demande, achat à la demande veille bibliographique),
- CADIST avec une bibliothèque ouverte aux chercheurs 24h/24h.

11 CONCLUSION

La capitalisation attendue des CADIST et une meilleure correspondance avec la communauté des chercheurs

Les CADIST possèdent une documentation spécialisée et organisée avec des accords consortiaux, mais il est nécessaire à présent de développer des services autour de celle-ci, qui la valorisent, en se mettant plus à l'écoute des besoins des chercheurs et en développant les coopérations dans un cadre plus vaste et mieux formalisé, rassemblant d'autres grandes bibliothèques de recherche (BnF, BULAC, futur GED Condorcet, bibliothèques d'organismes...). Concernant les attentes prioritaires exprimées par la communauté des chercheurs, notamment en termes de services associés aux collections

d'excellence, il s'agit de mettre en œuvre une offre documentaire comportant de la numérisation de documents à la demande, de la veille documentaire avec alerte, la possibilité d'achat d'articles à la demande hors abonnement régulier (« pay-per-view »). Il est également à noter que certains services apparaissent davantage prioritaires pour les profils SHS que pour les profils STM, comme par exemple l'achat de livres à la demande ou le prêt d'ouvrages pour une durée plus longue.

Une redéfinition collective des disciplines à soutenir nationalement et des collections vivantes à signaler, soutenir et valoriser dans le nouveau cadre de CollEx-Persée est attendue (pour notamment assurer le suivi dans les disciplines incontournables, rares ou le cas échéant avec une communauté restreinte de chercheurs), avec la prise en compte du fait que plusieurs disciplines ne sont pas représentées par les CADIST actuels (informatique, philosophie, psychologie, psychanalyse, sciences de l'ingénieur, linguistique) et que la notion d'interdisciplinarité n'avait pas non plus été couverte par les CADIST.

Le futur pour CollEx-Persée

Il existe une opportunité avec CollEx-Persée de mettre en œuvre une politique documentaire au niveau national, sur une période minimale de 4 à 5 ans avec reconduction possible, pour soutenir les acquisitions et la valorisation de collection d'excellence avec des services innovants répondant aux besoins des chercheurs. Les principaux axes, complémentaires à l'accroissement et l'enrichissement des collections, à privilégier dans le cadre des actions récurrentes et des projets spécifiques, sont notamment la numérisation et la conservation partagée, le signalement et le référencement web, les collections hybrides de référence avec collecte de matériaux de recherche, les services associés aux besoins des chercheurs en fonction des disciplines.

Des chantiers documentaires innovants et partagés sont ainsi à lancer au niveau local et national en termes d'acquisition, de conservation, de diffusion, et d'archivage pérenne, avec des services associés :

- Acquisition : identifier et valoriser des collections hybrides d'excellence pas assez reconnues, garantir l'exhaustivité de la documentation au niveau national plutôt que local, renégocier les contrats de licence des CADIST, négocier de nouveaux contrats hybrides jumelant imprimé et numérique,
- Conservation : PCP, reliure et restauration, numérisation partagée,
- Diffusion : avec un signalement transverse depuis des catalogues interopérables (Sudoc, Refdoc, CCFr, Calames, theses.fr, HAL, Pascal, Francis...) couplé à l'enrichissement et au moissonnage des métadonnées, optimisation des signalements et du référencement web,
- Services associés : offrir un service de prêt performant, la numérisation à la demande, des services bibliographiques et bibliométriques, des systèmes d'alerte, des actions de valorisation en lien avec la communauté des chercheurs, des actions de formation aux pratiques de recherche et d'exploitation de l'IST, notamment en lien avec l'open access et la gestion des métadonnées.

Plus précisément les actions susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre de CollEx pourraient être :

- La poursuite des appels à projet de Plan de Conservation Partagée avec le CTLes,
- Le soutien du PEB et prêts d'originaux avec le MENESR/DISTRD, l'ABES et les opérateurs de l'IST en favorisant la gratuité des échanges sous conditions de réciprocité, avec facturation par l'ABES et soutien de CollEx le cas échéant,
- La fourniture de documents à distance avec copies gratuites et visant une homogénéisation de l'accès aux documents avec ou sans droits associés,
- Le positionnement international de CollEx au regard des initiatives en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis notamment en ce qui concerne les ressources francophones.

Dans tous les cas la mise en œuvre des actions dans le cadre de CollEx-Persée devra tenir compte des éléments décisionnels suivants :

- Prendre en compte les besoins des utilisateurs finaux par discipline ou interdisciplinarité,
- Considérer les problématiques de la limite dans le temps par rapport aux acquisitions (ouvrages à faibles tirages, problématique de la pérennité des accès), de l'interdisciplinarité et des frontières mouvantes, des projets multi-établissements qui se développent, et des critères associés aux collections d'excellences labellisables pour la cartographie CollEx,
- Optimiser l'articulation avec les autres initiatives existantes (BSN, ISTEEX, BnF...),
- Assurer la transition des CADIST vers CollEx-Persée,
- Valider une cartographie documentaire et des critères de sélection pour l'éligibilité des acteurs dans l'écosystème CollEx en favorisant une approche par réseaux et pôles disciplinaires.

12 TABLE DES MATIERES

1	Introduction	5
1.1	Contexte et objectifs	5
1.2	Déroulement général de l'étude	8
	Synthèse du rapport de mission 1 : Réalisation d'un état des lieux et d'une évaluation portant sur l'actuel dispositif national des bibliothèques CADIST	9
2	Méthodologie de la mission 1	10
3	Bilan de l'existant	11
3.1	Bilan quantitatif.....	11
3.1.1	Bilan global (période 1994-2014)	11
3.1.2	Zoom sur la période 1994-2010 à partir des données de l'enquête nationale.....	13
3.1.3	Bilan détaillé à partir des données ESGBU CADIST (2011 à 2014)	20
3.1.4	Focus sur le soutien financier du ministère sur les années 2013-2014-2015 (transition vers CollEx)	24
3.1.5	Photographies des CADIST dans le SUDOC en 2016	25
3.2	Bilan qualitatif	27
3.2.1	Politique documentaire et logique de constitution des collections des CADIST	27
3.2.2	Fréquentation des CADIST et consultation des ressources par les publics cibles.....	28
3.2.3	Périmètre d'actions actuel des CADIST	28
3.2.4	Facteurs d'impacts potentiels des changements de l'environnement des CADIST	29
4	Conclusion du rapport de mission 1.....	31
	Synthèse du rapport de mission 2 : Evaluation des besoins actuels en matière de soutien documentaire des chercheurs et enseignants-chercheurs, dans le nouveau contexte de l'IST caractérisé par la révolution numérique et le nouveau cadre organisationnel de l'ESR.	32

5	Méthodologie de la mission 2	33
5.1	Enquête par questionnaire en ligne	33
5.2	Enquête par entretiens ciblés	33
6	Analyse de la demande.....	34
6.1	Analyse détaillée des résultats de l'enquête en ligne.....	34
6.1.1	Profil des répondants	34
6.1.2	Pratiques en recherche d'IST.....	37
6.1.3	Besoins en IST.....	43
6.1.4	Usages associés aux bibliothèques possédant des fonds spécialisés par discipline	47
6.1.5	Attentes pour CollEx.....	59
6.2	Synthèse des résultats de l'enquête en ligne.....	62
6.3	Analyse des résultats des entretiens.....	63
6.3.1	Universités.....	63
6.3.2	CNRS	64
6.3.3	BnF.....	65
7	Conclusion du rapport de mission 2.....	66
7.1	Conclusion	66
	Synthèse du rapport de mission 3 : Recommandations et perspectives	68
8	Méthodologie de la mission 3	69
9	Le positionnement des CADIST et la question du soutien financier au réseau	70
9.1	L'analyse SWOT des CADIST	70
9.2	Le positionnement des CADIST au regard de l'évolution de l'accès à l'IST	70
9.3	La question du soutien financier au réseau des CADIST dans un nombre circonscrit de disciplines	71
9.3.1	Des CADIST aux dimensions hétérogènes et aux disciplines disparates.....	71
9.3.2	Points d'aide à la décision	71

10	La Politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx.....	73
10.1	Analyse des opportunités de poursuivre ou non une politique nationale de soutien aux acquisitions de documentation recherche dans le dispositif CollEx	73
10.1.1	La politique documentaire nationale, une continuité historique	73
10.1.2	La question de la pertinence et de la nécessité d’une action répondant aux besoins documentaires des chercheurs	74
10.1.3	Les modèles de licences d’acquisition en mouvement, une opportunité pour CollEx .	75
10.1.4	L’existence de besoins documentaires non couverts exprimés par la communauté des chercheurs.....	77
10.1.5	Synthèse des opportunités pour la mise en œuvre de CollEx.....	77
10.2	Priorisation des enjeux portés par CollEx.....	78
10.2.1	La quête d’une symbiose retrouvée entre la bibliothèque et le chercheur	78
10.2.2	La mise en place de services innovants en adéquation avec les besoins des chercheurs	79
10.2.3	Le nécessaire renouveau contractuel pour l’acquisition et l’accès aux ressources documentaires.....	80
10.2.4	L’émergence de collections hybrides de documents de référence utiles pour la recherche.....	81
10.2.5	La mise en œuvre d’un cadre structurant clair, simple et compris par l’ensemble des acteurs et opérateurs.....	82
10.3	Mode de financement.....	84
10.3.1	L’exemple allemand avec le financement par appel à projets des FID	84
10.3.2	L’exemple nord-américain avec le consortium international Center for Research Libraries (CRL).....	85
10.3.3	Les perspectives d’évolution des services et les exemples de progrès réalisés à l’étranger en termes de services associés de fourniture de document (modèles au Royaume-Uni et en Allemagne)	87
10.3.4	Le mode de financement le plus approprié (financement régional ou national)	89
10.3.5	Recommandations sur le mode d’action à mettre en œuvre, avec modalités et niveau de financement	89
10.3.6	Modalités opérationnelles de la mise en œuvre du GIS	91
10.3.7	Critères de sélection des acteurs de l’écosystème CollEx.....	92
10.3.8	Les différentes approches possibles pour la cartographie documentaire	93



BUREAU VAN DIJK
INFORMATION MANAGEMENT

10.3.9	Cartographie documentaire à partir des CADIST	99
11	Conclusion	101